

BULLETIN DE LIAISON DE L'AIACE SECTION BELGIQUE

A propos



JANVIER • FÉVRIER • MARS 2023 | 101



Construire une Europe plus forte



LA RÉDACTRICE EN CHEF | MONIQUE THÉÂTRE

Née à Bruxelles. Entre à la Commission en 1981 au SCIC, ensuite DG II, puis DG XXII. En 1991, détachée de la DG Administration pour diriger le secrétariat international de l'AIACE. S'occupe notamment de la rédaction de « Vox ». En 2004, réintègre l'administration au sein des services sociaux, en charge des pensionnés. Devient ensuite chef du nouveau secteur « Support social et Relations avec les anciens ». Lance l'Info Senior et l'Initiative Active senior (valorisation de l'expertise). Pensionnée depuis 2018. Membre du Conseil d'administration de la section Belgique depuis mars 2020. Aime le piano, les soirées entre amis et la Lettonie, terre natale de sa mère.



JÜRGEN ERDMENGER

Né à Hambourg. Juriste, d'abord fonctionnaire fédéral allemand. Intègre la Commission européenne en 1973. Directeur à la DG Transport, participation au développement de la politique commune de transport (route, rail, navigation aérienne, navigation maritime et fluviale) en particulier sous les Commissaires Van Miert et Kinnock. Après la pension en 1998, conseiller (questions européennes) d'ONGs dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'agriculture. Participation aux activités de la Chapelle de la Résurrection, de l'Eglise protestante de langue allemande ainsi que de la Société anthroposophique. Aime son épouse, ses filles, l'art, la musique et la poésie.



GABRIELLE CLOTUCHE

Belge, née à Vielsalm. Mathématicienne, ancien directeur général de la sécurité sociale en Belgique. Représente la Belgique à la Commission, au Conseil de l'Europe et à l'OCDE et mène de nombreuses négociations avec la Turquie, le Chili, la Norvège, les Philippines, l'Algérie. Rejoint la Commission en 1997 (DGV), directeur en charge de l'action et de la politique sociale puis, à Eurostat, directeur des statistiques sociales. Détachée à la Confédération européenne des syndicats, adjointe au secrétaire général John Monks. Retraitee depuis 2011. Présidente du Conseil d'administration du Service de santé mentale DIEDA à Molenbeek. Maître de conférence émérite (20 ans) chargée de cours « Politiques sociales en Europe » à l'Institut du travail de l'UCLouvain.



DANIEL GUGGENBÜHL

Originaire de Strasbourg. Études de sciences politiques et de lettres. A fait l'essentiel de sa carrière aux Relations extérieures de la Commission : relations multilatérales, Chine, pays d'Europe centrale et orientale. Président de la Section Belgique de l'AIACE de 2005 à 2008. A lancé l'Écrin dans sa version précédente avec Jean-Bernard Quicheron en 2005. Aime la littérature, la musique et les débats politiques. A écrit plusieurs romans. Contribue aussi au périodique de l'AIACE Allemagne et à celui du Cercle littéraire de l'UE. Aime observer l'entrée de ses petits-enfants dans la vie réelle.



ROBERT COX

Né à Londres. Études en sciences économiques, politiques, langues et civilisations germaniques et slaves à Cambridge et au Collège d'Europe (Bruges). Débute comme journaliste à Londres (The Economist). En 1968, intègre le Groupe du Porte-parole de la Commission, en 1973, le Cabinet Thomson (politique régionale), puis la DG Développement (VIII). Chef de la Représentation de la Commission à Ankara. Rentre en 1983 à Bruxelles comme chef de division à la DG Information (X). A l'éclatement de la guerre civile en Yougoslavie, rejoint la EC Monitoring Mission (ECMM) à Zagreb. En 1993, adjoint du directeur à ECHO. Retraite en 2000. Peint, dessine, écrit, étudie l'histoire et la politique.



JEAN-FRANÇOIS DREVEY

Né à Presles (Val d'Oise). École normale supérieure, agrégation de géographie. Coopérant en Afrique sub-saharienne (Kivu, Côte d'Ivoire), puis au Moyen-Orient. Chargé des fonds structurels européens à la DATAR (Délégation à l'Aménagement du territoire et à l'Action régionale), puis fonctionnaire à la DG REGIO à partir de 1989 (programme de prospective Europe 2000, puis préparation au grand élargissement de 2004). Pensionné depuis 2005, travaille comme expert indépendant sur les problèmes de voisinage. Depuis 2007, tient une chronique européenne dans la revue Futuribles ; a publié plusieurs livres sur des thèmes européens (politique régionale, élargissement de 2004, problème de Chypre).



PHILIPPE LOIR

Né à Paris. Licence en droit et Sciences-Po. Cie pétrolière Algérie Sahara 1958-1962. Entré à Euratom en 1962, administrateur principal en 1967 puis DG Énergie de 1970 à 1984, assistant du DG. En 1985 à la DG Administration chargé des relations avec le personnel statutaire puis avec les Ecoles européennes, simultanément rédacteur en chef du Courrier du personnel de 1986 à 1992. Chef de division à la DG Information, chargé entre autres des visites. Pensionné depuis 1995. Elu au Conseil d'administration de l'AIACE Belgique en 2005, vice-président de 2014 à 2017 et responsable de l'action sociale depuis 2005.



RENAUD DENUIT

Né à Bruxelles en 1950, marié, trois fils. Écrivain : une vingtaine de titres publiés relevant de divers genres littéraires. Docteur en philosophie, outre quelques masters (UCL). Journaliste politique pour la RTBF et la presse écrite (1973-1985). Administrateur à la Commission européenne (1985-2012). Conseiller communal d'Etterbeek (1988-1994). Professeur invité à l'UCL (1997-2012), à l'Université Saint-Louis Bruxelles (2012-2018) et à l'ICHEC-Brussels Management School (2010-2016). Vice-président de l'Association des Écrivains belges (2014-2016). Actuellement : éditorialiste de l'Agence Europe, professeur invité à l'Université de Lille et conférencier pour le Collège Belgique de l'Académie Royale.

TABLE DES MATIÈRES

HET WOORD VAN DE VOORZITTER | LE MOT DU PRÉSIDENT

Apropos ...

LE BILLET DE LA RÉDAC' CHEFFE

A propos, l'Écrin a changé de nom ...

VIE DE LA SECTION

Le Conseil d'administration au travail

Le bénévolat social agit et recrute

Parler de son deuil au sein d'un groupe de parole

Van Dubrovnik naar Athene met de afdeling België op «La Belle de l'Adriatique»

Le Cercle des marcheurs du jeudi

Les Clubs de la bière et du vin | The Beer and Wine Clubs

Derniers thés littéraires 2022 :

deux thèmes totalement différents mais tout aussi captivants

Bienvenue à nos nouveaux membres ! Welcome to our new members ! Welkom aan onze nieuwe leden !

GUERRE EN UKRAÏNE | EUROPE

Message de la présidente Ursula von der Leyen au personnel de la Commission

Le monde de demain, de Pierre Servent

Another Russia

Die Wahrheit ist der Feind - Warum Russland so anders ist, von Golineh Atai

Steve Gospage's poems, inspired by the war in Ukraine

Helping Ukraine

EUROPE

Mysteries of Europe's Democracy Mandate

Une armée européenne ?

La Hongrie : à la recherche d'une identité

Le fédéralisme en Europe, c'est maintenant ou jamais ?

Améliorer les soins en Europe

Pas d'étudiant au bord du chemin grâce au FSE+

INSTITUTIONS

Gérer les espaces de travail, la Commission en constante adaptation

La Méthode n'est pas une indexation

La DG VIII et ses « Anciens »

Pensionnés du Conseil : les équipes à votre service

SOCIÉTÉ

Ce que nous dit Salman Rushdie

Economy in uncharted waters

European Union and digitalisation : last developments

Le volontariat vous tente ?

La Croix-Rouge/Rode Kruis vous accueille à bras ouverts !

CULTURE

La Maison de l'histoire européenne, la mémoire de l'Europe

L'Art dans le Berlaymont

« Grâce à la musique, on apprend à écouter l'autre »

LU POUR VOUS

L'Homo Numericus de Daniel Cohen

PORTRAIT

« À vélo sans âge » ou les balades en cyclo-pousse de Timothy Cooper

Jacques Lecomte, globe-trotter invétéré

LES ANCIENS PUBLIENT

«L'Unione europea di fronte alle crisi: sfide e opportunità», Giancarlo Vilella

Au Levant de Mons

TRIBUNE LIBRE

O mia patria, sì bella e perduta

Hainaut: de l'inanité des frontières passées ...

IN MEMORIAM

Herman De Lange

Michel Foucault (1937-2023)

NOUS ONT QUITTÉS

	4
Erik Halskov	4
	5
Monique Théâtre	5
	6
Philippe Loir	6
Philippe Loir	8
Raffaella Longoni	10
Joris Declerck	11
C. Pierre et Y. Ledune	12
Alan Hick	12
	13
Raffaella Longoni	13
	14
	15
	15
Daniel Guggenbühl	16
Robert Cox	17
Jürgen Erdmenger	18
Stephen Gospage	20
Joanna Kiryllo	20
	21
David Price	21
Daniel Guggenbühl	22
R. Cox/D. Guggenbühl	24
Jean-François Drevet	26
Gabrielle Clotuche	29
Gabrielle Clotuche	32
	34
Monique Théâtre	34
Groupe « Méthode »	36
Paul Bourdeaux	37
R. Pratas/A. Jean Pierre	38
	40
Daniel Guggenbühl	40
Robert Cox	42
Giancarlo Vilella	44
B. Bentein/P. Froidure/ P. Venturini	46
	48
Monique Théâtre	48
Philippe Loir	50
Emmanuelle Jowa	52
	56
Jean-Pierre Dubois	56
	58
Miriam Tessens	58
Monique Théâtre	60
	61
Raffaella Longoni	61
	62
	63
Michel Foucault	63
Philippe Tabary	64
	66
Thérèse Sobieski	66
Pierre Blanchard	67
	68



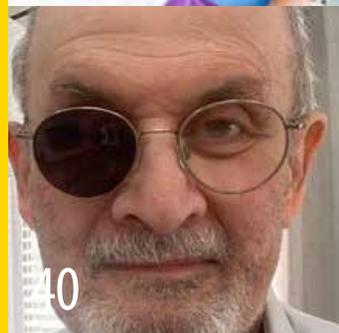
17



22



31



40



48



58

Apropos ...



© AIACE.BE

Uw tijdschrift heeft een andere naam maar blijft gewoon de 101ste aflevering van het Bulletin van de AIACE-België. In dit nummer treft u enkele bijdragen aan over heden en verleden van Europa. Het is niets anders. Velen stellen zich de vraag waar wij nu heen gaan en wat is daarop te zeggen? Moet vandaag de dag het Woord van de voorzitter geschreven worden met behulp van kunstmatige intelligentie? Met ChatGPT? Dat zou wel eens kunnen, met dit als resultaat. Aangename lezing en een goed nieuw jaar.

Votre magazine a changé de nom mais il reste la 101^{ème} édition du Bulletin de l'AIACE Belgique. Vous trouverez dans ce numéro des contributions touchant à la question de la mémoire et de l'actualité européennes. C'est comme ça, forcément. Beaucoup d'entre vous se posent la question : alors où allons-nous et donc que dir e ? Faudrait-il aujourd'hui avoir recours à l'intelligence artificielle pour écrire le Mot du président ? Voici ce qui pourrait en être le résultat.

Bonne lecture et bonne année.

With ChatGPT

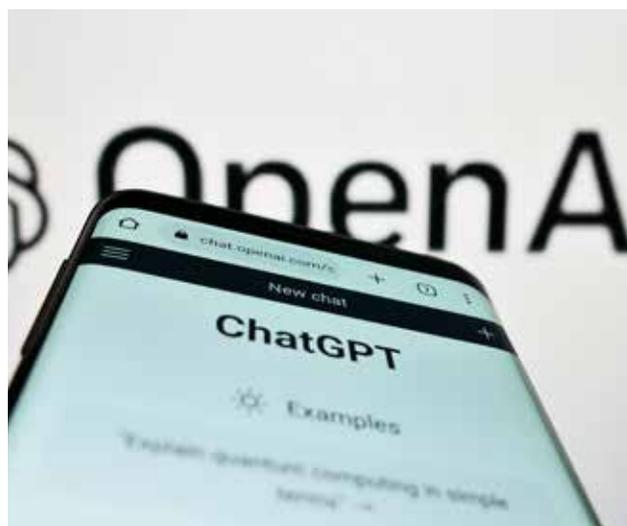
Write an editorial of a magazine with articles on (1) museum of European history (2) future of European Union (3) rise of totalitarianism in Europe.

Welcome to our latest issue, where we delve into some of the most pressing and fascinating topics facing Europe today. First, we take a look at the Museum of European History, located in the heart of Brussels. This state-of-the-art facility offers visitors a unique and immersive experience, taking them on a journey through the continent's rich and varied past. From ancient civilizations to the modern era, the museum showcases the people, events, and ideas that have shaped Europe over the millennia.

Next, we turn our attention to the future of the European Union. As the bloc faces a number of challenges, from economic uncertainty to the rise of nationalism movements, many are questioning what the future holds for this historic experiment in supranational governance. Experts weigh in on the potential paths forward for the EU, and what it will take to ensure its continued success and prosperity.

Finally, we examine the worrying trend of the rise of totalitarianism in Europe. In recent years, there have been increasing signs of authoritarianism and repression in a number of countries, including Hungary and Poland. This editorial will explore the causes of this trend and what can be done to stop it.

We hope you enjoy reading this edition and find it informative and thought-provoking. As always, we welcome your feedback and comments.



A propos, l'Écrin a changé de nom ...

Après 100 numéros de bons et loyaux services, l'Écrin continue sa mutation et endosse à présent un nouveau nom. Une première transformation s'était opérée, en 2020, avec un nouveau « look », nouveau format un peu « hors norme », nouvelle grille de lecture, mise en page aérée et colorée réalisée par les designers graphiques de l'OIB avec la compétence et le professionnalisme qu'on leur connaît. Fort de ses nouveaux attributs, le magazine se devait de se doter d'un nom correspondant mieux à ce qu'il est devenu : un creuset d'échanges, de réflexions, de questions, de considérations, sur des sujets on ne peut plus diversifiés qui tournent autour de l'Europe, - celle d'hier, d'aujourd'hui et de demain, - la vie au sein des Institutions, des questions de société, la culture, des portraits d'anciens collègues, ... bref des sujets revêtant un caractère opportun et un esprit d'à propos. Bingo ! Il fallait y penser, pourquoi pas «Apropos » tout simplement ! De plus, ce terme est utilisé dans plusieurs langues et donc aisément compréhensible par notre lectorat qui comporte

une trentaine de nationalités différentes. Ce changement ne constitue en rien une rupture avec le passé, la preuve en est que la numérotation elle ne change pas et continue son bonhomme de chemin. L'Écrin a vécu une belle histoire avec ses lecteurs durant plus de 25 ans - le premier numéro date de 1996 - et il n'y a aucune raison que cela s'arrête. La publication reste trimestrielle. Le Comité de rédaction - composé à présent de huit collaborateurs - se réunit à l'occasion de la sortie de chaque numéro pour discuter des contributions reçues et de la ligne éditoriale à suivre. Les contributions extérieures émanant de membres de la section sont toujours les bienvenues et vivement encouragées. « Apropos » prend donc la relève de l'Écrin, tout en douceur, à l'aube de cette année 2023. Nous espérons sincèrement que vous, fidèles lecteurs, continuerez à en apprécier la substance. A propos, pourquoi ne pas nous donner votre avis ?

Monique Théâtre.

Éditeur responsable

Erik Halskov

Rédactrice en chef

Monique Théâtre
monique.theatre@gmail.com

Comité de rédaction

Gabrielle Clotuche
Robert Cox
Renaud Denuit
Jean-François Drevet
Jürgen Erdmenger
Daniel Guggenbühl
Philippe Loir

Designer graphique

Frédérique Guiot

Impression et expédition

OIB - Commission européenne

Dépôt Bibliothèque Royale de Belgique

ISSN 1783 - 5410

*Les textes n'engagent que leurs auteurs
et non l'AIACE ni la Commission
européenne*

Association Internationale des Anciens de l'Union européenne Section Belgique

VM-18 03/58 • B-1049 Bruxelles

Tél +32(0)2 295 38 42

& +32(0)2 296 48 24

Fax +32(0)2 299 52 89

E-mail aiace-be@ec.europa.eu

www.aiace-be.eu

IBAN BE68 2100 3777 0034

BIC GEBABEBB

N° d'entreprise : 450733759

Le Conseil d'administration au travail

Lors de sa réunion du 9 décembre 2022, le CA a pu constater que, grâce au travail de la secrétaire générale Nadine Wraith et du secrétariat, les minutieuses procédures pour organiser le vote pour l'élection d'un nouveau CA en mars 2023 étaient bien avancées. Le Bureau électoral a été désigné et la liste des candidats aux élections arrêtée ainsi que leur place sur le bulletin de vote. Par le nombre et la diversité des candidatures, cette liste donnera aux électeurs une possibilité de choix réelle entre de sérieux et sérieuses candidats et candidates.

Soutien aux jeunes musiciens et offre musicale

Le CA, voulant offrir à ses adhérents des propositions d'activités toujours plus diversifiées et intéressantes, a examiné plusieurs innovations possibles. Convaincu par le grand succès auprès de nos membres des concerts de jeunes musiciens en résidence à la Chapelle Musicale Reine Elisabeth aux mois d'août et septembre derniers (102 participants à chaque session) qui furent suivis d'un repas dans le parc de la Résidence, le CA voudrait proposer aux nombreux mélomanes de notre section une offre musicale de qualité. C'est dans ce but qu'il a reçu Sabine Nallet, chargée des mécénats au sein de la Fondation, venue expliquer comment l'AIACE pourrait soutenir celle-ci et bénéficier de conditions avantageuses pour ses membres. Cette offre, qui a déjà été présentée en page 57 de l'Écrin n° 100, comporte trois formules à 1.000 euros par an, 5.250 euros ou 15.000 euros. En contrepartie de ses versements, l'AIACE recevrait des places gratuites ou à prix réduit pour ses membres et serait tenue informée de

par **Philippe Loir** Membre du Comité de rédaction

toutes les activités musicales. Le CA, très sensible à la possibilité de permettre à de jeunes musiciens talentueux de bénéficier d'une formation d'excellence, a décidé d'accepter pour un an la deuxième proposition. En contrepartie d'un versement annuel de 5.250 euros, la section se verra donc offrir 528 places pour les différents concerts de la Chapelle musicale. Ces places seront attribuées également à nos membres suivant un système encore à établir.



© Adobe Stock

Voyages, excursions, aide juridique, thés littéraires, clubs, groupe de parole

Les projets de voyages et d'excursions s'avèrent nombreux mais doivent encore se concrétiser. Les croisières fluviales correspondant bien au désir des pensionnés de voyager confortablement sans devoir changer constamment d'hôtels, le CA a décidé de proposer deux croisières par an, l'une au printemps et l'autre en automne. Les destinations souhaitées sont pour le moment l'Andalousie, le Rhin ou la Seine ; pour d'autres parties de l'Europe, la guerre en Ukraine impose la prudence. Des excursions moins longues et moins coûteuses de deux jours et une nuit seront également proposées pour aller visiter des lieux tels que les villes de Metz-Nancy, Bonn, Arnhem ou les Abbayes et Châteaux de la Belgique.

L'AIACE est souvent consultée sur des questions juridiques ayant trait à l'application du Statut ainsi qu'à des questions juridiques personnelles, mariage, succession... Dans le premier cas, des juristes de la Commission sont disponibles



© Adobe Stock

pour l'interprétation du Statut. Pour les autres cas, l'AIACE réfléchit à la possibilité d'offrir des consultations juridiques sur des thèmes d'intérêt général et collectif. Un cahier des charges doit être établi et proposé à des juristes qualifiés, ce qui permettrait après une sélection de mettre en place une assistance juridique pour nos membres.



© Adobe Stock

Les thés littéraires ont trouvé leur public. En 2021, les quatre thés littéraires organisés autour de l'œuvre de Lilia Bongi, Joanna Jarecka-Gomez, Jimmy Jamar et Philippe Tabary ont rassemblé quelque 180 participants séduits par le talent littéraire de ces auteurs. La continuité de ces intéressantes conférences dépend pour l'année 2023 des publications qui nous seront signalées et de la créativité de nos membres. Les clubs de la bière et du vin vont continuer sur leur lancée avec leur animateur Alan Hick qui organise ces rencontres festives sur les bases administratives les plus légères possibles.

Les rencontres pour l'échange de paroles entre ceux et celles qui ont eu le malheur de perdre leur compagne ou compagnon ont repris en petit comité en décembre dernier. D'autres rencontres seront organisées en fonction des demandes.

Budget et philanthropie

Ces projets visant au renforcement des propositions d'activités de la section Belgique reposent en partie sur les disponibilités budgétaires de l'Association. Elles sont bonnes, nous a affirmé notre trésorier Christian Waeterloos. Nous pouvons donc aller de l'avant sans oublier que toutes ces propositions nécessitent des bonnes volontés pour réfléchir à leur bonne mise en œuvre et effectuer les tâches administratives qu'elles représentent. Cela implique de renforcer notre groupe de bénévoles administratifs.

Notre Association a décidé d'augmenter le soutien à des Instituts de recherche contre les maladies frappant plus particulièrement les personnes les plus âgées en portant ses dons à ces instituts de 6.500 euros annuels à 8.500 euros. En bénéficieront la Fondation Brugmann contre la maladie d'Alzheimer, l'Association Parkinson et l'Institut Bordet pour la lutte contre le cancer. De même, un soutien sera apporté à l'ASBL « Babelkot » qui accueille des personnes en grande difficulté à Bruxelles.



© Adobe Stock

Maisons de repos

La révision de notre liste de MR/MRS/Résidences a commencé avec la visite de plusieurs établissements par nos bénévoles qui se trouvent confrontés à une nouvelle question. En effet de nombreuses MR/MRS dans la région bruxelloise appartiennent au groupe Orpea. Il court à propos de ce groupe des avis négatifs sur la qualité des soins dans certaines MR/MRS ainsi que sur la solidité financière du groupe, notamment en France. Nous demandons donc à nos visiteurs d'attirer dans leurs rapports l'attention des candidats à un hébergement dans ces maisons sur cette situation. Il y a encore un long travail à effectuer sur cette question.

Apropos

La dernière réunion du Conseil d'administration de 2022 s'est terminée par le choix d'un nouveau nom pour l'Écrin qui, après 100 numéros et une nouvelle mise en page dynamique et contemporaine, devait trouver un nom représentant mieux ses nouvelles aspirations. Alors merci à l'Écrin pour son long travail d'information de la section et bonne chance à « APROPOS » qui portera désormais nos couleurs et nos réflexions. ■



Le bénévolat social agit et recrute

Au sein de notre population de pensionnés, les maladies et handicaps se développent avec l'âge : perte de la vue, de l'ouïe, de la mémoire, démence sénile, confusion mentale, découragement. Ces maux se combinent souvent avec une solitude de plus en plus grande surtout pour les non-Belges qui n'ont parfois pas de famille pour les soutenir. La solitude est la grande plaie des personnes âgées des Institutions européennes.

par Philippe Loir Membre du Comité de rédaction

portent assistance à une centaine de personnes en difficulté en Belgique, essentiellement à Bruxelles et sa région. Ces bénévoles sont des pensionnés qui ont la générosité et du temps à consacrer pour aider des collègues. Ils ont pour eux leur bonne volonté et connaissent ce que tout fonctionnaire en fin de carrière sait ou devrait savoir au sujet des formalités de la Caisse maladie. Une fois recrutés dans l'équipe de la section, ils ne sont jamais laissés seuls et peuvent toujours trouver de l'aide et des conseils expérimentés. Ils reçoivent une documentation, notamment un vade-mecum établi sur la base des expériences passées reprenant les différentes étapes dans la façon d'aborder les personnes à aider, les attitudes à avoir et celles à éviter et le courage de pouvoir dire non lorsque la demande dépasse leurs capacités. En cas de besoin, les bénévoles peuvent faire appel aux responsables du groupe, au secrétariat et aux assistants sociaux des Institutions avec lesquels nous avons un partenariat solide pour recevoir une information ou un conseil. Plusieurs fois par an les bénévoles se retrouvent lors de réunions d'échange et d'information avec le service social de la Commission et des représentants de la Caisse maladie.

Le nombre potentiel des personnes à aider est important et il augmente régulièrement avec les nombreux départs à la retraite. Il comporte l'ensemble des pensionnés et de leurs ayants-droit des différentes Institutions européennes présentes en Belgique, qu'ils soient ou non membres de l'AIACE. C'est le secrétariat de l'AIACE, dont le grand avantage est d'être accessible tous les matins ouvrables, qui transmet les demandes d'aide aux responsables du groupe. Ces derniers choisissent alors un ou une bénévole pour répondre à cette demande spécifique en se basant sur des critères



▲ Réunion de coordination des bénévoles sociaux © AIACE.BE

Ce sont principalement ces personnes qui font appel à l'AIACE qui, dans le cadre de l'accord de partenariat qui la lie à la Commission, est habilitée à porter assistance à tous les pensionnés se trouvant en difficulté. L'AIACE leur procure un soutien moral et un soutien administratif pour leurs demandes de remboursement, elle peut aussi les aider à organiser leur vie avec des aides ménagères, notamment lorsqu'ils sortent de l'hôpital. Enfin, elle peut leur proposer des maisons de repos répondant à leurs aspirations. Un des premiers signes de la détresse des pensionnés est la difficulté, voire l'impossibilité, d'établir des demandes de remboursement auprès de la Caisse maladie. C'est souvent la raison qui les pousse à demander de l'aide, soit auprès des services sociaux des Institutions, soit auprès du secrétariat de l'AIACE.

Concrètement, cette aide est apportée par les bénévoles sociaux¹ de notre section qui, actuellement au nombre d'une quarantaine,

¹ Les termes utilisés dans le présent article sont pris au sens générique, ils ont à la fois valeur de féminin et de masculin.

*De la générosité
et du temps
à consacrer
pour aider
des collègues
en difficulté.*

de proximité géographique et du nombre de cas dont ils, elles s'occupent déjà.

Ces bénévoles décrivent dans leurs rapports des moments riches mais parfois difficiles avec les personnes dont ils s'occupent.



© Adobe Stock



... En janvier j'offre un petit resto aux pensionnés dont je m'occupe. Ainsi elles peuvent se rencontrer, papoter et refaire le monde ...



... Elle est rentrée de son séjour de revalidation. Une aide familiale fait maintenant le ménage et les courses. Une autre dame l'accompagne chez le coiffeur. Nous faisons de petits tours du quartier quand la météo et sa jambe le permettent. Les douleurs sont si fortes qu'elle ne peut plus faire de la kiné même en prenant des analgésiques. Elle dit qu'elle n'a plus envie de rien, j'essaie de lui redonner courage ...



... Elle est décédée, son enterrement a eu lieu. Puisque je n'étais pas disponible, j'ai demandé à une assistante du service social si elle pouvait y participer car il était clair que peu de personnes seraient présentes. L'assistante sociale était la seule à la cérémonie dans l'église et elle a décidé d'accompagner le cercueil au cimetière comme seule personne. Je suis allé après au cimetière pour saluer la tombe. Cette situation me rend toujours triste ...



... Cette personne est mal-voyante mais se débrouille très bien. Elle a contracté le Covid et on lui a détecté un cancer du rein. C'est une battante toujours optimiste et souriante. Je vais avec elle à la banque, je remplis les feuilles de contributions, etc. Nous allons recommencer nos petits restaurants une fois par mois ...



... Elle n'a comme famille proche que son frère octogénaire. Il fait des courses pour sa sœur et lui rend visite chaque jour mais elle trouve que ses visites sont par trop brèves. A part lui, elle n'a comme visiteurs qu'une nièce deux ou trois fois par an, et moi, chaque mois ...



... Le fils est venu chez moi avec un sac en plastique contenant des documents pour son père et sa mère. Je lui ai expliqué comment procéder on line. Il ne sait déjà plus comment faire et suite à sa visite j'ai travaillé sept heures d'affilée pour mettre de l'ordre et introduire plus de 150 demandes de remboursement ...



Devenir bénévole à l'AIACE est un engagement sérieux qui permet de découvrir des chemins de vie inédits. Avec le soutien d'une équipe amicale, il donne le sentiment d'être utile et il suscite des sentiments de reconnaissance justifiés qui récompensent le dévouement. Parmi nos bénévoles, plusieurs sont présents depuis longtemps et commencent eux aussi à être fatigués et pensent à se retirer. Il faut de nouveaux jeunes pensionnés pour assurer la relève et faire face à l'augmentation de la demande d'aide. Pour enclencher le processus d'adhésion pour ceux et celles qui seraient intéressés, c'est très simple, il suffit de signaler sa disponibilité au secrétariat et des contacts seront rapidement organisés avec les responsables. ■

par Raffaella Longoni

Actuelle vice-présidente
et ancienne présidente
de la section

Parler de son deuil au sein d'un groupe de parole



© Adobe Stock

Dans notre activité de bénévoles, la liste des collègues décédés nous parvient chaque mois, avec une cadence régulière, inexorable et inéluctable. Souvent, ces décès laissent un veuf, une veuve, un compagnon ou une compagne dans la solitude et le désarroi.

Partager sa propre
expérience ou
simplement
écouter celle des
autres.

Si le soutien administratif que nous pouvons offrir à notre niveau est certes utile, il nous est apparu qu'un espace de parole destiné à aider - autant que possible - les personnes devant affronter l'épreuve d'un deuil d'un être cher faisait défaut. La section Belgique de l'AIACE a donc décidé d'organiser, depuis 2018, des « groupes de parole » visant à permettre aux veufs et aux veuves de partager l'expérience vécue, d'exprimer la façon dont ils essayent d'élaborer ce deuil afin de faire face au chagrin et renouer avec un quotidien totalement déstructuré. Cette initiative n'a aucune

connotation religieuse ou philosophique. La liberté d'expression est totale. Il ne s'agit pas non plus d'une séance de psychothérapie de groupe. Le but est simplement de libérer la parole de celles et ceux qui souhaitent trouver une écoute garantissant l'empathie, la discrétion et la liberté de partager sa propre expérience ou simplement d'écouter celle des autres. À cette liberté d'expression s'ajoute - oserait-on dire - la « liberté d'émotion » dans le sens que chacun a le droit de céder lors de ces séances à sa propre émotion, si nécessaire avec des larmes que personne n'osera juger.

Après la longue période d'inactivité imposée par la pandémie, ce « groupe de parole » s'est finalement réuni le 8 décembre 2022 et le 9 février 2023. Les nouveaux venus y croisent des « anciens » qu'ils écoutent avec attention. La différence entre deuils récents et anciens est palpable, le temps ayant accompli son œuvre autant que faire se peut. Si animer ce groupe exige une certaine solidité émotionnelle, rien ne vaut la sensation positive éprouvée lorsque les participants, à la fin de la séance, s'échangent numéros de téléphone et adresses emails en toute spontanéité. Ils expriment leur reconnaissance mais au fait c'est eux qui apportent leur force et leur chaleur humaine à ces rencontres.

La douleur est un poids qu'il est impossible de partager, mais pouvoir l'exprimer la rend sans doute un peu moins accablante. Et si des amitiés se nouent au hasard de ces rencontres, alors ces « groupes de parole » ont vraiment un sens, aussi modeste et limité soit-il. ■

Van Dubrovnik naar Athene met de afdeling België op «La Belle de l'Adriatique»

Het begon met Dubrovnik en Kotor, aan de Adriatische kust waar vanaf de middeleeuwen Venetië een belangrijke rol speelde en er bloeiende maritieme en handelssteden ontstonden. Vele kerken en kloosters, hoofdzakelijk Rooms; een paar Byzantijns in Kotor. In de Noord Griekse bergen bouwden vanaf 9de-10de eeuw Orthodoxe monniken en nonnen kloosters op geïsoleerde en moeilijk bereikbare heuveltoppen, “*Meteora*”, kluizenarskloosters. Iets zuidelijker in de Peloponnesos en beter toegankelijk zijn de Byzantijnse kerken van Mystras (13^{de}-15^{de} eeuw), nabij het verdwenen Sparta. In een ervan werd in 1448 de laatste keizer van het Oost-Romeinse rijk gekroond. Een steen met de tweekoppige arend-symbool voor beide Romeinse rijken- herinnert eraan.

Van het uitgestrekte en indrukwekkende Olympia (circa 500 voor onze jaartelling) zijn de prachtige kunstwerken in het museum te bekijken; de site zelf is in ruïne. Een uitgestrekt grasveld herinnert aan het vroegere stadion. Sinds meer dan duizend jaar voor onze tijdrekening is het Akropolis de plaats voor de godin Athene. Het huidige Parthenon werd rond 500 voor gebouwd. Herstel en restauratie van het sterk beschadigde monument vorderen langzaam, maar schitteren in de herfstzon. Nog

van **Joris Declerck**

Ambtenaar Commissie van 1977 tot 2004, respectievelijk in DG Landbouw, Ontwikkeling en Buitenlandse betrekkingen/Uitbreiding.

eerder in de tijd vinden we Mycene met de gekende “leeuwenpoort” die ongeveer 3.200 jaar geleden gebouwd werd. Een periode waarover de mythologie meer vertelt dan geschiedkundige getuigenissen (volgens de mythologie konden de zware stenen er slechts door “cyclopen” geplaatst geweest zijn.)

Het was varen langs culturen en geschiedenis, waarbij aan de hand van monumenten, en andere getuigenissen kan opgemaakt worden hoe mensen naar de wereld keken, en wat ze ervan maakten. ■

Joris Declerck a participé à la croisière de Dubrovnik à Athènes (18-26 octobre 2022) le long de la côte Adriatique en passant par le canal de Corinthe. Il nous propose un voyage au fil des églises, monastères et ermitages, tant byzantins que romains pour terminer sur le site en ruines d'Olympie et de l'Acropole. Une manière de comprendre comment les gens regardaient le monde et ce qu'ils en faisaient.



▲ Dubrovnik, Dominikanen klooster - © AIACE



▲ Mystras - © AIACE



▲ Mycene - © AIACE

VIE DE LA SECTION

Le Cercle des marcheurs du jeudi

Nous vous rappelons avec joie que les sentiers pédestres vous tendent les bras et qu'ils ne demandent qu'à être foulés régulièrement par les marcheurs que nous sommes. Nous espérons vivement que le nouveau cru 2023 vous emballera et vous encouragera à sortir de votre quotidien les 1ers et 3èmes jeudis du mois. Par le choix de leurs destinations, les guides bénévoles ont à l'esprit de vous faire apprécier la richesse de nos forêts et campagnes. La marche, c'est un souffle d'oxygène et de liberté, assorti d'une grosse dose de convivialité.



© Adobe Stock

Alors ? Envie de nous rejoindre ? N'attendez plus, venez bouger, échanger, vous aérer dans la bonne humeur toujours à l'ordre du jour ! Manifestez-vous, nous nous ferons un plaisir de réagir à vos questions et demandes de renseignements. Le Cercle pratique le covoiturage à la convenance de chacun.

Claudine Pierre et Jean-Yves Ledune, organisateurs

Contact : AIACE-BE@ec.europa.eu - à l'attention de Claudine.



▲ Dégustation de vins espagnols au Sabores de Espana (Bruxelles)

Les Clubs de la bière et du vin

Si vous êtes intéressés à participer aux rencontres de ces Clubs, n'hésitez pas à envoyer un mail au secrétariat de la section : AIACE-BE@ec.europa.eu en mentionnant vos nom, prénom, n° de membre et pour quel club vous manifestez votre intérêt. Les listes ainsi constituées permettront par la suite d'envoyer les invitations spécifiques pour les rencontres et dégustations. Santé !

The Beer and Wine Clubs

If you're interested in participating in the meetings of these Clubs, please send an email to the section secretariat at AIACE-BE@ec.europa.eu giving your name, surname and membership n° and indicating which club you'd like to join. The resulting mailing lists will then be used to send out specific invitations for new meetings and tastings. Cheers!

Alan Hick



© AIACE-BE

Secrétariat de l'AIACE Section Belgique

Julie Tomaselli assure la permanence au secrétariat les mardis et vendredis de 9h30 à 12h00.

Les lundis, mercredis et jeudis, la permanence est assurée par des bénévoles de 10h00 à 12h00.

Le secrétariat est également joignable par téléphone tous les matins entre 9h30 et 12h00.

Rue Van Maerlant, 18 - 03/58 - 1049 Bruxelles. Tél. 02 295 38 42
aiace-be@ec.europa.eu

Derniers thés littéraires 2022: deux thèmes totalement différents mais tout aussi captivants

par Raffaella Longoni

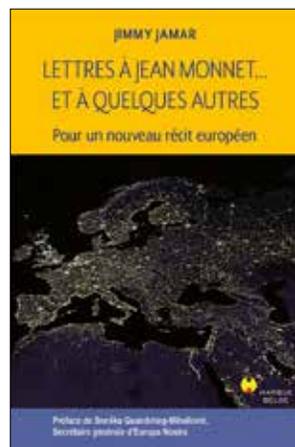
Ancienne présidente, vice-présidente actuelle de l'AIACE section Belgique



17 octobre 2022
«Lettres à Jean Monnet»
 de Jimmy Jamar

L'Écrin a déjà eu le plaisir de présenter Jimmy Jamar au sujet de ce livre dans le numéro 98 et précédemment dans le numéro 94 pour son excellente chronique de la pandémie dans «Une année interminable». Philhellène convaincu et Européen passionné et inlassable, Jimmy Jamar a été chef de la Représentation de la Commission européenne en Belgique et est maintenant, -entre autres engagements notamment en tant que chef du bureau de Bruxelles de "Europa Nostra"-, un écrivain prolifique et passionnant qui nous a fait l'honneur de nous présenter son huitième et dernier ouvrage en date, paru en juin 2022 : «Lettres à Jean Monnet».

Ce magistral « essai épistolaire », adressé à un des pères fondateurs de l'Europe, est un « récit européen » lucide, innovateur et ambitieux. Il conjugue, avec un style percutant, le réalisme de l'actualité et la nécessité d'une recherche engagée pour un nouveau départ vers la construction européenne. Indispensable dans l'inquiétant contexte géopolitique du moment, cette réflexion vise à rétablir le rapprochement indispensable entre l'Union européenne et ses citoyens et vaincre ainsi leur désaffection, à travers une analyse capable d'en identifier les causes et d'en esquisser les possibles remèdes. ■



21 novembre 2022
«Les chemins creux du quotidien»
 de Philippe Tabary

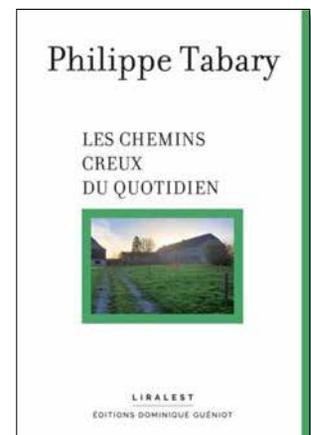
Nous avons retrouvé avec plaisir notre ancien collègue qui nous a déjà honorés par deux fois de sa présence en nous présentant "Pleurs au fusil" et "Home sweet heaume." Ancien journaliste, linguiste, conférencier « Team Europe Direct » et président de la « Maison de l'Europe » de sa région, le Hainaut français, Philippe Tabary a été fonctionnaire à la Commission, à la « Direction générale de l'Agriculture » pendant de longues années. Cet historien amateur, auteur de plusieurs essais ou romans inspirés par l'histoire et le monde de la terre, est un observateur averti et un orateur capable d'entraîner son auditoire dans le sillage de son éloquence.

Dans ce « roman régional », qui est son 26^{ème} livre, il

évoque le lent délitement d'un univers rural en mutation, où l'éphémère remplace ce qui jadis était immuable, dans les relations humaines comme dans l'environnement social, là où la « modernité » s'affirme trop souvent par la solitude de l'individu dans une forme de collectivité en déclin.

Ces deux présentations, aux thèmes totalement différents, ont néanmoins capturé l'attention de nos collègues amateurs d'histoire et d'actualité, quelles soient à l'échelle d'un monde rural qui s'estompe avec le temps ou de l'inlassable recherche de nouvelles perspectives pour l'Europe de demain.

La quête reste la même : à défaut d'être celle trop ambitieuse du bonheur, celle de la meilleure façon de vivre ensemble, dans un monde qui n'arrête pas de changer... et de tourner. ■



VIE DE LA SECTION

Bienvenue à nos **nouveaux membres** ! Welcome to our **new members** ! Welkom aan onze **nieuwe leden** !

ANDERSSON Eva

AUER Jacqueline

BAERT Mireille

BARBIER Emmanuelle

BEAUMOND Hans-Christian

BETHUME Danielle

BOUMEZGANE Malika

BRAUN Ulrike

BREE Claudia

BRENDER Reinhold

BRUYNINCKX-LEFEBVRE Fanny

BUSCHI Contardo

CASSAND Agnès

CAUSSIEU Pierrette

CHATZIOANNOU Maria

CHEVOLET Geneviève

COLLARD Marie-Jean

CONDOU Maria

COULTHARD Margaret

CRAWLEY Peter

DE GEYTER Marcel

DE GROOTE Karel

DECKERS-LERUTH Marie-Elise

DELCROIX Philippe

DONOHUE Sarah

ECONOMIDIS Ioannis

FALTER Rolf

FEYEREISEN Bernadette

FORDE Katariina

GILLIAUX Pascal

GIRALDO RESTREPO Fabiola

GOBBERS Marie-Thérèse

GOURSAUD Alain

GRENZHAUSER Hans-Werner

GRIEGER Vladimir

HOORELBEKE Patricia

JAKOBSSON Peder

JEROME Robert

JOPPART Michèle

KARSKA-VANDIEST Hanna

KNAFF Roswitha

KNOTT Andrea

KRANENDONK Ilse

LACROIX René

LAGO Patricia

LENNON Patricia Helen

LONNROTH SJODEN Anna

MACREZ Armelle

MAGNIER Michel

MATEO ALONSO Tomas

Mc CARTHY Helen

Mc MORROW Olive

McEVAN Margaret

MENNICKEN Maria Magdalena

MIKOS Philip

MILLS Stephen

MOEYERSONS Hans

MOLLE Carine

MURRU Tonino

PAGNOSSIN Francesca

PALOMBO Linda

PANDYA-SALMON Valérie

PERSIJN Marina

PLAS Geert

PONTHIEU Eric

PULLANO Rino

RAEPSAET-ROGIERS Brigitte

RICHE Marielle

RICHERT Denise

ROSSINI Daniele

ROUS Vespa

SCHOEMANS Frank

SCHWARZ DA SILVA Joao

SLAMA Kim

TARDIF Jean-François

THOMAS Rhodri

THYS Ronald

TORREKENS Hans

TORRES-LACASA José-Antonio

TSETIS Charalambos

TVEVAD Jesper

VAN GREUNINGEN Marinus

VAN NEROM Linda

VAN ROMPAEY Dirk

VANBEVER Jean-Claude

VANDERDONCKT GUY

VANHAMME Alain Georges

VERBEECK Christiane

VERBURGT Paul

VERGUILOVA-BAROUH Stanislava

VERONESI Sergio

VRIJENS Johnny

WIJNANTS Roland

Message de la présidente Ursula von der Leyen au personnel de la Commission

Je tiens à vous adresser à tous un message sincère de remerciements et de gratitude. La semaine dernière, le Collège des commissaires a tenu sa toute première réunion avec le gouvernement ukrainien à Kiev. Il s'agissait également de la première visite du Collège dans une zone de conflit active de notre histoire - une étape qu'aucun d'entre nous n'aurait souhaitée mais dont nous comprenons tous l'importance et le caractère poignant. C'était un moment pour l'Europe et pour la Commission de regarder nos amis ukrainiens droit dans les yeux pour montrer une fois de plus que nous sommes à leurs côtés. Cela est d'autant plus important que l'Ukraine aborde une année de souffrance tragique et de courage acharné face aux atrocités indicibles de l'invasion brutale de Poutine. Nous étions là pour délivrer un signal clair que le soutien de l'Europe ne fléchira pas ou ne vacillera pas avec le temps, mais qu'il sera soutenu et renforcé chaque jour qui passe.

Si le Collège a pu délivrer ce message d'unité et de solidarité sans faille, c'est grâce à vous et à votre travail. Depuis le moment où la guerre a éclaté, vous vous êtes surpassés pour montrer la force du soutien de l'Europe et la puissance de sa volonté. Beaucoup d'entre vous se sont consacrés à soutenir directement les Ukrainiens ou à faire en sorte que justice soit faite. D'autres se sont efforcés de construire l'unité en Europe et avec nos partenaires internationaux ou ont travaillé sans relâche pour faire face à l'impact de la guerre sur les Européens. Et vous avez tous continué à tenir les promesses que nous avons faites au début du mandat de construire un avenir meilleur pour la prochaine génération. Ensemble, vous avez construit cette remarquable démonstration

de force, d'unité et de solidarité et vous avez prouvé que nous tiendrons le cap.

Vous l'avez fait grâce au professionnalisme et au dévouement qui, je crois, sont la marque de cette institution que je suis si fière de diriger. Mais aussi parce que nous avons tous compris qu'il s'agit de l'un de ces points d'inflexion qui infléchiront le cours de l'histoire de l'Europe. Un point d'inflexion qui façonnera inévitablement le monde dans lequel nous vivons. Ce n'est donc pas une hyperbole de dire que non seulement l'avenir de l'Ukraine s'écrit en ce moment même, mais que l'avenir de l'Europe s'écrit sur ces mêmes pages. Car l'Ukraine se bat pour son existence même et défend en même temps bien d'autres choses, de la notion fondamentale de liberté et d'autodétermination aux valeurs et droits fondamentaux auxquels nous croyons et qui nous font vivre.

Je tiens à souligner la gravité de cette période cruciale pour l'Europe et la nécessité essentielle pour notre Union - et pour cette Commission - de continuer à se montrer à la hauteur de la situation. Pour ce faire, nous devons tous faire preuve de la même unité, du même sens du devoir et de la même foi dans ce pour quoi nous travaillons et ce que nous construisons. Cela doit venir de chacun d'entre nous, qu'il travaille dans un service, dans un cabinet ou au Collège. Parce que Poutine a fait le pari qu'il pouvait nous survivre. Il croit que, lorsque les choses deviennent attritionnelles ou difficiles, notre soutien se relâchera,

que notre patience s'épuisera et que nous changerons d'orientation. Il pense qu'il peut nous diviser et nous faire douter de ce que nous faisons.

Ensemble, nous allons lui prouver qu'il a tort. Ensemble, nous lui prouverons qu'il a tort en maintenant notre soutien à l'Ukraine, en tirant les leçons de nos dangereuses dépendances et, ce qui est tout aussi important que jamais, en continuant à mener à bien le changement transformationnel que nous avons entrepris pour construire une Europe plus forte, plus verte et plus saine pour la prochaine génération en défendant nos valeurs et nos démocraties. Depuis le début du mandat de cette Commission, nous avons montré à maintes reprises que l'Europe s'efforcera toujours d'aller plus loin et de sortir plus forte de tout ce qui se présente à elle. Je sais que nous continuerons à le faire.

Et c'est grâce à vous. Longue vie à l'Europe !



▲ 2-3 février 2023 : visite du Collège des Commissaires à Kiev

► Les six pages qui suivent font l'objet d'une rubrique spécifique. Elles abordent en effet, sous différents angles, la question de la guerre en Ukraine. ►►►►►►►►►►

Le monde de demain, de Pierre Servent

par Daniel Guggenbühl
Membre du Comité de rédaction



Pierre Servent est un historien, analyste géopolitique et officier supérieur de réserve français que l'on voit souvent sur les plateaux de télévision, où il livre des commentaires pointus sur l'actualité, en particulier la guerre en Ukraine.

Ne vous attendez pas, chers Lecteurs, à trouver dans ce livre une fresque du monde nouveau qui se prépare. Vous n'y trouverez rien sur les changements climatiques, la montée du niveau des mers ou la dégradation de la biodiversité : l'auteur consacre l'essentiel de son ouvrage à commenter les tenants et aboutissants de cette guerre et à esquisser les changements

géopolitiques et autres qu'elle a d'ores et déjà engendrés. C'est aussi un militaire très informé des opérations sur le terrain qui s'adresse à ses lecteurs d'une plume alerte mais peut-être un peu rapide.

La tradition soviétique pas morte

D'emblée, il jette une lumière très critique sur le président de la Fédération de Russie qui, ancien espion « indémodable » du KGB, « ment comme un arracheur de dents » et, avec son invasion de l'Ukraine, renoue avec la barbarie soviétique du vingtième siècle et sa violence tout en se drapant dans les plis de la victime agressée par l'Occident. Pierre Servent le qualifie de « petite frappe avec une grosse force de frappe nucléaire ». Pour le président russe, soutenu par l'Église orthodoxe de son pays, la domination américaine est révolue et il n'a que mépris pour les démocraties, en particulier l'Union européenne, qui serait d'après lui le symbole de la décadence de l'Occident. L'armée russe, selon notre auteur, est une machine de guerre de type soviétique, verticale et brutale, se livrant à des pillages systématiques et à des exactions atroces. Il ne croit pas à l'emploi de l'arme nucléaire par les Russes mais n'exclut pas le recours à l'arme chimique. Selon lui, le président russe « ne lâchera pas ».

Le décor est donc planté. Les régimes autoritaires, russe et chinois en particulier, sont l'illustration d'une « dérive tribale » qui menace les fondements mêmes de la civilisation, ils entendent restaurer une grandeur fantasmée. L'ère de la mondialisation heureuse¹ s'achève, estime l'auteur, mais les démocraties ne doivent pas se laisser impressionner par le « clan » des autocrates et le soutien à l'Ukraine est justifié.

En attendant, la guerre en Ukraine a eu pour effet de provoquer un « alignement des planètes » entre l'OTAN et l'Union européenne. L'OTAN, au lieu de dépérir, comme certains l'avaient annoncé, s'est renforcée suite à la guerre. La défense européenne est certes décevante, mais cela n'empêche pas l'Europe de constituer une puissance économique, démographique et politique de premier plan, à condition de rester groupée. Pierre Servent estime que le conflit ukrainien va durer longtemps mais il n'hésite pas à faire le pari d'un effondrement militaire russe. Cette guerre, dit-il, est aussi la nôtre. ■

Le monde de demain,
de Pierre Servent
Éditions Robert Laffont, 2022
282 pages

¹ Alain Minc avait donné ce titre à un livre paru en 1999

by Robert Cox
Member of the Editorial Board

Another Russia

Russia has become Europe's ogre. Beyond the brutality of Moscow's onslaught on Ukraine looms a harsher ideological backdrop.

Too many Russian citizens have been enticed into seeing this as a defence of Russia's national pride and identity, history, *Weltanschauung*¹, international standing and imperial stature. They eulogise its national church as a defensive shield despite its abuse of spiritual humanity, its soldiers as crusaders. Europeans, in response to this baggage respond with a mixture of fear or unease. Anger, too, frustration and ultimately something akin to hatred. With all this comes an inclination to reject everything Russian. This risks tarnishing the mindset of our children.

Russian orchestras, dancers and sopranos have been banned from western stages - largely on the pretext that they have not condemned Putin and his acolytes. Ultimately Russian culture risks being airbrushed out of western European mentalities. It is worth pausing for a moment and just looking at what we are rejecting, perhaps unconsciously. Hitherto - and for many Europeans, still - Russian culture has had its place in our education and upbringing. Tchaikovsky, Borodin, Rimsky Korsakov, Shostakovich and the sublime Prokofiev have delighted our concert audiences for decades. Marc Chagall's imagination has stimulated ours. Ballet in Europe would not be what it is without the great influence of the ballet russe. Nor, in a related world, would we be so intellectually rich without the heritage of Russian scientists, physicists and mathematicians.

Power of the word

Perhaps more than anything Russian literature, since its great eruption at the turn of 18th and 19th centuries, has taken its prominent place in the galaxy of European writing. The terrible unidentical twins Dostoyevsky and Tolstoy

enrichen our bookshelves. Chekhov's plays resonate on our stages; his lesser-known short stories are jewels reflecting human behaviour. Turgenev and Goncharov have bequeathed us biting depictions of society tearing itself apart in the panoply of Dickens and Zola. Gogol - the Ukrainian who wrote his beautiful sketches of people and places in Russian. In Soviet times too Sholokhov's *Quiet Flows the Don* stands on a podium with Remarque's *Im Westen Nichts Neues*. All of these Russian authors had to battle with thick-headed and malicious censorship, tsarist or Soviet, often in exile. More recently Bulgakov, Nabokov and Solzhenitsyn - that complex embodiment of resistance and Russian nationalism, like Dostoyevsky - have joined Russia's literary pantheon.

Impenetrable odes

All of the writing (incompletely) cited above has one big advantage for us. It is accessible in translation. And the wealth of Russian prose translation into western languages is great. The problem comes when trying to access poetry. Shakespeare may be an exception. I have even heard Germans claim that the translation into German by Schlegel & Tieck is better than the original. Otherwise, verse is damnably difficult to translate. With the result that we are poorly or only partially served when trying to get under the skin of Russian poetry. Pushkin, where this correspondent is concerned, has a good claim to be Europe's greatest poet of the 19th century. His contemporary Lermontov is a delight. So is Pushkin's soulmate and Heine's friend, Tyutchev. Further on, the period of the implosion of Tsarism and the eruption of Bolshevism produced an astonishing crop of poets - as elsewhere in Europe at that time. Akhmatova's will-of-the-wisp language in the heart of war is enthralling. Mandelstam too suffered at the hands of the authorities for being too good a poet. Blok in *We*



© Adobe Stock

are Scythians echoed an idea of a great Eurasian menace erupting to threaten the west.

Resurrection

Among Tolstoy's finest but less known works in the West is *Resurrection*. A very Russian theme of wrestling with one's soul inspired by interpretations of Orthodoxy. Whatever may arise from the wreckage of this ghastly war Europe must play the major role in the herculean task of delivering a better Russia for the sake of its people and of our continent. Russia's cultural heritage - part of ours - now suffers under the weight of state propaganda, censorship and lies. Many of the modern exponents of Russia's cultural wealth have been forced to flee the country, as were their forebears. This heritage may be crucial to that resurrection. In seeking common ground for a new conversation, the cultural bridge may be the first to cross. Meanwhile, dear readers, this is a brief insight into that other, greater Russian heritage that is also Europe's. ■

¹ German term traditionally translated as « worldview ».

Die Wahrheit ist der Feind - Warum Russland so anders ist, von Golineh Atai

von **Jürgen Erdmenger**
Mitglied des Redaktionskomitees

Selten findet man ein Buch, das zugleich so aufschlussreich und so erschütternd ist! Nichts könnte seinen Inhalt besser wiedergeben als der Titel. Die Wahrheit ist der Feind der Politik Moskaus. Die Journalistin Golineh Atai hat einen einmaligen Beitrag zum Verständnis der Politik des Kreml geleistet.

Falschmeldungen, aus verdrehten Fakten geschaffene Erzählungen, mit denen die Staatsmedien im In- und Ausland die öffentliche Meinung beeinflussen und die in den sozialen Medien verbreitet werden, sind an der Tagesordnung. Die Wahrheit wird verbogen oder totgeschwiegen. So sieht das Handwerk der „Informationskrieger“ aus. Sie agieren, um das Handeln zu verschönen und zu verschleiern, das Russland zu der territorialen

und politischen Größe früherer Zaren-Zeiten zurückführen soll. Meinungs- und Medienfreiheit darf es bei einem solchen Umgang des Regimes mit der Wahrheit nicht geben und Opposition ebenso wenig. Wer die

Golineh Atai war zunächst ARD-Korrespondentin, ist 2022 zum ZDF gewechselt und hat zuletzt aus Kairo und Katar berichtet.

*Die Wahrheit ist der Feind, Warum Russland so anders ist, von Golineh Atai
3. Auflage, März 2022, Rowohlt-Berlin, 382 Seiten.*

« Was die Sache angeht, wem man glauben soll und wem man nicht glauben soll und ob man überhaupt glauben kann - man darf überhaupt niemandem glauben. »
Wladimir Putin, 2018

Hintergründe und Entwicklungen innerhalb Russlands verstehen will, die im Februar 2022 zu dessen Überfall auf die Ukraine führten, der findet hier die richtige Lektüre. Ebenso kann er lesen, was darüber hinaus die allgemeine aggressive Außenpolitik Moskaus, insbesondere gegenüber den USA durchschaubarer und verständlicher macht.

Der Zar kommt zurück; Russland und die Ukraine

Golineh Atai war von 2013 bis 2018 ARD-Korrespondentin in Moskau. Dort verfolgte sie die Entwicklung Russlands zu Diktatur und zum Polizeistaat, der sich gegen den angeblich gefährlichen Westen wehren muss. Von Moskau reiste die Korrespondentin häufig nach Kiew, auf die Krim und nach Donezk. So wurde sie Zeugin des Aufstandes auf dem Maidan-Platz in Kiew zur Jahreswende 2013/2014, der Annexion der Krim im Frühjahr 2014 und danach der Unruhen und der Kämpfe in der Ost- und Südostukraine.

Mit vielen Beispielen berichtet sie in ihrem Buch, wie die Fakten von Moskau aus umgedeutet, ja in ihr Gegenteil verkehrt wurden. Der Volksaufstand auf dem Maidan richtete sich in Wahrheit vor allem dagegen, dass Präsident Janukowitsch den Assoziierungsvertrag der Ukraine mit der EU in letzter Minute ablehnte. Moskau deutete den Aufstand um in einen re-



chtswidrigen „faschistischen Staatsstreich“, der von westlichen Geheimdiensten angezettelt und unterstützt worden sei. Wladimir Putin selbst bezeichnete im Februar 2014 die neue ukrainische Regierung als eine Ansammlung von „Neo-Nazis, Russophoben und Antsemiten“. Mit solchen Parolen wurde die Bevölkerung auf der Krim verunsichert, obwohl die ukrainische jüdische Gemeinde sich in einem Brief an Putin gegen diese Auffassung wandte. In kaum drei Wochen nach dem Ende des Maidan wurde auf der Krim ein „Referendum“ über den Anschluss an Russland organisiert. Die russischen Soldaten, die verummumt und ohne Hoheitsabzeichen mit Gewalt der Meinungsbildung insbesondere der Krimtataren nachhalfen, wurden als „Bürgervolkswehr“ bezeichnet. Im Donbass operierte wenig später eine ähnliche „Volksmiliz“, um die Separatisten zu unterstützen. Wieder hieß es, die „jüdisch-kapitalistische Weltverschwörung“ sei an dem Chaos in der Ostukraine schuld, nur neue „Volksrepubliken“ könnten wieder Ordnung schaffen.

Syrien und der Angriff auf den Westen

Golineh Atai widmet weitere Kapitel ihres Buches der russischen Militärintervention in Syrien seit 2015 und verschiedenen Eingriffen in die Meinungsbildung in westlichen Staaten. Sie schildert, wie der Kreml die Russisch-orthodoxe Kirche bemüht, um den Einsatz russischer Soldaten auf der Seite Arafats in Syrien als „heiligen Kampf“ zu bezeichnen. Alle nur denkbaren Tricks des „Informationskrieges“ wurden benutzt, um zum Beispiel russische Angriffe - auch mit Gas - auf die Zivilbevölkerung sowie den Einsatz von Streubomben zu negieren. Die zivilen Helfer der syrischen Aufständischen, die Weißhelme, die unzählige Leben retteten, wurden als „Kollaborateure des IS“, als „talentierte Kriegsschausteller“ oder als „westliche Marionetten“ diskreditiert. Die Autorin beschreibt, wie in den US-Präsidentenwahlen 2016 die russischen „Informationskrieger“ ihr ganzes Waffenarsenal einsetzten – dazu gehörten auch Cyberattacken zum Ausspionieren von



© Adobe Stock

Wahlkampfbüros –, um Donald Trump in günstiges Licht, aber Hilary Clinton in schlechtes Licht zu rücken. Ähnliches gilt für das Brexit-Referendum in England. Die Brexitiers bekamen die Unterstützung der „Meinungsmacher“ aus Moskau.

Golineh Atai hat ihr Buch vor dem russischen Überfall auf die Ukraine geschrieben. In ihrem letzten Kapitel richtet sie einen nachdrücklichen Appell an vor allem deutsche Politiker. Sie sollten die „Erzählungen“ aus Moskau nüchtern durchschauen und die Diktatur Putins, seinen nationalistischen Imperialismus sowie die aggressive Außenpolitik ernst nehmen. Wie notwendig der Appell war, zeigt sich seit dem 24. April 2022. ■

Das Handeln verschönen und verschleiern, das Russland zu der territorialen und politischen Größe früherer Zaren-Zeiten zurückführen soll.

La vérité c'est l'ennemie - Pourquoi la Russie est si différente

Golineh Atai a été correspondante de la première chaîne de TV allemande à Moscou de 2013 à 2018. En tant que telle, elle a été témoin du développement de la Russie vers un État policier et une dictature. Elle a également écrit des rapports concernant l'Ukraine : la révolution de « Maïdan », l'annexion de la Crimée par Moscou, les combats dans le Donbass.

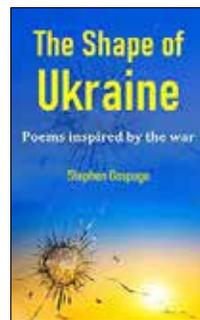
Dans cette 3^{ème} édition parue en mars 2022, Golineh Atai souligne surtout la falsification malhonnête de la vérité concernant ces événements par le Kremlin et par les médias officiels russes. Elle parle de « guerriers de l'information » manipulant l'opinion publique en Russie et à l'étranger sans le moindre scrupule. Tout ce qu'elle révèle dans son livre à ce sujet est particulièrement effrayant. Elle critique aussi la perception à l'Ouest de ces narratifs, trop souvent mal analysés et pris pour la vérité.

Steve Gospage's poems, inspired by the war in Ukraine

Stephen Gospage writes poems and short stories. Born in West Ham, London, in 1953, he has spent most of his working life in Brussels in the European Commission (1979-2014), in the Internal Market and Trade DG's, where he finished as a Deputy Head of Unit. He has dual British and Belgian nationality and is proud to call himself « a citizen of Europe ».

Since the beginning of Russia's invasion of Ukraine, Stephen Gospage has been writing poems which relate to this conflict. While he finds war in all its forms to be repellent and awful, he salutes the bravery of the people of Ukraine who are fighting for their independence and territory ; fighting, in fact, to preserve « The Shape of Ukraine ». The 40 poems in this collection cover all aspects of the war, from the trauma suffered by soldiers and civilians to the plight of the millions

of refugees, as well as the propaganda and crass misinformation. Throughout, the author reflects on the pity of war and the tragic waste of life and destruction this pointless invasion has led to. ■



The Shape of Ukraine

Poems inspired by the war, by Stephen Gospage. Available on Amazon, in Kindle and paperback versions.

All proceeds from the book will be donated to Ukrainian charities.

Apartment Block

I didn't deserve the love that you gave:
I didn't deserve your extinguished heart.
I wish I had been the one to behave
That last time before fate tore us apart.

As one young child is pulled from the rubble,
I realise that you were crushed beneath.
Another search is not worth the trouble
I'll find a still spot to lay down my wreath.

I hear the sirens and look to the sky,
As missiles flatten today's dreams and lives.

Faced with this slaughter, I ask myself why
We live in a world where such murder thrives.

When you last saw me, I'd travelled all night
And drank too much with my mates on the train.

I was not that nice, if I recall right;
You never wanted to see me again.

And now here I am, and you are not here;
It's hard to explain how that makes me feel.

In all my turmoil of grief and of fear,
I now understand what this war can steal.

Helping Ukraine

by **Joanna Kiryllo**
Administrator DG REGIO

There are many colleagues in the Commission who got involved in helping Ukrainian refugees in Ukraine, Poland, Belgium and other countries. We are a small but active group of volunteers in DG REGIO.

We try, for example, to help in the following fields:

- to find host families, to find a doctor or a school
- to help with guidance through administrative procedures
- to learn French, English or Dutch
- to interpret, to find a job, write a CV, prepare for an interview
- to rent an apartment (including checking and signing a rent & utilities contracts)
- with material donations (clothes, shoes, furniture, ...).

Since March 2022, we have gained some experience and we are rather effective in what we are doing. Following our request for help addressed to your Belgian section, fifteen colleagues from AIACE have volunteered and proposed various forms of support. One of the colleagues arranged all the logistics himself and since 1st of July is teaching French to 40 Ukrainians ! Others are teaching French and English on bilateral basis which has also a very important social/psychological aspect. Some colleagues make clothes/shoes donations that we distribute mainly among the residents of the Ariane centre

in Woluwe-Saint-Lambert, some offered a temporary shelter. In any case, it is a success story and we do hope this cooperation will expand next year.

■ ■ *A few years ago, I was rescued by Ukrainian scientists under particular circumstances. They tremendously helped me when I was in need. It is only fair that in turn I do my best for this people hardly hit by war. I am happy to be part of this solidarity chain which makes me feel more human. I participated in the collection of donations (clothes, etc.).* **Mireille (AIACE).**

■ ■ *We started French class with Anna early July. I also assisted her with writing CV and motivation letter as well as with some administrative issues. She has already found a full time job. I also had a lot of clothes at home that I gave to the refugees with the help of Ukrainian volunteers. In conclusion, for sure I gave a bit of my time, but I gained so much myself since I met a really great person who is now a dear friend.* **Jean-Pierre (AIACE).**

Are you interested in joining DG REGIO's colleagues for helping Ukraine (on regular or ad hoc basis)?

Are you willing to spend some time teaching languages to Ukrainian refugees? There is an urgent need, especially for the Dutch language.

Please contact directly : Joanna.Kiryllo@ec.europa.eu

Mysteries of Europe's Democracy Mandate

Part One: Supranational

The founding documents of the European Community and the EU are still covered in mystery. These treaty documents are kept in high security and they are not normally open to public view. Once historians get to look at the original documents, more questions arise.

The European Community of 1951 brought Europe real peace for the first time in two thousands of years. It made war between Member States 'not only unthinkable but materially impossible.' It also brought in a remarkable framework for European democracy. What was its origin? From before the so-called Roman peace - which was filled with wars and conflicts like a plum pudding - various ideas over centuries of wars proposed how to bring peace. Politicians, kings and philosophers floated various schemes. In a keynote speech in May 1949 in Strasbourg, Robert Schuman lists those plans of Abbé de St-Pierre, Erasmus, Rousseau, Kant and Proudhon.

His conclusion? These schemes, audacious, ingenious and generous though they were, all failed. They fell into the same category as the work of Sir Thomas More, chancellor to King Henry VIII. They were all utopias, Schuman said. They were all impractical. Schuman outlined what he called a great scientific experiment. It was based on establishing a European spirit, then little in public favour compared with a nationalist one. A first step also required a legal definition of Europe. Four years after the destruction, deaths and horrors of World War, Schuman did not hesitate to say that it must include both Germany (that did not yet

have its own government) and what he called 'the Russian enigma.' It required understanding the values that animated that European spirit. France had made a start in creating the Council of Europe. Its original name exposes that purpose: European Union. The British Labour Government objected to that name.

Thus it became a Council not a union. But did that change its fundamental character as envisaged by the Founding Fathers? The Council of Europe has been called the conscience of Europe - a far different aspiration than a simple Council. A Union requires a foundational spirit and constructive principles. It requires full support of the people. A union owes its authority from the people. It was at the signing of the Statutes of the Council of Europe in London's ornate St James's Palace on 5 May 1949 that Schuman revealed the motor force that would generate both that spirit, its uniting force of the new peaceful Europe, and define its geographic limits. It involved a constitutional principle never before articulated in history: a supranational association. That is why Schuman called the development of the idea a scientific experiment.

Its source? Schuman studied intensively at the universities of Bonn, Munich, and Berlin under the greatest professors of law, economics, politics and histories. His doctorate, D. Jur. at Strasbourg University investigated the principals of constitutional law. Then after WW1, as a French Deputy, his years of practical work involved harmonising two national legal systems. He led and conducted a magnificent work in finding the means and popular approval of uniting German and French law in Alsace-Lorraine. Bis-

by David Heilbron Price

Fleet Street journalist and sub-editor at the BBC World Service newsroom. Former Information Officer directly attached to the director-general of JRC.



▲ 5 May 1949 : Robert Schuman signs the Statute of the Council of Europe in London

marck's Germany had imposed laws on annexed Alsace-Lorraine in the period 1870 to 1918. Some of the laws such as social insurance were superior to those the French had across the border. Nor did the religious population agree with the French secularised State. It was a great feat of legislative engineering to retain the best of both systems when the provinces returned to France.

However that harmonisation was not the means he chose to unite Europe: the supranational. ■

Our former colleague David Price, who now edits the Schuman Project, is investigating the founding documents of the EU in the historical archives. He proposes to lift the veil on some of the « mysteries » surrounding them in a small series of articles on the subject. The first one published in this issue concerns the « supranational ».

Une armée européenne ?



© Adobe Stock

Faiblesse militaire européenne

La guerre en Ukraine a commencé le 24 février 2022 par l'invasion russe, suivie par « l'annexion » ultérieure à la Russie de quatre régions ukrainiennes. Cette guerre a débouché sur une réaction forte de l'Union européenne et de l'OTAN, matérialisée par des sanctions contre la Russie et par une aide militaire importante à l'Ukraine. Le conflit a fait l'unanimité dans l'Union européenne contre la Russie mais a aussi mis en lumière la faiblesse militaire européenne comparée au rôle prédominant des États-Unis dans la réponse occidentale à l'invasion. Dès avant ce conflit, des experts ont relevé le gouffre qui sépare le niveau des dépenses allouées à la défense respectivement par les États-Unis et les vingt-sept États membres de l'UE. Ainsi,

par Daniel Guggenbühl
Membre du Comité de rédaction

en 2020, alors que les dépenses cumulées des Vingt-Sept se chiffraient à quelque 220 milliards d'euros, celles des États-Unis totalisaient environ 700 milliards. Mais ces chiffres sont trompeurs car, dans le cas européen, il s'agit de dépenses individuelles des États membres ne s'insérant pas dans une politique commune et impliquant par conséquent de nombreux doubles emplois, en contradiction avec une politique intégrée : or il existe bien une Politique de sécurité et de défense commune (PSDC), inscrite dans l'article 42 du Traité de Lisbonne.

Une Europe plus politique

Dès avant le conflit en Ukraine, l'Union européenne s'est pourtant dotée de plusieurs structures « militaires », dont le Comité militaire et l'Agence européenne de défense, sans oublier le Fonds européen de la défense (EDF) et la Facilité européenne pour la paix, tous deux disposant de dotations financières importantes. Les actions concrètes de l'Union en matière de défense souffrent cependant d'un mal chronique : la règle de l'unanimité. Des voix se sont donc élevées parmi les dirigeants européens pour remplacer cette règle par le vote à la majorité qualifiée au sein du Conseil de l'UE. C'est le cas, en particulier, du chancelier allemand Olaf Scholz qui, à la tête d'une coalition tripartite, a initié un virage en faveur d'une Europe plus politique mettant en place une véritable politique de sécurité, ce tournant étant approuvé par le président français : les deux hommes sont partisans d'une « souveraineté » européenne, formulée une première fois par Emmanuel Macron dans son discours de la Sorbonne en 2017, le chancelier ayant repris cette idée dans un discours à Prague en août 2022. Berlin a donc résolument tourné le dos à la tradition allemande de retenue en matière de défense européenne qui inspirait la politique impulsée par la chancelière Angela Merkel.

*Un mal chronique
en matière
de défense :
la règle
de l'unanimité.*



© Adobe Stock

Est-ce à dire que resurgit l'idée, abandonnée en 1954 suite à l'opposition de la France, d'une « communauté européenne de défense », avec son corollaire d'une armée européenne ? En réalité l'idée d'une telle armée ne semble plus faire partie du vocabulaire de nos dirigeants, y compris du chancelier Scholz, qui semblent se rendre compte que sa mise en œuvre pratique rencontrerait beaucoup trop de difficultés alors qu'il existe de nombreuses possibilités alternatives.

Alternatives à l'armée européenne

Dès l'année 2019, le Parlement européen a estimé qu'une meilleure coordination des politiques des États membres, tels que des achats groupés de matériel militaire, pourrait permettre d'économiser quelque 45 milliards d'euros par an. L'Agence de défense européenne de son côté pourrait identifier des projets d'intérêt commun dépassant en termes technologiques les capacités individuelles des États. Et puis pensons aussi aux propositions de la Boussole stratégique dans laquelle sont identifiés des domaines de coopération prioritaires en matière de transports, de communications par satellites, de cybersécurité ou de renseignements, sans oublier la création d'une force d'intervention rapide. La Commission pour sa part s'est inspirée dès février 2022 de la Boussole pour proposer des initiatives destinées à renforcer la sécurité et la défense européennes. Le champ est donc vaste pour concrétiser les propositions qui sont sur la table, d'autant plus que, du point de vue juridique, la Coopération structurée permanente permet à un groupe d'États membres de développer leur collaboration en matière de défense en étant soumis à la seule règle de la majorité qualifiée pour les décisions du Conseil.

Il reste bien entendu à voir comment les États membres réagiront en particulier aux propositions figurant dans la Boussole. Les réflexes nationalistes ont la vie dure et le glissement vers une extrême droite eurosceptique intervenu à l'automne 2022 dans plusieurs d'entre eux à l'issue d'élections législatives permet de s'interroger sur les perspectives d'une défense européenne intégrée.



© Adobe Stock

Les limites du parapluie américain

Jusqu'ici, et en particulier dans la guerre en Ukraine, le parapluie américain s'est révélé indispensable et d'une grande efficacité. Dans l'opposition à l'intervention russe en termes d'appui militaire par des livraisons d'armes, les États-Unis ont incontestablement assumé un rôle décisif puisqu'ils considèrent l'intervention de la Russie comme la manifestation d'un impérialisme principalement dirigé contre eux et leur rôle dans le monde. Sur ce point ils n'ont pas tort, même si la propagande russe prétend que l'objectif de l'Occident est de détruire la Russie. Cela étant dit, pouvons-nous considérer l'intervention américaine sur un champ de bataille européen comme un phénomène pérenne ? Le doute est permis dans la mesure où les États-Unis sont engagés, avec la Chine, dans une lutte acharnée pour le pouvoir sur la scène mondiale et qu'ils pourront être tentés, ne serait-ce que par manque de moyens, de concentrer à terme l'essentiel de leurs efforts sur ce combat. Cette perspective devrait, à elle seule, donner à réfléchir à l'Union européenne et l'amener à muscler et à mieux intégrer sa politique de défense. ■

L'intervention américaine sur un champ de bataille européen, un phénomène pérenne ?

La Hongrie : à la recherche d'une identité

par Robert Cox et
Daniel Guggenbühl
Membres du Comité
de rédaction



En ce début d'octobre 2022, cinq professeurs du lycée franco-hongrois de Budapest sont licenciés. Leur crime ? Un acte dit de désobéissance civile contre un droit de grève étouffant. Au même moment à Bruxelles une guéguerre entre la Hongrie et l'Union européenne (UE) expérait de plus en plus cette dernière.

Comment en est-on arrivé là ? Quelles sont les racines de ce conflit à propos duquel certains se demandent si la Hongrie n'est pas au bord d'un « exit » à l'anglaise ? Jetons un regard sur ce pays mal connu.

La Hongrie souffre depuis un siècle d'un sentiment collectif de victime, d'injustice identitaire.

Pendant des années, un des signataires de ces lignes a entretenu des échanges toujours courtois mais souvent tendus avec un ancien camarade d'études. Cette personne est née à Budapest, s'est exilée, est devenue un professeur de renom dans une grande université européenne et a siégé en fin de carrière au Parlement européen au titre du parti Fidesz du Premier ministre Viktor Orbán. Votre autre rédacteur a vécu la négociation du premier accord d'association de la Hongrie avant son adhésion à l'UE. Ses partenaires hongrois dans ces négociations étaient particulièrement coopératifs. Voici ce que vos signataires ont retenu. Mais d'abord un petit regard historique qui nous explique pas mal de choses.

Une île identitaire

En 1867, l'empire des Habsbourg est devenu la double monarchie austro-hongroise. Après des années de tension avec Vienne, les Hongrois deviennent partenaires égaux de la grande puissance de l'Europe centrale et de grands

espaces des Balkans. La Hongrie est dorénavant au sommet de son pouvoir historique. Cela durera un demi-siècle. Budapest est devenu maître de la Slovaquie, de la Slavonie croate, de la Transylvanie et des terres voisines des Carpates, aujourd'hui ukrainiennes. Vaincu, cet empire disparaît brutalement en 1918. En 1920, le Traité de Trianon réduit la souveraineté hongroise à un tiers de son espace d'avant-guerre. Des millions de Hongrois se retrouvent répartis sous les drapeaux autrichien, roumain, slovaque, croate, slovène, ukrainien et serbe. Ils sont aujourd'hui 2,175 millions. La Hongrie elle-même compte 9,75 millions de citoyens.



▲ Budapest, le Parlement hongrois vu du Bastion des Pêcheurs

La Hongrie souffre donc depuis un siècle d'un sentiment collectif de victime, d'injustice identitaire. Budapest délivre ses passeports à « ses » citoyens de la diaspora. Il y finance généreusement des centres et des activités culturels et y déploie une activité médiatique. Tout cela au grand dam des gouvernements voisins, qui préfèrent regarder ailleurs. S'y associe un autre phénomène : son isolement. Linguistiquement, le hongrois n'a pas de parents dans une Europe dominée par les trois grandes familles latine, germanique et slave. Le portail linguistique de la culture hongroise reste donc largement fermé aux autres Européens, ce qui n'aide pas à la compréhension de ce pays déjà difficile à saisir. Est-ce pour cela que, dans l'histoire linguistique de la



Commission européenne, nous avons connu quelques grands interprètes exilés hongrois qui avaient franchi les barrières ?

Une île qui reste européenne

De fait la Hongrie revient de loin. Lorsque le communisme s'effondre en 1989, le souvenir des tanks soviétiques à Budapest en 1956 est encore dans tous les esprits et les Hongrois, tout comme leurs voisins d'Europe centrale, n'ont qu'un objectif : adhérer le plus rapidement possible à l'Union européenne, garante de démocratie, de stabilité et de prospérité. Il leur faudra attendre 2004 pour voir l'adhésion se réaliser. On a souvent oublié qu'un des opposants les plus déterminés au régime communiste finissant fut le jeune Viktor Orbán, qui a pu, de par son passé, faire valoir ultérieurement ses états de service lorsqu'il s'est lancé en politique pour devenir Premier ministre en 2000 et le rester jusqu'à nos jours avec une interruption de 2002 à 2010. Les élections du printemps 2022 ont marginalisé l'opposition. Orbán a institué dans son pays un régime qu'il qualifie lui-même d'« illibéral » mais qui bénéficie d'un large soutien dans l'opinion publique, même si la corruption, évoquée dans les institutions européennes, est omniprésente.

Dans ce pays dont la création et la christianisation remontent à l'An 1000, il a fait inscrire dans la constitution les « racines chrétiennes » de la Hongrie et s'est fait remarquer par une stricte po-



▲ Poignée de main entre Viktor Orbán et Ursula von der Leyen ©European Union, 2020-Photographe: Etienne Ansotte

litique anti-migratoire. Au fil des ans, il s'est révélé de plus en plus nationaliste et anti-bruxellois et il a maille à partir avec les institutions européennes au sujet de l'État de droit dans son pays. Inspiré par sa phobie d'une tutelle par les institutions européennes, il s'est rapproché de Vladimir Poutine, qui ne demandait pas mieux mais dont la politique autoritaire est très éloignée d'un libéralisme atténué à la hongroise. Toutefois, depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine par la Russie, Orbán est resté pour l'essentiel dans les rangs de ses partenaires européens, de leur politique de soutien à l'Ukraine et de sanctions contre la Russie, même si la dépendance énergétique de ce pays est une évidence. ■

Orbán a institué dans son pays un régime qu'il qualifie lui-même d'« illibéral ».



© Adobe Stock

Le fédéralisme en Europe, c'est maintenant ou jamais ?



Au moment où l'Union européenne fait face au défi de la guerre en Ukraine et à la perspective d'une nouvelle vague d'adhésions, quelle serait la faisabilité d'un saut fédéraliste en tant que solution à une partie des problèmes de gouvernance, dans lesquels se débat l'UE depuis la fin de la guerre froide ?

Qu'il soit le produit de l'histoire (en Europe pour préserver les identités régionales) ou de la géographie (outre-mer, parce que trop étendus pour être administrés de manière centralisée), une vingtaine de pays parmi les 193 membres des Nations Unies ont une gouvernance fédérale. Cela inclut l'Inde, à la fois immense, très peuplée et traversée par de nombreux particularismes. Entre les aspirations autonomistes et la défense de la cohésion de l'ensemble, le fédéralisme a montré sa résistance aux crises, notamment à deux référendums indépendantistes au Québec, aux poussées séparatistes en Flandre belge et à une multitude de contestations en Inde. Dans quelle mesure ces expériences présentent-elles un intérêt pour l'Europe ?

Un des points intéressants pour notre Union « en état futur d'achèvement » est le processus. Nous analysons ci-dessous trois exemples de fédéralisation à travers une évolution « bottom up », où les parties constitutives ont accepté de déléguer certaines de leurs compétences à un niveau de gouvernance supérieur. Sans être perçu au départ comme désirable, à la suite de périodes de transition assez longues

par Jean-François Drevet
Membre du Comité de rédaction

où ont été éprouvées les insuffisances d'une organisation de type confédéral, le fédéralisme a apporté des solutions à des problèmes insurmontables par les États constitutifs.

Les États-Unis et la fin du confédéralisme

Avant l'adoption de la Constitution de 1787, les treize colonies américaines avaient vécu de 1774 à 1789 sous un régime confédéral, établi par le Congrès continental à travers les « articles de la Confédération », un texte de circonstance, destiné à donner au Congrès le minimum de pouvoir pour mener la guerre d'indépendance, où on retrouve certaines des faiblesses de l'UE actuelle. Tous ces inconvénients sont à l'origine des changements intro-



duits par la Convention de Philadelphie et expliquent le passage au régime fédéral institué par la Constitution de 1787, toujours en vigueur. Instruits par l'expérience et confrontés à la nécessité de résoudre le problème financier, les Conventionnels américains ont obtenu en une seule fois les changements indispensables, ce qui contraste avec les modifications laborieuses et parfois millimétriques des traités européens.

L'Australie, ou l'efficacité de l'arme budgétaire

En Australie, l'union était jugée nécessaire, mais ne s'est pas concrétisée avant 1901, en raison de l'importance des rivalités internes. C'est aussi pourquoi le compromis accepté à cette date a laissé une grande partie des pouvoirs entre les mains des États, les compétences du *Commonwealth* (le niveau fédéral) ayant été définies de manière restrictive par la « section 51 » de la Constitution. Comme en Europe, la résistance des États constitutifs a empêché la mise au point d'un cadre institutionnel fonctionnel.

Les modifications de la Constitution étant subordonnées à un vote à la double majorité de la population et

des États (comme c'est aujourd'hui le cas au Conseil européen, pour autant qu'il ne s'agisse pas d'une matière sujette à une décision à l'unanimité), la « fédéralisation » a été acquise à travers une manipulation avisée de l'arme budgétaire, qui a permis à Canberra d'accroître ses prérogatives bien au-delà de ce qui avait été initialement envisagé.

C'est de facto que le Commonwealth a élargi son pouvoir par une extension de ses compétences fiscales. Du fait des contraintes particulières imposées par les deux guerres mondiales, il parvient à augmenter ses ressources. En 1927, pour consolider sa position, il réduit la capacité d'emprunt des États (des critères de Maastricht avant l'heure), puis s'arroge en 1942 un pouvoir exclusif de taxation des revenus pour faire face aux nécessités de la guerre. Cette évolution a été rendue nécessaire par des concurrences fiscales excessives entre les États et leurs difficultés budgétaires. Ensuite, son monopole fiscal a permis à Canberra d'imposer ses priorités aux États, contraints de solliciter des subventions fédérales pour mener à bien leurs politiques, y compris dans les domaines où ils avaient en principe

conservé une compétence exclusive. Comme en Europe, cette évolution a été favorisée par la Cour de Justice (*High Court*) qui a le plus souvent soutenu le Commonwealth dans son interprétation de la Constitution, face aux récriminations des États.

Ainsi, l'Australie offre l'exemple d'une fédération basée sur un cadre juridique assez restreint, où le pouvoir fédéral s'est imposé, en utilisant l'arme budgétaire. Cette particularité n'est pas le seul facteur explicatif, mais montre qu'une évolution importante est possible sans se livrer à de coûteuses révisions du cadre juridique, les contraintes des deux guerres mondiales ayant joué un rôle décisif dans le processus. Si le contexte européen est bien différent, serait-il possible de parvenir au même résultat par une forte expansion du budget communautaire via les ressources propres ? Il faudrait pour cela un niveau de recettes bien plus élevé, de l'ordre de 5 à 10% du PIB.

La Suisse, une confédération qui n'en est pas une

Le cas de la Suisse est infiniment plus complexe. Dans le pacte de 1815 qui réduit la Confédération à une assemblée d'« États pygmées », chaque canton conserve sa législation, sa monnaie, ses postes, son armée et son drapeau. Il n'y a pas de véritable autorité centrale. Aucune modification du pacte constitutionnel ne peut être réalisée sans un accord unanime des cantons (comme les traités européens). En 1845-1848, la Suisse est menacée d'une guerre civile par le mouvement sécessionniste du Sonderbund, qui doit être réduit par une intervention militaire (une petite guerre de sécession de 26 jours qui fait une centaine de morts), mais elle sait en tirer les conséquences.





© Adobe Stock

Dans la Constitution de 1848 adoptée à la majorité, les cantons conservent officiellement leur souveraineté, la Suisse sa dénomination officielle de *Confédération*, mais elle devient en réalité un État fédéral. Berne reçoit une compétence exclusive pour traiter avec l'étranger, la maîtrise des douanes, de la défense, de la monnaie et des postes. Deux conseils (le Conseil national et le Conseil des États), adoptent la législation en codécision, un gouvernement collégial de 7 membres l'exécute et un tribunal fédéral arbitre les différends.

Ainsi, une trentaine d'années aura été nécessaire pour passer d'une organisation en partie comparable à l'UE actuelle, à une fédération suffisamment structurée pour maintenir l'identité helvétique, tout en respectant sa diversité linguistique et religieuse. Personne en Suisse ne conteste la dimension fédérale d'un État qui sait gérer un système tellement décentralisé qu'il aurait beaucoup de difficultés à s'insérer dans un cadre européen. Mais il nous montre aussi qu'une gouvernance complexe peut fonctionner.

À quand la fin de l'éternelle transition ?

Les expériences de ces trois pays nous montrent que les difficultés que nous connaissons aujourd'hui ont pu trouver des solutions qui ne sont pas totalement étrangères à ce qu'on pourrait faire dans l'UE. Les Pères de l'Europe ont cru que les petits pas conduiraient nécessairement à l'union politique. On a cru que le marché commun, puis le marché unique et l'union monétaire y conduiraient nécessairement, ce qui ne s'est pas produit. D'après les historiens, il manquerait à l'Europe la pression des événements, qui provoque des avancées initialement considérées comme inacceptables. Le poids du surendettement et des mesures de restructuration est-il en mesure d'entraîner l'UE dans cette voie ? Ou la guerre en Ukraine ? Puisqu'il paraît que l'Europe avance dans les crises, celle-ci sera-t-elle une opportunité ou une occasion pour les États-Unis de restaurer leur prépondérance ?

Dans plusieurs pays, la fédéralisation a coïncidé avec l'instauration du suffrage universel, puis d'un État social qui ont contribué à sa popula-

rité. Ce n'est pas le cas en Europe où cette évolution s'est effectuée dans le cadre national, antérieurement à la construction communautaire. Trop limitée dans son budget pour contribuer massivement au *welfare state*, l'UE est aussi accusée de porter atteinte à l'acquis social national. La privatisation des services publics, les contraintes budgétaires d'endettement imposées aux pays de la zone euro, lui donnent le mauvais rôle, ce qui ne crée pas un contexte favorable à des avancées fédéralistes. Les populistes préconisent un repli sur les frontières nationales, afin de « *take back control* », comme les Brexiteurs ont réussi à en convaincre une majorité d'électeurs en juin 2016. Cette affirmation confond indépendance et souveraineté : selon Mario Draghi, « *la véritable souveraineté ne réside pas dans le pouvoir de faire la loi... mais dans un plus grand contrôle des événements.* » C'est ce que fait l'UE, « *qui offre aux pays qui la composent une voie pour la rattraper.* » En effet, la coopération renforce la souveraineté par une protection, construite ensemble, qui permet de « *récolter les fruits de l'intégration tout en limitant les coûts.* »

La **subsidiarité** doit aussi s'appliquer du bas vers le haut. Il est logique que se développe une fiscalité européenne et que des politiques communes soient instituées dans les domaines où il n'est plus possible de fonctionner dans l'isolement. Ainsi les pouvoirs publics seront en mesure d'agir là où c'est le plus pertinent, dans le cadre de la gouvernance à plusieurs niveaux qui existe déjà à l'intérieur des États membres et qui doit maintenant être étendue à l'échelon européen. ■

Améliorer les soins en Europe

par Gabrielle Clotuche
Membre du Comité de rédaction

En septembre 2021, dans son discours sur l'état de l'Union, la présidente Ursula von der Leyen annonçait « une nouvelle stratégie européenne en matière de soins. Afin que chaque homme et chaque femme puissent bénéficier des meilleurs soins possibles et trouver le meilleur équilibre de vie ». Un an plus tard la voici concrétisée.

Placée dans la continuité de l'action de la Commission pour lutter contre la pandémie Covid 19 qui a mis en évidence l'importance de disposer de services de soins professionnels solides et révélé les faiblesses structurelles de nos systèmes de santé, la stratégie européenne en matière de soins¹ s'adresse tant aux autorités politiques nationales que régionales ou locales auxquelles la Commission peut apporter son soutien. La notion de soins doit ici se comprendre au sens large car elle vise autant la prise en charge, la garde et l'aide apportée que les soins de santé, et ce pour toutes les catégories d'âge.

Les axes de travail proposés

- Améliorer les services de soins, d'éducation et d'accueil des jeunes enfants et les soins de longue durée qui concernent plus les personnes âgées
- Stimuler une représentation plus équilibrée des hommes et des femmes dans le secteur des soins
- Investir dans les soins c'est-à-dire créer des services plus nombreux, mieux répartis sur les territoires, et donc plus d'emplois qualifiés et mieux rémunérés
- Améliorer la collecte et l'analyse des données relatives aux soins et suivre les progrès accomplis.



▲ 07/09/22 : de g à dr. Dubravka Suica, vice-présidente de la Commission, Nicolas Schmit et Helena Dalli, commissaires européens lors de la Conférence de presse sur la Stratégie européenne en matière de soins

Le constat : un Européen sur trois assume des responsabilités familiales et plus de 9,1 millions de personnes, majoritairement des femmes, travaillent dans le secteur des soins. 1/3 des ménages ayant besoin de soins de longue durée ne font pas appel aux services de soins à domicile parce qu'ils ne peuvent pas se le permettre. 13% des parents ne recourent pas aux services de garde des enfants en raison de leur coût, et 11% rencontrent des difficultés pour en payer le prix. Dans le cas des ménages exposés au risque de pauvreté, ces pourcentages sont plus de deux fois supérieurs, soit respectivement 28% et 27%. La moitié des enfants handicapés reçoivent uniquement les soins de leurs parents.

En moyenne, 26,6% des personnes âgées d'au moins 65 ans et 39,4% des personnes âgées d'au moins 75 ans et vivant chez elles ont besoin de soins de longue durée. Dans toute l'Union européenne, 30,8 millions de personnes ont potentiellement besoin de soins de longue durée, et plus de 7 millions de personnes devraient s'y ajouter, totalisant 38,1 millions d'ici à 2050.



¹ COM(2022)440 final

EUROPE

La moitié des enfants handicapés reçoivent uniquement les soins de leurs parents.



Les femmes restent les premières à assumer les responsabilités familiales. Dans l'UE, 7,7 millions de femmes sont inactives en raison de leurs responsabilités familiales. Cette situation contribue à l'écart de taux d'emploi (11 p.p.), de rémunération (13%) et de retraite (29%) entre les femmes et les hommes. Dans l'UE, presque toutes les femmes (92%) sont régulièrement des aidantes et 81% sont des aidantes au quotidien, contre 68% et 48% des hommes, respectivement.

Des conditions de travail souvent pénibles, des salaires bas sans commune mesure avec la compétence requise dans le secteur.



© Adobe Stock

La stratégie propose, pour répondre aux attentes relatives à l'éducation et l'accueil des jeunes enfants, de réviser les objectifs de Barcelone² en la matière. Le taux d'inscription des enfants de moins de 3 ans dans les structures d'éducation et d'accueil de la petite enfance passerait de 33% à 50%. Pour les enfants ayant entre 3 ans et l'âge de la scolarité obligatoire, l'objectif de 96% au lieu de 90% devrait être atteint. On peut se réjouir qu'en moyenne européenne, ces objectifs fixés il y a 20 ans soient atteints mais une nette amélioration reste attendue dans plus de la moitié des États membres pour le premier objectif.

La Belgique (56%) est en bonne position aux côtés de la France, Portugal, Suède, Espagne, Luxembourg, Pays-Bas et Danemark. Elle est première (99%) pour le second objectif et seules la Hongrie, Pologne, Roumanie et République Tchèque sont en deçà des 80%.

Les soins de longue durée doivent répondre aux besoins actuels et futurs en lien avec le vieillisse-

ment de la population européenne. L'augmentation de leur disponibilité doit aller de pair avec l'amélioration de leur qualité, de leur caractère abordable et de leur accessibilité. Rappelons nous la situation de nos aînés dans les maisons de repos et de soins pendant la pandémie !

Saluons ici le rappel dans le document de la Commission de la Charte des droits fondamentaux de l'UE et du Socle européen des droits sociaux dont notamment les principes 11³ et 18⁴ sont visés ici. Il est juste d'insister sur la mise en œuvre de ces instruments et le soutien qu'apporte déjà la Commission par ses analyses et programmes. Autre rappel, celui de la nécessaire et indispensable coopération internationale avec l'OIT, l'OMS et l'OCDE (leurs instruments normatifs en matière sociale, leurs analyses et recommandations) qui permettra d'aider les États membres à mieux se coordonner en vue d'accroître la protection sociale liée aux soins de longue durée.

La stratégie est complétée par un vaste programme

Le secteur des soins, important du point de vue économique en termes de services non délocalisables, souffre d'une grave pénurie de personnel qualifié qui s'explique notamment par les conditions de travail souvent pénibles, des salaires bas sans commune mesure avec la compétence requise dans le secteur. La Commission dénonce ici une discrimination révélatrice d'une attitude stéréotype sexiste en soulignant : les qualités requises pour les soins seraient naturelles chez les femmes, plus nombreuses dans ces emplois ...

La stratégie s'arrête longuement sur le déséquilibre homme/femme dans le secteur des soins et insiste pour y stimuler une représentation plus équilibrée, elle met en avant cette exigence entre autres par l'urgence qu'il y aura à répondre à la demande croissante en lien avec le vieillissement

² Objectifs de Barcelone - Le développement des services d'accueil des jeunes enfants en Europe pour une croissance durable et inclusive

³ Principe 11 du Socle européen des droits sociaux : Les enfants ont droit à des services d'éducation et d'accueil de la petite enfance abordables et de qualité.

⁴ Principe 18 du Socle européen des droits sociaux : Toute personne a droit à des services de soins de longue durée abordables et de qualité, en particulier des services de soins à domicile et des services de proximité.

EUROPE

Il faudrait recruter 1,6 millions de prestataires pour les soins de longue durée d'ici 2050.



© Adobe Stock



de la population. Un rappel judicieux de la Directive (UE) 2019/1158 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée à transposer en droit national pour août 2022 complète la demande. Il faudrait recruter 1,6 millions de prestataires pour les soins de longue durée d'ici 2050. Retenir ceux qui travaillent dans ce secteur et attirer davantage de travailleurs possédant les compétences requises exige d'améliorer pour tous les conditions de travail et de salaire : dans les institutions et les plateformes de prestataires à domicile. La qualité et l'accès des soins eux-mêmes ne va pas sans l'exigence de meilleures conditions de travail en ce compris les rémunérations des travailleuses - les plus nombreuses - et travailleurs en institutions ou à domicile. On aura compris ici que les partenaires sociaux sont aussi impliqués dans la mise en œuvre des exigences de la stratégie. Dialogue social sectoriel fort menant à des conventions collectives, éducation et formation sont trois pistes citées pour y remédier. L'invitation à ratifier les Conventions et Recommandations de l'OIT et à les mettre en œuvre sont soulignées, il faut savoir que seuls huit États membres ont ratifié ces instruments normatifs. Investir dans les soins est bénéfique pour la société ; selon une étude de l'OIT, les États

membres sont en effet susceptibles de récupérer environ 55% de leurs investissements (variable en fonction des politiques fiscales). En outre, les nombreux fonds de l'UE peuvent intervenir pour réaliser cet objectif. D'ores et déjà, dans le contexte de la reprise à l'issue de la pandémie, un grand nombre d'États membres ont mobilisé la « facilité pour la reprise et la résilience » (FRR) en faveur du secteur des soins de longue durée et, pour l'avenir, sur les vingt-cinq plans adoptés au 20 juillet 2022, douze prévoient des réformes et des investissements dans le domaine de l'éducation et de l'accueil de la petite enfance pour un montant de 7,9 milliards €. Mais toute stratégie, si généreuse et fondée soit-elle, ne saurait se passer d'indicateurs comparables et fiables pour suivre les progrès accomplis dans sa mise en œuvre. C'est donc avec l'ensemble des parties prenantes, l'engagement de tous et à tous les niveaux qu'il conviendra d'y travailler. Invitation leur est faite d'approuver cette stratégie et de concourir à sa mise en œuvre. ■

Les dépenses consacrées à l'éducation et à l'accueil de la petite enfance varient entre 0,1 et 1,7% du PIB dans les États membres de l'UE. Elles ont légèrement augmenté au cours des 20 dernières années. Les dépenses publiques allouées aux soins de longue durée vont de moins de 1% du PIB dans la moitié des États membres à plus de 3% dans d'autres pays. En moyenne, ces dépenses s'élevaient à 1,7% du PIB de l'Union en 2019, un pourcentage relativement faible par rapport à la valeur des heures consacrées aux soins de longue durée par les aidants non professionnels (estimée à environ 2,5% du PIB de l'UE).

Pas d'étudiant au bord du chemin grâce au FSE+

par **Gabrielle Clotuche**
Membre du Comité de rédaction

La structure fédérale et la répartition des compétences aux divers niveaux de pouvoir expliquent que la rencontre portait sur l'enseignement dans les écoles francophones et l'intervention du FSE+ en particulier. Nous avons parcouru ainsi les grands objectifs des projets de la programmation en cours (2021-2027) actuellement soumis par le CCGPE-DGEO à approbation.

La pandémie a mis à l'épreuve les systèmes d'éducation et de santé et accru les inégalités.

Le Fonds social européen créé avec le Traité de Rome en 1957 est le plus ancien des Fonds européens. Aujourd'hui il s'intitule Fonds social européen+ (FSE+). Principal instrument de l'Union européenne (UE) pour investir dans les ressources humaines, il est doté d'un budget de près de 99,3 milliards d'euros pour la période 2021-2027.

Le FSE+ continue d'apporter une contribution importante aux politiques de l'UE en matière d'emploi, de société, d'éducation et de compétences, y compris les réformes structurelles dans ces domaines. Le Fonds est également l'une des pierres angulaires de la reprise socio-économique de l'UE après la pandémie de coronavirus. La pandémie a annulé les gains en matière de participation au marché du travail, mis à l'épreuve les systèmes d'éducation et de santé et accru les inégalités. Le FSE+ est l'un des principaux instruments de l'UE aidant les États membres à relever ces défis. Dans le cadre de la politique de cohésion, le FSE+ poursuit également sa mission de soutien à la cohésion économique, territoriale et sociale dans l'UE, en réduisant les disparités entre les États membres et les régions.

Une rencontre avec Madame Danielle Van Boxem, coordinatrice du Centre de Coordination et de Gestion des programmes européens au Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) - Direction générale de l'enseignement obligatoire (CCGPE-DGEO), m'a permis d'échanger à propos de l'intervention des fonds en Belgique francophone.

Les projets s'inscrivent dans une réflexion globale et une démarche visant à développer un enseignement qui ne laisse personne au bord du chemin. Quatre fils rouges mènent aux priorités retenues : qualité de l'enseignement qualifiant, augmentation du taux de qualification de la population, insertion professionnelle et inclusion. Les projets concernent l'accrochage scolaire, l'enseignement spécialisé, les Centres d'Éducation et de Formation en Alternance (CEFA) et les établissements scolaires organisant un Dispositif d'Accueil et de Scolarisation des élèves Primo-Arrivants et Assimilés (DASPA). Les projets proviennent de tous les réseaux scolaires existants en FWB, officiels et libres subventionnés.

Quelques exemples significatifs

Les projets FSE+ et Amarrages+ visent à apporter des réponses au processus de décrochage scolaire en tenant compte de son caractère complexe, progressif et multidimensionnel. La précarité des publics concernés est appréhendée par l'intensification des liens avec les services d'accrochage scolaire, des actions sur l'interface entre l'école, la famille et le jeune et par le soutien au développement des méthodes pédagogiques. La proximité des réseaux d'enseignement et de l'inspection permet pendant le développement des projets menés d'échanger et de diffuser outils et pratiques liés aux spécificités rencontrées par ces publics afin d'ajuster les réponses aux besoins exprimés. Les différentes expérimentations et les résultats obtenus doivent permettre d'affiner et d'ajuster la réforme en profondeur de l'enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles en cours



(*Pacte pour un Enseignement d'Excellence*) afin de concourir à la pérennité des actions. Ceci justifie que 50% du budget demandé concernent ce type de projets.

Le renforcement des moyens à destination de publics fragilisés comme ceux issus de l'enseignement spécialisé se concrétise par des actions dé-

veloppées dans le projet **Transition-Insertion** qui vise la transition entre l'enseignement et la vie professionnelle. Il s'agit par ce projet d'aider les jeunes inscrits dans l'enseignement spécialisé à bâtir leur projet professionnel. Les référents de leur école les accompagnent, étape par étape, durant leurs deux dernières années de scolarité et un an après leur sortie.

Le projet **CLAVI** constitue un réel pari pour le décloisonnement entre l'enseignement ordinaire et spécialisé. Actuellement il existe déjà vingt-quatre écoles primaires inclusives mais dans l'enseignement secondaire seules deux écoles ont pris ce chemin. Il reste donc un réel travail à réaliser notamment pour permettre aux élèves sortant des écoles primaires inclusives de continuer leur éducation dans les mêmes conditions. C'est l'objectif de ce projet.

L'enseignement en alternance et les primo-arrivants sur le territoire

Le projet FSE+ CEFAvenir vise à renforcer et à perfectionner l'accompagnement des jeunes en CEFA grâce au financement de personnes-ressources, les référents projets, dont le rôle sera non seulement d'accompagner les jeunes dans leur domaine d'intervention mais aussi d'informer, de former, d'outiller et de faciliter le travail des accompagnateurs. L'objectif suivi de permettre à ces jeunes d'élaborer leur projet de vie et professionnel, sera réalisé en développant l'accroche, la remobilisation et l'accompagnement des jeunes et des jeunes en difficultés d'apprentissage par la mise en place d'une approche territoriale et pluridisciplinaire, d'actions de mentorat, de tutorat, de coaching, des programmes de volontariat et de service citoyen ou d'accompagnement psychosocial.

Le projet AMIF¹ **DASPA** vise deux objectifs principaux : amener davantage d'élèves primo-arrivants qui fréquentent les classes DASPA en secondaire à rejoindre l'enseignement au terme de leur acclimatation dans ce dispositif et améliorer la prise en charge de ces jeunes pour leur intégration dans le système scolaire. L'accompagnement spécifique mis en œuvre se structurera autour de trois axes : l'accueil en DASPA, l'intégration dans le milieu scolaire et l'accrochage/lutte contre l'absentéisme.

Par ailleurs, l'accès à l'apprentissage des technologies de pointe sera facilité et encouragé dans les projets **TECHNO** et une attention particulière sera accordée aux métiers scientifiques via le projet **STEPS**.

Permettre aux jeunes d'élaborer leur projet de vie et professionnel.

Le projet **Synergie** permettra, en lien avec les secteurs professionnels, de créer de nouveaux profils de formation et d'aider à la fluidification des parcours mêlant enseignement et formation, les actions devant conduire à une augmentation du degré de qualification de la population.

Il est important de préciser que le CCGPE-DGEO dépose les projets au profit des écoles, les préfinance, assure leur mise en œuvre, effectue le contrôle et l'évaluation et émet des recommandations. L'enthousiasme de la coordinatrice rencontrée laisse présager d'un succès dans les projets déposés.

Qu'elle en soit félicitée. ■



© Adobe Stock



© Adobe Stock

¹ Asylum, Migration and Integration Fund

Gérer les espaces de travail, la Commission en constante adaptation

par Monique Théâtre
Rédactrice en chef



La pandémie de Covid-19 et les enjeux environnementaux ont radicalement modifié la manière de travailler au sein des bâtiments des institutions européennes. « Apropos » a rencontré Marc Becquet, Chef de Service de l'OIB, qui nous parle de la nouvelle politique immobilière à la Commission.

À l'heure actuelle, quels sont les principaux défis auxquels doit faire face la Commission en matière de politique immobilière ?

La nouvelle politique immobilière approuvée l'année dernière par le Collège fixe les principes-clés pour une gestion à long terme de nos bâtiments. Tout d'abord, d'ici 2030, la plupart des bâtiments de la Commission à Bruxelles devront être situés sur l'axe Loi - Montgomery. C'est la raison pour laquelle nous avons notamment quitté en septembre de l'année dernière le site de Beaulieu et avons rapatrié tous les services qui y étaient dans le quartier européen. Une nouveauté importante de cette politique est aussi que les DGs qui travaillent dans des domaines politiques apparentés seront regroupées au sein de pôles thématiques. C'est par exemple déjà le cas des DG ENV et DG CLIMA qui sont maintenant au Breydel 2.

En parallèle, il est essentiel, en accord avec la politique du Pacte vert de cette Commission et la Communication

'Verdir la Commission', de rendre nos bâtiments plus verts en améliorant leur performance énergétique et en ajustant l'espace disponible au nombre de collègues présents. L'introduction du travail flexible avec une présence minimale de deux jours par semaine au bureau a fort changé la fréquentation de nos bâtiments et justifie pleinement l'introduction graduelle de l'espace dynamique collaboratif. Entretemps 5.504 collègues ont déjà déménagé dans ce nouveau type de bureaux facilitant l'interaction et la collaboration au quotidien. Il n'y a plus de bureaux individuels ni de desks attirés. En revanche, nous avons la possibilité de pouvoir télétravailler un ou plusieurs jours par semaine. Une flexibilité qui varie de DG en DG, et qui est fort appréciée par la vaste majorité des collègues. L'OIB profite aussi de cette flexibilité. Dans ce nouveau lay-out innovatif, il y a beaucoup moins d'espace non-utilisé (qu'il faut aussi chauffer, nettoyer, maintenir, etc.). Cette réduction significative en termes d'énergie et de coûts aidera non seulement à rendre la Commission plus verte, mais aussi à faire des économies administratives, nécessaires dans un contexte de pression budgétaire. En 2021 et 2022, nous avons déjà réduit de 65.000 m² nos espaces de bureaux et visons pour 2030 une réduction des espaces de bureaux de 200.000 m² par rapport à 2020. Nous sommes certainement sur la bonne voie, mais il reste encore beaucoup à faire.

Comment continuer à garantir un environnement de travail confortable, sûr et sain pour le personnel avec des contraintes en termes d'espace ?

Le Covid a définitivement changé la façon dont nous travaillons aujourd'hui à la Commission et notre environnement de travail suit cette même logique. La plupart des collègues travaillent une partie de la semaine depuis chez eux et une partie au bureau. Aujourd'hui, nous avons quasiment tous un ordinateur portable qui nous permet de travailler partout et qui a réduit notre consommation de papier au strict minimum. Le temps passé au bureau est devenu le moment où l'on se réunit avec les collègues et on fait des brainstormings, des bilatérales, etc. En principe, quand on est au bureau on se concentre sur des tâches impliquant les collègues. Lorsqu'on travaille chez soi, on effectue plutôt des tâches de réflexion, de rédaction etc. Ceci dit, l'espace dynamique collaboratif a été conçu en zones, avec des zones pour rencontrer des collègues (salles de réunion et zones de collaboration, kitchenettes et coins de convivialité) et des zones pour se concentrer (quiet rooms et zones silencieuses).

À la maison, pour que les collègues aient aussi un bureau confortable, un budget pour acheter une chaise de bureau de qualité a été mis en place. DIGIT offre aussi la possibilité d'avoir un écran, une webcam, une souris et un clavier pour le bureau à la maison. Ne pas devoir transporter tout son matériel tous les jours fait aussi partie du confort des collègues.

Comment pratiquement répondre aux exigences du Pacte vert en matière d'empreinte écologique dans la conception et le choix des bâtiments ?

Presque tous nos bâtiments se trouvent dans le quartier européen ou juste à côté. Ceci a comme grand avantage que les collègues peuvent utiliser les nombreuses possibilités des transports en commun pour venir au bureau, mais aussi pour aller à l'aéroport par exemple. Nous avons également commencé à créer des *bikes hubs* qui sont adaptés pour le nombre grandissant de collègues qui prennent le vélo pour venir au travail et qui ont fait du vélo leur moyen de transport principal en ville. Dans les hubs, il y a par exemple aussi un nombre important de douches, des points de recharge pour les vélos électriques et encore des places de parking adaptés pour les vélos cargo. Que tous les nouveaux bâtiments doivent être plus verts et moins éner-

givores va de soi. Nous recherchons surtout des grands bâtiments verts pour ne pas uniquement réduire notre consommation d'énergie, mais aussi pour profiter des économies d'échelle. Un autre élément important c'est de trouver des

bâtiments qui peuvent facilement être adaptés aux changements constants de l'organisation. Je pense par exemple à la réorganisation d'une DG, à la création d'une nouvelle DG/service, ou encore à la fusion de deux services. En quelques mots, je dirai que nos nouveaux bâtiments se caractérisent par leur flexibilité, leur durabilité et leur inclusion dans la Région et la ville qui nous accueillent.



▲ Standing desk © OIB

Comment imaginez-vous le quartier européen à Bruxelles dans les trois ou quatre prochaines décennies ?

Il est clair que le quartier européen est déjà en pleine évolution. Il n'y a plus uniquement des bureaux, mais de plus en plus de commerces, de logements et de vie, même en dehors des heures de travail. Je suis content aussi qu'avec nos nouveaux bâtiments et des petits projets créatifs, on contribue à rendre le quartier européen plus agréable à vivre et aussi plus vert. Le petit jardin écologique devant l'entrée VIP du Berlaymont est un exemple d'un projet qui aide à maintenir la biodiversité locale dans le quartier. En plus des gens qui travaillent et vivent dans le quartier, il est important aussi d'attirer des touristes. Le *'Experience Europe'* au 14, Rond-point Schuman ou encore le centre des visiteurs au Charlemagne, complètement rénové dans l'esprit du New European Bauhaus, sont deux points d'attraction du quartier pour les visiteurs de la capitale européenne. La diversité du quartier européen aidera à ce que tous ceux qui y vivent, y travaillent ou qui le visitent le trouvent graduellement plus vert, plus accessible, plus varié et plus inclusif. Nos nouveaux immeubles de bureaux doivent être le reflet des valeurs européennes et des exemples de la modernisation de notre institution qui continue, tout comme les collègues, à s'adapter à une société en évolution constante. ■

La Méthode n'est pas une indexation



© Adobe Stock

Les rémunérations et pensions des personnels statutaires de l'UE ne sont jamais indexées¹ automatiquement.

Qu'est-ce que la Méthode ?

La Méthode reflète exactement l'évolution salariale dans les Fonctions publiques nationales des principaux États membres de l'UE. Quel que soit le niveau d'inflation enregistré dans chacun des États membres de référence, l'actualisation des rémunérations et pensions de quelques milliers de fonctionnaires et agents, calculée par la Méthode ne peut en rien méthodologiquement et quantitativement accroître le niveau moyen de l'inflation dans l'UE.

La Méthode est basée sur le principe du parallélisme dont le but est d'assurer une évolution du pouvoir d'achat des fonctionnaires et agents de l'UE parallèlement à l'évolution du pouvoir d'achat des fonctionnaires des administrations centrales des États membres. Cette évolution peut être positive ou négative.

Le calcul de la Méthode et le rôle d'Eurostat²

Chaque année, sur une base statutaire précise et en collaboration avec les instituts nationaux de statistiques, Eurostat :

- mesure l'évolution des rémunérations des fonctionnaires nationaux, puis en soustrait l'inflation dans chaque État membre concerné, ce qui donne le pourcentage net de l'évolution du pouvoir d'achat de ces fonctionnaires ;

par **Pierre Blanchard, Felix Geradon et Martin Clegg**,
membres du Groupe de travail Méthode de l'AIACE Internationale

- pondère ces évolutions en fonction du poids relatif du PIB des États membres de l'UE³ ;
- établit ce pourcentage pondéré, appelé « indicateur spécifique global » qui constitue la composante « pouvoir d'achat » des actualisations salariales annuelles ou bisannuelles ;
- calcule ensuite le taux de l'inflation en Belgique et au Luxembourg en fonction du schéma de consommation propre aux personnels UE et pondère ces pourcentages par le nombre de personnels statutaires en poste dans les deux pays. C'est la composante « inflation » des actualisations ;
- combine les taux d'inflation et du pouvoir d'achat constatés pour obtenir le taux qui permettra l'actualisation en net de la grille statutaire des rémunérations de base ;
- calcule l'évolution des prix, toujours selon le schéma spécifique de consommation, dans les différents lieux d'affectation autres que Bruxelles et Luxembourg pour déterminer les coefficients correcteurs qui garantiront que tous les fonctionnaires et agents UE, où qu'ils soient affectés, aient le même pouvoir d'achat.

Eurostat rédige un rapport détaillé des calculs et des résultats à l'attention des législateurs de l'UE et de la Commission. Cette dernière prend acte des résultats de l'actualisation et publie la nouvelle grille des rémunérations au Journal Officiel de l'UE. ■

QUID DU COEFFICIENT CORRECTEUR ?

Depuis mai 2004, le coefficient correcteur 100 s'applique aux pensions versées dans tous les États membres, sauf pour la partie de la pension correspondant aux droits acquis avant cette date par les fonctionnaires et agents pensionnés. Cette partie peut être soumise à un coefficient correcteur supérieur à 100 dans certains États membres et au Royaume-Uni.

¹ L'indexation automatique existe en Belgique. L'expression statutaire FR « actualisation » est traduite en EN par « update », ou « updating » mais certains services des institutions de l'UE utilisent erronément l'expression « indexation » dans les deux langues.

² Office statistique de l'UE

³ En réalité, il ne prend en compte que 10 États membres qui doivent représenter au moins 75% du PIB de l'Union.

La DG VIII et ses « Anciens »

La DG VIII, par sa spécificité et la qualité de ses « membres », fut certainement une DG inclassable dans le giron de la Commission.

par Paul Bourdeaux

Ancien collègue de la Commission, a rejoint la DG VIII en 1965. Responsable géographique durant 12 ans au Rwanda, Burundi, Congo Brazzaville, Gabon et dans les Caraïbes. A rejoint ensuite l'unité chargée des projets « Formation » et « Micro-projets » dans les ACP. Pensionné depuis 2004.

Une des preuves nous en est donnée par l'originalité de la création de l'Estaminet qui, après 30 ans d'existence, accueille chaque 2ème jeudi du mois des « Anciens » de la DG VIII devenue, après diverses dénominations, AIDCO. Au début des années 90, Robert Steinmetzer convie deux amis de passage à Bruxelles à prendre un verre au bistrot Carpe Diem, près de la station de métro « Mérode ». Ses deux amis (MM. Haffner et Kratz) sont délégués dans des ACP africains. À trois, ils évoquent le plaisir de se retrouver, surtout les deux délégués qui ne connaissent la Commission que par les missions de quelques jours qu'ils passent à Bruxelles. Alors, l'idée jaillit ! Pourquoi ne pas prévoir une rencontre mensuelle qui permettrait aux collègues des délégations de passage à Bruxelles de se retrouver avec des collègues du siège pour partager un moment de détente, la journée de travail terminée. L'idée fait son chemin et Robert Steinmetzer prend la direction de cette opération de convivialité.

Les premières retrouvailles se font au Carpe Diem qui s'avère vite trop petit. À la fin du XX^{ème} siècle, la brasserie 1898, sise près du rond-point Schuman, avenue d'Auderghem, marque son accord pour nous accueillir. Cela fait plus de 20 ans que ce local est devenu notre lieu de rendez-vous. Mais, conséquence du Covid, la brasserie 1898 a fait place à la brasserie Byblos. Robert est toujours l'animateur de nos rencontres et de notre estaminet. Et c'est ainsi que, tous les mois, Robert nous envoie un discret rappel pour nous dire qu'on y est attendu à partir de 18h30. Au fil du temps, Robert ne se limite pas à nous communiquer



le calendrier de nos rencontres mensuelles. Il nous fait part, avec délicatesse, du décès des collègues de la DG VIII.

En 30 ans, plus de 400 « Anciens » ont fréquenté l'Estaminet de la DG VIII. On y vient sans devoir prévenir, toujours accueillis et heureux de retrouver d'anciens collègues. Leur présence est bien sûr variable mais, avant le Covid, nous nous retrouvions une vingtaine. Il convient maintenant de rappeler aux « Anciens » que la fréquentation des lieux publics n'est plus interdite, que l'estaminet est ouvert, et que les retrouvailles sont toujours au rendez-vous ! C'est aussi l'occasion d'inviter les jeunes et futurs « Anciens » à se joindre à nous pour nous faire connaître l'évolution de l'ex-DG VIII qui fut pour nous une inoubliable tranche de vie à la Commission. ■

En tant qu'ancien-ne de la DG VIII/AIDCO, vous désirez rejoindre l'Estaminet ?

Contact : robert.steinmetzer@skynet.be

Pensionnés du Conseil : *les équipes à votre service*

par **Rosário Pratas et Audrey Jean Pierre**

Bureau de contact des pensionnés au Secrétariat général du Conseil



▲ Audrey Jean Pierre et Rosário Pratas

Le Secrétariat général du Conseil (SGC) veille à accompagner, guider et soutenir ses pensionnés. Après le départ à la retraite, le Service médico-social joue le rôle d'interlocuteur entre les pensionnés et le SGC grâce à son bureau de contact des pensionnés et aussi à travers l'assistance donnée par son équipe d'assistants sociaux. Le Comité du Personnel propose quant à lui un large éventail d'activités ouvertes aux collègues retraités.

Le Bureau de contact des pensionnés

Au sein du Service médico-social, Rosário Pratas et Audrey Jean Pierre gèrent le bureau de contact des pensionnés. Elles reçoivent les questions des pensionnés (par courriel, téléphone ou en personne dans leur bureau). En fonction de la nature de ces questions, elles renseignent directement les pensionnés ou les orientent vers les bons interlocuteurs (assistants sociaux, PMO, service RH du SGC). Depuis quelques semaines, le bureau de contact alimente la page « Council Corner » sur le site « Retirees' Welcome » de MyIntracomm. On peut y trouver les contacts importants au SGC et une sélection d'articles provenant de Domus, l'intranet du SGC. Les collègues retraités peuvent s'inscrire à la mailing liste du bureau de contact. L'inscription sur cette liste leur permet de recevoir des informations pertinentes et également les avis de décès publiés par le Service médico-social. Rosário

et Audrey organisent également chaque année les séminaires de préparation à la retraite. Ces séminaires sont proposés aux collègues actifs envisageant de partir en pension dans les deux ans à venir. Ils abordent un large éventail de sujets (démarches administratives, psychologie de la transition vers la vie de retraité, questions de fiscalité et successions, diététique et nutrition...).

Les assistants sociaux

Stijn Boudry, Cristina Constantin, Jana Lens et Damien Macrez sont les quatre assistants sociaux du Service médico-social du SGC. Ils sont les principaux interlocuteurs des collègues actifs ou retraités en difficulté. Maladie qui isole, perte d'un être cher, difficultés financières, il n'y a pas un sujet de société qui soit étranger à leur journée de travail. Ils peuvent agir en tant que médiateurs entre les collègues en difficulté et les différentes instances (économiques, politique, judiciaires, médicales...). Les assistants sociaux informent et accompagnent les collègues dans leurs demandes statutaires pour qu'ils puissent bénéficier de toute l'aide disponible et puissent se focaliser sur leur situation personnelle. En cas de difficultés financières, des dons ou prêts peuvent être accordés par l'AIPN aux anciens fonctionnaires ou aux ayants droit d'un fonctionnaire décédé se trouvant dans une situation particulièrement difficile, notamment par suite d'une maladie grave ou prolongée, d'un handicap ou en raison de leur situation de famille. En fonction des situations et sous réserve de certaines conditions, une participation dans les frais d'aide familiale peut être versée par le SGC. Lorsqu'il devient compliqué d'effectuer les démarches nécessaires auprès du RCAM en cas de maladie grave ou d'une hospitalisation en urgence, les assistants sociaux sont présents pour prendre le relais. Dans les situations de perte d'autonomie, ils accompagnent les familles et/ou administrateurs de biens dans la procédure de placement en maison de repos. Ils sont aussi le point de contact des personnes atteintes d'un handicap ou ayant un conjoint ou enfant atteint d'un handicap qu'ils guident dans leurs démarches médicales et administratives.

Les assistants sociaux apportent leur soutien en cas de décès. Dans ce moment délicat, ils donnent aux familles et/ou administrateurs de biens tous les renseignements administratifs et statutaires et les aident dans les démarches auprès des autorités nationales. Avec l'accord des familles, ils rédigent les avis de décès. À noter que les collègues pensionnés ne désirant pas qu'un avis soit publié peuvent les en informer en envoyant un courriel à leur boîte fonctionnelle ou à celle du bureau de contacts des pensionnés. Une brochure sur les dispositions administratives en cas de décès qui donne toutes les informations nécessaires aux membres de la famille du fonctionnaire ou agent, en activité ou retraité, a été élaborée par le Service médico-social. Cette brochure est disponible sur le « Council Corner », sous format électronique, en 23 langues (elle peut aussi être demandée par courriel au bureau de contact des pensionnés).



▲ Bibliothèque du Comité du Personnel

Le Comité du Personnel

Les pensionnés résidant à Bruxelles et dans ses alentours peuvent fréquenter le Centre sportif, la Bibliothèque du Personnel et l'Atelier de bricolage, tous trois supervisés par le Comité du Personnel.

- L'Atelier de bricolage permet de louer des outils et du matériel de jardinage moyennant une participation financière.
- La Bibliothèque du Personnel offre un large choix de livres et médias (littératures fictionnelles et non fictionnelles tant pour les adultes que pour les jeunes enfants et les adolescents, guides de voyage, éventail de films internationaux de tous genres) dans toutes les langues officielles de l'UE.
- Le Centre sportif dispose d'une salle de fitness et propose un choix varié d'activités culturelles et sportives (danse, sports collectifs, arts martiaux, yoga, Qi Gong, musique ...).



▲ Salle de fitness du Comité du Personnel

Les collègues retraités peuvent s'inscrire à liste de contacts du Comité du Personnel afin d'être tenus informés des événements organisés par le Comité. En effet, le Comité du Personnel organise régulièrement un événement appelé « rencontres des pensionnés ». Au programme de ces rencontres : présentations et débats portant sur les services accessibles aux retraités du SGC mais également conseils sur la vie et la santé pendant la retraite. C'est l'occasion parfaite pour de nombreux pensionnés résidant en dehors de la Belgique de faire un peu de tourisme à Bruxelles tout en ayant la possibilité de revoir leurs anciens collègues de travail. Lorsqu'une fête du personnel est organisée dans les locaux du SGC, les pensionnés y sont également invités. Malheureusement, la pandémie de Covid-19 a mis une halte à l'organisation de ces deux événements mais on peut espérer qu'ils seront à nouveau organisés dans le futur.

Le bureau de contact, l'équipe d'assistants sociaux et le Comité du Personnel du SGC se tiennent à disposition de leurs pensionnés que ce soit pour les renseigner, leur venir en aide ou les divertir. ■

BUREAU DE CONTACT DES PENSIONNÉS

Courriel : Retired.staff@consilium.europa.eu
Tél : +32 (0)2 281 6068 ou +32 (0)2 281 4299

Assistants sociaux :

Courriel : Social.assistants@consilium.europa.eu
Tél : +32 (0)2 281 7625

Comité du personnel :

Courriel : rencontrepensionnes@consilium.europa.eu
Tél : +32 (0)2 281 7940

SOCIÉTÉ

Ce que nous dit

par Daniel Guggenbühl
Membre du Comité
de rédaction

Salman Rushdie

« Salman Rushdie
incarne la liberté
et la lutte contre
l'obscurantisme ».
Emmanuel Macron



Un esprit libre foudroyé

Salman Rushdie, écrivain américain d'origine indienne connu pour son abondante et imaginative œuvre littéraire et en particulier pour les *Versets sataniques*, a été poignardé de dix coups de couteau le 12 août 2022 dans une petite ville de l'État de New York alors qu'il s'apprêtait à donner une conférence. L'agresseur est un jeune Chiite américain d'origine libanaise. Salman Rushdie a survécu à l'agression mais il a perdu l'usage d'un œil et d'une main. L'agression a provoqué une forte émotion dans le monde, à l'exception notamment de l'Iran, dont le gouvernement islamique a qualifié l'agresseur d'« homme courageux ».

Salman Rushdie est né à Bombay dans une famille bourgeoise musulmane non pratiquante. À l'âge de treize ans, à l'instar d'autres jeunes Indiens et en accord avec ses parents, il quitte l'Inde pour le Royaume-Uni, où il entame des études au King's College de Cambridge. Dans cette Inde devenue

indépendante l'année même de sa naissance, nombreux sont les membres de la classe sociale aisée qui restent attachés à l'éducation à l'anglaise. Dans un documentaire diffusé par la chaîne Arte quelques jours seulement après l'agression, Rushdie, interrogé des années auparavant, disait qu'il était très heureux de la vie à Bombay et qu'en Angleterre, il a fait la découverte du racisme. Par la suite, il retournera une seule fois en Inde pendant cinq ou six mois, un séjour qui laissera des traces dans son œuvre, y compris dans les *Versets*.

Les Versets sataniques et la fatwa

En 1988, Salman Rushdie fait sensation avec la publication des *Versets*, qui constituent selon lui son livre le plus ambitieux et qu'il a mis cinq ans à écrire. Il n'est pas d'une lecture très facile. Dès sa parution, il a suscité une vague d'indignation dans le monde musulman. L'auteur est l'objet d'une « fatwa » de l'ayatollah Khomeini qui, jugeant le livre « blasphématoire » et irrespectueux à l'égard

du prophète Mahomet, réclame l'exécution de Rushdie et de ses éditeurs, cet acte étant, comme le dit la fatwa, de la responsabilité de tout musulman. Une récompense, portée progressivement à 3,3 millions de dollars, est promise au tueur. Le livre est banni dans de nombreux pays comme l'Inde, l'Indonésie, l'Arabie saoudite, l'Afrique du Sud ou l'Égypte et beaucoup d'autres.

Comment pouvons-nous accepter qu'au vingtième siècle finissant, un livre prenant ses distances avec une religion puisse provoquer la condamnation à mort de son auteur ? Ce jugement est en contradiction totale avec les valeurs de notre Union européenne et avec celles des principales démocraties occidentales. La Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne stipule bien en son article 11 que « toute personne a droit à la liberté d'expression ». Quant à l'Inde, souvent présentée comme la plus grande démocratie du monde, dont elle a effectivement des attributs essentiels tels que le système politique parlementaire, des élections libres ou la liberté de la presse, son gouvernement a jugé utile de proscrire le livre afin de ne pas heurter l'importante communauté musulmane du pays. Le président Macron a fait ce commentaire : « Salman Rushdie incarne la liberté et la lutte contre l'obscurantisme ... Son combat est le nôtre ». Rushdie a reçu de nombreux soutiens du monde artistique, littéraire ou politique, mais François Mitterrand ne l'a jamais reçu et Jacques Chirac, qui était à l'époque maire de Paris, n'avait « aucune estime » pour lui.

La violence obscurantiste

La vie de Salman Rushdie a donc été brisée car il a passé trente années sous protection policière en changeant sans cesse de domicile. En 1990 il publia des excuses et réaffirma son respect de l'islam mais rien n'y fit. Ce n'est qu'en 1998 que le gouvernement iranien renonça à l'accomplissement de la fatwa, tout en disant qu'elle ne pouvait pas être « annulée ». Nous avons vu ce que cela a donné. De violentes manifestations anti-Rushdie se produisirent à travers le monde dont furent victimes quelque quarante éditeurs, traducteurs de Rushdie et autres. N'oublions pas

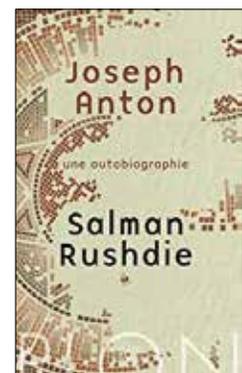


© Adobe Stock

que dès 1989 eut lieu l'assassinat à Bruxelles du directeur de la Grande mosquée et de son bibliothécaire, opposés à la fatwa iranienne. Et bien plus tard, en 2015, d'autres islamistes s'en sont pris à Paris à la rédaction de l'hebdomadaire satirique Charlie Hebdo, qu'ils ont décimée au motif que le journal avait publié des caricatures de Mahomet. Rushdie raconte qu'à l'origine, il ne savait même pas ce qu'était une « fatwa ». Mais il a continué à écrire d'abord sous le pseudonyme Joseph Anton, deux prénoms inspirés respectivement des écrivains Joseph Conrad et Anton Tchekhov. Au total, il a écrit huit autres romans, deux recueils de nouvelles, deux livres pour la jeunesse et une autobiographie.

En 2000, Salman Rushdie s'est établi à New York et y a acquis la nationalité américaine. Peu à peu, il ne s'est plus senti menacé et se déplaçait librement sans protection policière jusqu'au jour où l'agression s'est produite. Il était devenu - et il est toujours - le symbole de l'opposition à l'obscurantisme et aux atteintes à la liberté d'expression, une attitude qui semble être nettement en recul dans le monde actuel. Votre Apropos, chers Lecteurs, se devait de lui rendre le présent hommage. ■

« fatwa : décision juridique en droit religieux musulman prise par un mufti ou un collège de dignitaires musulmans ».



Economy in uncharted waters

by Robert Cox
Member of the Editorial Board

« Welcome to the world of the polycrisis », Adam Tooze, historian, Columbia University
(Financial Times 28/10/2022)



© Adobe Stock

All at once

Bad luck always comes at once said our grandparents. Covid & consequences persist. A wilful and destructive war and its wider consequences. Climate change and this past summer of warning. Debt surge, inflation and falling incomes stoke anxiety. Recession may loom. Public patience and adaptability are tested. Politicians' scope for managing these threats is limited. Investigating such complexity in its whole may test our readers' patience too. So let us dwell on three key aspects: energy & economy management; handling public impatience; structural change.

Managing crisis

There are positive signs, even if much remains unpredictable. Joint EU energy purchasing initiatives are taking shape. Gas storage in the EU should suffice until spring; replenishment thereafter will depend on exploiting further sources of supply. Quite apart from the prospect of prolonged war, renewed Russian gas supplies to Europe are unlikely to return. European imports of Russian liquified natural gas (LNG), however, are reportedly

higher than in 2021. European efforts to seek alternative gas supplies persist. Gas prices are thus not condemned to stay high this winter; nor, necessarily, are current inflation levels. Fossil fuel energy shortages, while hurting us, should stimulate mobilisation of alternative energies. The *International Energy Agency* (IEA) says the crisis "will turbo-charge the emerging global clean energy economy." Let us hope so. Meanwhile we must manage the long transition.

Electric automobiles remain expensive and battery recharging facilities are inadequate.

European energy consumption, say some sources, was down by 20% in autumn. This was a key policy aim of the summer's EU policy initiatives (see *L'Écrin 100*). But some of this may be due to cuts in industrial production. German gas-guzzling giants are obvious cases. At the other end of the scale is Portugal's gas-dependent ceramic industry. Other sources contest the scale of such industrial production cuts. Which all shows how difficult it is to separate truth from fiction in such stressed times. Citizens' experience of more expensive shopping baskets and power bills are more reliable criteria.

The EU has agreed to end hydrocarbon-fuelled motorcar production by

2035. A hard target to meet while electric automobiles remain expensive and battery recharging facilities are inadequate. Fears abound that emergency recourse to hydrocarbons other than gas, especially coal, will threaten the EU *Green Deal*. Against the background of *COP27*, committed European policy-makers, including the EU Commission, bravely proclaim pursuit of the greener future. But industrial voices particularly, saying "too much, too fast" grow louder.

The EU is now beginning its long-awaited review of the disciplines of the *Stability & Growth Pact*. The Commission, optimistically, wants swift decisions to some sensible but sensitive proposals. These include: more flexible management of certain punitive disciplines in favour of investment; and longer-term, multi-annual budget plans (up to 7 years) drawn up by Member States, negotiated with the Commission and subjected to Member State peer review. One economist sees the Commission becoming "Europe's quasi-IMF¹". This approach recalls France's historical *Le Plan*. Sought too is greater cohesion between national and EU economic policies. Hawkish Member States fear this is camouflaged relaxation of budgetary and deficit disciplines. They may also find difficult to swallow a philosophy giving more regulatory power to public (including European) authority as opposed to market friendly, private, liberal prerogative. A doctrinal debate looms.

¹ International Monetary Fund

Managing public impatience

People meanwhile need help. Two things spring to mind. It is devilishly hard to gear administrative machinery to efficient distribution of aid to protect citizens and small and medium enterprises (SMEs) that seriously suffer from price rises. Blanket solutions are administratively easier. But this cash then flows into the pockets of the wealthier as well as those of the needy. Correcting this unfair and wasteful use of public money - with its implications too for national debt - must be a priority. Apart from promoting efficiency it carries a political message too that politicians can focus on the needier members of society.

© Adobe Stock



European politicians boast that Europe's gap between rich and poor, in income and assets, is lower than in the so-called Anglo-Saxon model. The polycrisis appears to have enlarged the gap in Europe. If citizens are to be persuaded to accept greater hardship, then inequality requires demonstrative action. There is a precedent. In 1951 Germany's Chancellor Konrad Adenauer introduced the *Lastenausgleich* or burden-sharing. Over 30 years, each year, wealthiest Germans paid up 1.67% of that wealth which went to ease the lot of the least wealthy. It worked electorally too. For years German voters returned the CDU of Adenauer and successors. Such policies may not release vast amounts of money for public purpose. But symbols can matter. They can have a useful political impact in times of private impoverishment.

Structural change

The Commission's ideas on the *Stability & Growth Pact*, we have seen, imply certain more reformative thinking about Europe's future economy. "Industrial policy" is a dirty word in libertarian vocabulary. But we saw, above, another twist in what some call the deglobalisation narrative.

European industry is under two particular pressures: the cost of energy, and meeting *Green Deal* targets. For some the solution is to shift production to Asian locations where energy may be cheaper and environmental rules less demanding. The implication of this is further European de-industrialisation, as if we have not had enough of that already.

Europe's Single Market is itself a regional form of local globalisation.

So can we find solutions that suit EU needs? Martin Wolf, chief economics guru of the *Financial Times* (03/11/22), writes on deglobalisation: "We are not headed towards a benign localism but towards negative sum rivalry." This is partly true as demonstrated by Europe's continued interest in sustained trade with America and China. But Europe's Single Market is itself a regional form of local globalisation. The damage caused by COVID to long supply chains argues in favour of more conscious promotion of

the Single Market to enhance European security of supply. This may not be to the taste of neo-liberals but Europeans' experience of the current plague of poly-crises pleads in its favour.

New trade frictions threatens Europe. Before the November Mid-Term elections in the USA, that country's protectionist instincts became manifest. Competition Commissioner Margrethe Vestager alleged that the US Inflation Reduction Act (designed to boost US green technology) "puts at risk part of the industrial base in Europe." The act's tax credits for electric vehicles, batteries etc., come on top of America's advantageous energy prices and security compared to those of Europe. Under these circumstances Europe has less interest in submitting to US pressure to spurn trade and economic cooperation with China. Seen in that light Chancellor Scholz's widely criticised "going-it-alone" visit to Beijing is not without sense. But only because, combined with the Single Market, our EU Common Trade Policy remains one of our most precious strengths in dealing with economic partners in times of turmoil. ■

European Union and digitalisation : *last developments*

by **Giancarlo Vilella**
Former Director general for
Innovation & Technological
Support at the European
Parliament.

The process of digitalisation of the economy and society continues its course: the digital market and digital services, cybersecurity and smart working (or teleworking) have certainly come to the fore in the very last years.

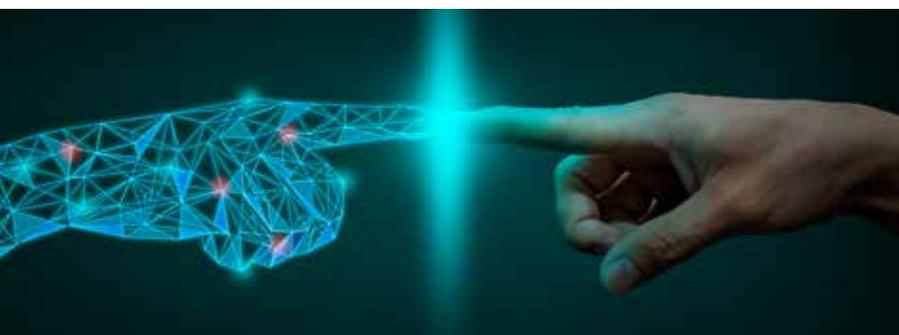
The Digital Markets Act (DMA) and the Digital Services Act (DSA) were proposed by the European Commission in mid-December 2020¹, with political agreement being reached between the Council of the EU and the European Parliament in May and April 2022 respectively, to be followed by the conclusion of the legislative procedure. The DMA aims to impose an obligation on the digital giants to interact with smaller operators and the blocking of anti-competitive practices. The DSA enables more responsibility to be imposed on the BigTechs for the content they publish, while requiring products sold there to be traceable, disinformation to be controlled and harmful content combated. The legislation was proposed after the self-regulation by large companies had been found to be a failure. The DSA and the DMA significantly reinforce the global regulatory role of the EU and as a global player in this area.

Hackers and the disinformation machine are aspects of a hybrid war which authoritarian regimes use to penetrate Western democracies. If one then considers the cyber-attacks against Ukrainian targets a year before the military invasion and the attacks linked to operations on the ground, it can be understood why cybersecurity is now an essential strategic factor for States, as well as for companies. However, at EU level, a real common strategy has yet to take off, although there is no lack of collaborative initiatives.

Hybrid working will affect 80 per cent of workers in the near future.

Hybrid work

Then, we turn to smart working (or teleworking). According to a European study (GoodHabitz), hybrid working will affect 80 per cent of workers in the near future: there is concern about the ability of management to manage remote staff well. The skills that should be developed are the ability to create team spirit, to strengthen communication, to be a good listener, even remotely, and to develop empathy, and lastly to keep the organisation on a sound footing. The pandemic has imposed a greater focus on how to ensure well-being in the workplace: indeed, the smart-working creates a reduction of the team spirit and in the long term could install in the worker a sort of “addiction” impacting the quality of the performance. Hybrid work has many advantages: it develops the worker’s sense of autonomy and affords the possibility of organising one’s working time; it allows much more concentration; not to mention the gain in time due to the elimination of the home/work round trip. But it brings disadvantages as equal and opposite to the advantages, as for example staying at home can mean excessive distraction if you do not know how to control your attention. To this must be added the



© Adobe Stock

As far as cybersecurity is concerned, in his opening report for CyberTechEurope 2022 (10-11 May 2022), Alessandro Profumo, CEO of Leonardo, stated that “in 2021 the global cost of cybercrime exceeded USD 6 trillion. One fifth of the attacks were directed at Europe”.

¹ COM(2020) 842 final and COM(2020) 825 final



problem of isolation and the risk of not being able to communicate progress in one's work well. Then there is the serious problem of health, namely ergonomics in the equipment. Finally, it has also been found that in many cases there is a risk of permanent work, if not organised in well-distributed time slots. In short, it is now well understood that hybrid work cannot be left to individual initiative but must be the subject of in-depth team reflection.

An era which focuses on the individual and his or her personal, unique, individual needs.

Towards singularisation ?

Beyond abovementioned topics emerging in the last years, a wider reflection on the process of digitalisation is needed: the advance of information technology is profoundly shaping the character of our society. Ours is now defined as the era of the individual, succeeding the era of individualism: « *a large number of people no longer expect what is general but always something special, dedicated to them individually, such as in education, healthcare, products, events and other personal services*² », it is an era which focuses on the individual and his or her personal, unique, individual needs. Digitalisation is said to have strongly favoured this process of "singularisation": online experiences reflect and amplify a singularist stance with the spread of apps that provide personalised

services such as diets, car routing, soul mates, or even choices based on previous ones, and so on. This must be added to the fundamental phenomenon of "disintermediation" (which strengthens the "singular" approach, encourages an auto-referential attitude). And there are those who go even further and argue that digitalisation has an important role to play in fostering the slide of the "multitudes" into an isolation that no longer includes respect for others but adopts a violent and intolerant attitude where "others" are not to be trusted, « *they are the enemy to be distrusted and fought* »³.

These suggestions denounce phenomena that are clearly visible in the behaviours of our societies, but they need to be counterbalanced by highlighting the positive phenomena favoured by digitalisation, such as participation, a new way of socialising, creativity, and so on. However, it is true that the central point of all the reflections that have determined the history of mankind is precisely « *the relationship with "the other", living in society with other human beings: it is the heart of the humanities* »⁴. How social life is perceived by individuals, based on culture, cohesion and coherence, is the pillar of the concept of society: « *belonging (identity) and distance (economy) are the crux of the problem* »⁵, and this is where politics intervenes as the mediation of both, that means democracy. A wide room for the EU role and "the European way of life". ■



² Francesca Rigotti, Italian philosopher and essayist

³ Éric Sadin, French writer and philosopher, best known for his 'technocritical' writing

⁴ Michel Meyer, Belgian economist and philosopher

⁵ Ibid.

Le volontariat vous tente ?

La Croix-Rouge/Rode Kruis vous accueille à bras ouverts !

par **Barbara Bentein**,

Responsable du Volontariat à Bruxelles-Capitale
Philippe Froidure, membre du Conseil d'administration de la CRB, membre de l'AIACE

Patrick Venturini, président du Comité de Bruxelles-Capitale, membre de l'AIACE

Vous êtes-vous déjà fait la réflexion que vous aimeriez de temps à autre faire quelque chose d'utile, en contact avec les gens, quelque chose qui donne corps à un besoin de solidarité et d'humanité ? Alors que le monde autour de nous est traversé de tellement de besoins et de souffrances ? Et maintenant que, ayant pris une retraite bien méritée, vous avez parfois un peu de temps libre ?

Si tel est le cas, venez donc nous rejoindre à la Croix-Rouge de Belgique : nous cherchons en permanence de nouveaux volontaires pour développer nos nombreuses activités menées sur l'ensemble du territoire - et même parfois dans le monde - et les rendre plus efficaces.

En tant que volontaire

Vous pouvez nous aider d'une multitude de façons, selon vos goûts, vos compétences et le temps dont vous disposez :



- ▶ Vous partagez notre conviction que personne ne devrait avoir faim ? Alors venez faire partie des équipes locales qui préparent et/ou distribuent des colis alimentaires, ou encore des repas pour ceux qui vivent dans la précarité.
- ▶ Vous voulez apporter un peu d'humanité aux personnes vivant dans la rue ? Nos équipes de maraudes sillonnent les villes en soirée pour aller à leur rencontre. D'autres aident à gérer des centres d'hébergement, tellement nécessaires pour accueillir ceux qui n'ont pas de toit.
- ▶ Ou bien vous voulez faire bénéficier les autres de votre expérience en matière de gestion (appui administratif, comptabilité, trésorerie, recherche de financement, rédaction de rapports, etc.) ? Ou encore, vous êtes plutôt attiré(e) par l'animation de projets et d'équipes ? Dans ces cas, rejoignez une de nos équipes locales comme responsable d'activité ou

comme mandataire (responsable local élu.e), ou même venez renforcer les directions, régionale ou provinciales, pour aider à coordonner ces équipes !

- ▶ Dans un autre registre, vous vous sentez l'âme d'un formateur ? Venez apprendre, puis former le grand public aux gestes qui sauvent et permettent d'éviter les réactions de panique en cas d'accident.

La liste de nos activités est longue et diversifiée. Nous pouvons aussi mentionner, outre le secours (premiers secours lors d'événements publics, ambulances, réponse aux catastrophes et aux crises), la lutte contre l'isolement et les visites à domicile ou en maison de repos auprès de personnes isolées, âgées le plus souvent ; la lutte contre la fracture numérique ; les chauffoirs en hiver pour accueillir ceux qui n'ont pas de quoi se chauffer ; les vestiboutiques où nous donnons une deuxième vie aux

vêtements de seconde main ; la location de matériel paramédical (chaises roulantes, béquilles etc.) ; l'organisation de collectes de sang ; l'accompagnement d'enfants pour leur permettre de visiter leur(s) parent(s) en prison ; la formation en milieu scolaire des enfants à la prévention d'accidents ; la divulgation du droit international humanitaire. La Rode Kruis fournit également pour sa part une assistance aux enfants à problèmes scolaires. Son programme Zorgbib permet aux volontaires de partager des livres avec les personnes visitées en institution de soin. Elle organise enfin des camps de vacances pour des personnes vivant avec un handicap.

Un combat de tous les instants pour atténuer les souffrances humaines.

Vous l'aurez remarqué, le fil conducteur reliant toutes ces activités de la Croix-Rouge est un combat de tous les instants pour atténuer les souffrances humaines et prévenir les crises humanitaires. Nos équipes luttent au quotidien contre l'isolement et la marginalisation par le renforcement du lien social entre les personnes. C'est cela la Croix-Rouge : des équipes de bénévoles de tous âges, de toutes origines, aux compétences variées, qui travaillent ensemble pour mettre en œuvre ces activités et encourager la tolérance en respectant la diversité culturelle de notre société. Si vous décidez de vous engager avec nous, vous ne serez jamais seule pour exercer votre volontariat : cela se fait au sein d'équipes qui sont encadrées et reçoivent les orientations et formations nécessaires pour rendre des services de qualité.



Quelles sont les conditions pour devenir volontaire ?

Simplement, s'inscrire dans l'entité de son choix en adhérant à nos sept principes fondamentaux :

Humanité • respect pour la dignité humaine et agir pour la protéger en toute circonstance

Impartialité • sans distinction aucune si ce n'est le besoin de la personne

Neutralité • sans prendre parti dans les controverses

Indépendance • indépendant des autorités, mais travaillant la main dans la main avec elles tant que les principes sont respectés

Volontariat • engagement désintéressé sans aucun but de lucre

Unité • une seule société nationale de la Croix-Rouge par pays, ouverte à tous

Universalité • présence partout dans le monde et solidarité entre les sociétés nationales.

Adhérer à ces valeurs et vous engager à donner un peu de votre temps et de votre énergie : il n'y a pas d'autre condition pour rejoindre un volontariat qui vous ressemble et nous rassemble ! ■

CARTES D'IDENTITÉ

NOM : CROIX-ROUGE DE BELGIQUE

Lieu d'action : Bruxelles et Wallonie

Date de naissance : 1864

Lieu de naissance : l'idée naquit lors de la bataille de Solferino entre la France et l'Autriche, en 1859

Père fondateur : Henry Dunant, homme d'affaires genevois

Nombre de volontaires : 17.000

Organisation : très décentralisée en Section locales (Bruxelles) ou Maisons locales (Wallonie) au niveau communal

Adresse : www.croix-rouge.be

NOM : RODE KRUIS

Lieu d'action : Bruxelles et Flandre

Date de naissance : 1972

Nombre de volontaires : 14.000

Organisation : très décentralisée en 226 Sections locales au niveau communal

Adresse : www.rodekruis.be

Tenté(e) ? Contactez :
volontariat.bruxelles@croix-rouge.be
 ou, pour la Rode Kruis,
 rendez-vous sur www.rodekruis.be

La Maison de l'histoire européenne, la mémoire de l'Europe

par Monique Théâtre
Rédactrice en chef

Qui aime se promener dans les environs du Parc Léopold aura remarqué le bâtiment Eastman, financé grâce au don de l'homme d'affaires américain George Eastman, l'inventeur de l'appareil photo Kodak. Cet édifice, construit en 1935 afin d'accueillir une clinique dentaire pour enfants défavorisés, a fait ensuite l'objet d'une importante rénovation tout en conservant la valeur historique et esthétique du bâtiment. D'abord loué par le Parlement européen puis sous bail emphytéotique depuis 2008, il abrite depuis 2017 la Maison de l'histoire européenne. « Apropos » a interviewé Blandine Smilansky, responsable des Relations publiques au sein de ce musée.

Pourquoi créer une Maison de l'histoire européenne (MHE) ?

L'idée de créer cette Maison a été lancée en 2007 par Hans-Gert Pöttering qui, dans son discours d'investiture en tant que nouveau président du Parlement européen, a mis l'accent sur la mémoire de l'Europe et a initié l'idée d'un musée consacrée à l'histoire européenne. Dix ans plus tard, son rêve s'est concrétisé et la MHE a vu le jour. Il a affirmé lors de l'inauguration : « Cette Maison a pour objectif d'aider les citoyens à envisager l'avenir de façon sage et avec confiance, un avenir qui, aujourd'hui, paraît difficile et jonché de menaces. C'est une Maison qui, en nous montrant la dynamique de l'histoire européenne, nous permet de mieux comprendre tant l'histoire récente que le présent ». La MHE vise ainsi à encourager les citoyens à s'interroger sur l'histoire de l'Europe et de l'intégration européenne et à en débattre. Ses objectifs sont d'approfondir les connaissances, d'éveiller la curiosité et de devenir, au fil du temps, un lieu d'échange d'idées, de réflexion et de débat sur l'Europe.

Comment le projet s'est-il développé ?

Dès 2008, un comité d'historiens et d'experts en muséologie issus de divers pays européens a élaboré un premier concept, envisageant la Maison de l'histoire européenne comme un centre moderne d'exposition, de documentation et d'information, inspiré des réflexions muséologiques les plus récentes. A partir de 2011, une équipe scientifique a été recrutée qui a progressivement défini la vocation et la mission du nouveau musée et élaboré la trame narrative de l'exposition permanente. S'agissant d'un projet géré par le Parlement européen, le Bureau du PE a approuvé toutes les décisions importantes même si l'indépendance scientifique de l'équipe du musée a toujours été maintenue et défendue. Cette indépendance ainsi que la composition internationale de l'équipe ont constitué des conditions indispensables à la réalisation du projet. Cette équipe s'est ainsi assurée que la diversité de l'histoire européenne et de ses interprétations était dûment représentée. Un organe consultatif de haut niveau (le comité scientifique) garantit l'exactitude et la pertinence historiographiques et muséologiques du contenu des expositions.

Quel est le fil conducteur de la MHE ?

L'Europe ici se conçoit dans le sens large du terme - l'Europe géographique - et se concentre sur les événements récents. L'exposition voit se succéder les principaux processus qui



ont donné forme à l'Europe contemporaine. Le musée ne décrit pas les histoires individuelles des États et régions d'Europe mais se concentre plutôt sur les phénomènes européens. L'équipe scientifique a opté pour trois critères : l'événement ou l'idée doit avoir trouvé son origine en Europe, s'être diffusé à l'ensemble du continent et avoir conservé son actualité jusqu'à aujourd'hui. L'histoire européenne peut être complexe, diverse et fragmentée mais elle comporte un grand nombre de points communs et d'expériences largement partagées. L'exposition permanente met en lumière les facteurs clés du patrimoine européen qui ont profondément façonné l'Europe, avec des effets qui persistent jusqu'à aujourd'hui. Elle se concentre sur l'histoire européenne des XIXe et XXe siècles, un accent particulier étant mis sur l'histoire de l'intégration européenne. Tout au long de l'exposition, l'histoire va au-delà des frontières extérieures de l'UE. Plusieurs thématiques se dégagent lors du parcours : les valeurs de la démocratie, l'identité européenne, les phénomènes de guerre, de paix, de totalitarisme, les changements des conditions de vie en Europe et la création d'une sécurité sociale, la mémoire et le rapport au passé des sociétés européennes. Un espace est consacré à la seconde Guerre mondiale et à la mémoire de la Shoah.

À quel public s'adresse la MHE ?

Un public large ! Les visiteurs proviennent de tous les horizons et ont tous les âges. Il y a de nombreux groupes scolaires qui viennent visiter le musée car ceci peut faire partie des programmes pédagogiques. Visiter la MHE constitue une façon innovante de parler de l'histoire de l'Europe aux jeunes. Nous recevons également des touristes de tous les pays mais on remarque beaucoup de Belges et de résidents des pays limitrophes. Certaines institutions incluent également la visite de la MHE dans leur programme d'entrée en service pour les nouveaux fonctionnaires mais de nombreux groupes de « nouveaux » pensionnés font également partie du public. La MHE

propose également un programme d'événements, comme par exemple des nocturnes ainsi qu'un programme « famille » pour les enfants âgés de 6 à 10 ans. À travers des jeux de rôle, ils vont voyager dans le temps à travers les différentes périodes du passé de l'Europe. La Maison organise également certaines expositions temporaires. La prochaine de celles-ci se déroulera du 18 février 2023 au 14 janvier 2024 et aura pour thème : « Jeter, histoire d'une crise contemporaine ». Une initiative qui met en lumière l'histoire cachée des déchets en Europe et son importance comme marqueur de changement social. Certainement l'aspect le plus visible et matériel de la crise environnementale qui nous menace. ■



Maison de l'histoire européenne

Rue Belliard, 135 (dans le Parc Léopold)
1000 Bruxelles

Ouvert 7 j/7 ■ lundi : 13:00 - 18:00
■ mardi-vendredi : 09:00 - 18:00
■ samedi-dimanche : 10:00 - 18:00

Entrée gratuite

Pas de réservation sauf pour les groupes
à partir de 10 personnes

Tél. 02 283 12 20

*S'interroger
sur l'histoire
de l'Europe.*

L'Art dans le Berlaymont

« L'Europe est une culture ou elle n'est pas »,

Denis de Rougemont.



▲ de g à dr. Kitty Kamp, Philippe Loir et Lucia Palomina

Pour en savoir plus sur cette collection et son histoire, APROPOS a rencontré Lucia Palomina et Kitty Kamp (secteur Communication de l'OIB), qui administrent cette importante collection.

La Commission a-t-elle choisi les œuvres exposées ? Si oui, selon quels critères ? Ont-elles été imposées par les États Membres ?

« Dès l'ouverture du Berlaymont en 2004, j'ai souhaité que ce bâtiment soit aussi le symbole de notre attachement à la dimension culturelle de la construction européenne. Les centaines d'œuvre d'art moderne réunies en ce lieu témoignent de la vitalité de la création européenne » a déclaré le président de la Commission européenne José Manuel Barroso en inaugurant la collection d'art au Berlaymont en mai 2006. C'est suite à une sollicitation du commissaire européen de la Culture, Jàn Figel, que les ministres européens de la Culture de tous les États membres avaient répondu avec enthousiasme à cette époque en prêtant à la Commission 325 œuvres d'art contemporain (peintures, sculptures, gravures, dessins, posters, tissus) réalisées par des artistes de tous les coins de l'Europe. Ces nombreuses œuvres, qui sont gérées par l'OIB, ont trouvé leur place dans les beaux espaces du Berlaymont rénové où tous les visiteurs peuvent les contempler.

Les États membres nous ont proposé un certain nombre d'œuvres parmi lesquelles la Commission, aidée par un expert en art, a fait des choix. Des critères esthétiques ont guidé ces choix, ce qui n'est pas toujours facile avec des œuvres résolument contemporaines. Des critères pratiques se sont ajoutés car, par exemple, nous ne voulions pas choisir des œuvres de trop grandes dimensions pour les cloisons disponibles ou qui ne correspondaient pas à l'esprit des lieux. Ces choix faits, il a fallu établir les contrats de prêt avec les États prêteurs comportant entre autres, les garanties d'assurances et les droits de reproduction de l'image qui furent discutés avec chaque artiste. Les œuvres une fois rassemblées au Berlaymont, il a fallu leur trouver les emplacements qui leur convenaient, taille du support, éclairage et cohérence entre les œuvres exposées sur un même mur. Nous ne voulions pas d'un accrochage par pays. Il aurait été contraire à notre conception de la diversité et de la richesse de la culture

dans tous les pays européens. Puis, les techniciens de l'OIB sont venus placer les cimaises aux bons endroits sur les 14 niveaux du Berlaymont et enfin le premier accrochage a pu être réalisé !

Cette exposition s'est appelée « Berlaymont- Summa Artis 2 ». Avec la DG EAC, l'Office des Publications et le Protocole, nous en avons tiré deux beaux catalogues d'art que la présidente et les commissaires peuvent offrir à leurs visiteurs de marque.



Comment avez-vous réparti les œuvres dans l'immense Berlaymont ?

Les principales œuvres sont exposées au rez-de-chaussée, dans la salle de presse ainsi que dans les grands halls circulaires au croisement des étages. Les hauts volumes de ces halls avec leurs ouvertures à mi-hauteur et leurs balcons se prêtent bien à un aménagement dynamique des tableaux et à leur contemplation silencieuse. Au rez-de-chaussée, dans l'espace presse, se trouve une des œuvres les



plus connues de l'artiste belge Roger Somville, une tapisserie murale « Le Triomphe de la Paix » qui symbolise la solidarité des peuples du monde entier pour la paix et la justice sociale d'une manière épique et monumentale dans des couleurs contrastées et chatoyantes.

Une collection de 270 œuvres, un reflet de la réalité artistique européenne.

Comment la collection a-t-elle évolué depuis son installation ?

Déjà un tiers des œuvres ont été remplacées, certains États membres ont demandé à récupérer des œuvres dont la cote avait beaucoup augmenté depuis leur prêt à la Commission, d'autres ont été données. Le dynamisme de la collection peut être considéré comme un reflet de la réalité artistique européenne. Actuellement, elle comporte quelque 270 œuvres. Nous avons aussi revu tous les contrats pour les transformer en prêts à durée indéterminée, ce qui assure une belle permanence à la collection. Ensuite, l'OIB a signé un contrat cadre pour la conservation des œuvres d'art, ce qui nous a permis de faire un nettoyage approfondi de la collection et des travaux de restaura-

tion sur plusieurs œuvres en relation avec les administrations nationales et, le cas échéant, avec les assurances. J'en veux pour exemple les sculptures en bronze qui se trouvent à l'entrée du Charlemagne. Après tout un travail de recherche, nous avons pu retrouver et avoir l'accord des ayants droits de l'artiste, Julien René, qui était décédé, et ainsi travailler avec les fonderies de Tubize qui avaient réalisé les originaux. Ce fut une expérience longue mais passionnante qui nous a mis en contact avec des personnes très intéressantes dans le domaine de l'art.

Cette collection est-elle ouverte au public ?

Tout le personnel de la Commission et des autres institutions qui visite le Berlaymont peut admirer ces œuvres ainsi que leurs visiteurs externes et les journalistes accrédités. Le grand public peut aussi les voir, au moins en partie, lors des Journées Portes ouvertes autour du 9 mai chaque année. Il est important que toutes les œuvres que nous présentons ne soient pas confinées dans des musées ou des galeries mais participent par leur présence à la vie intense du bâtiment.

Quand vous traversez le Berlaymont, accordez-leur un moment de contemplation. Elles ont toutes une histoire à raconter car comme disait le peintre Degas aux artistes : « L'art n'est pas ce que vous voyez mais ce que vous faites voir aux autres. » ■

Le catalogue «Berlaymont Summa Artis II» est disponible sur le site de l'Office des Publications : op.europa.eu



©OP

« Grâce à la musique, on apprend à écouter l'autre »

Extraits de l'interview de Bernard de Launoit
par Emmanuelle Jowa paru dans Paris Match le 14 avril 2022.



Vous œuvrez depuis 2004 à la tête de la Chapelle musicale Reine Élisabeth, dont vous êtes le CEO et président exécutif.

Que reprenez-vous de ces années ?

Bernard de Launoit. Nous avons complètement restructuré le contenu, ensuite le contenant, avec un nouveau programme plus en phase avec le monde actuel. Nous nous sommes adaptés à une époque nouvelle tout en conservant les grands principes à l'origine de la Chapelle : les missions de transmission à travers le compagnonnage d'une génération à l'autre, avec maîtres et jeunes talents. Au fil des ans, le projet a grandi. D'une vingtaine de jeunes, nous sommes passés à quatre-vingts, et de vingt à trente nationalités différentes chaque année. En 2015, nous avons inauguré de nouvelles installations, dont une aile contemporaine incluant notamment des facilités de logement. La résidence d'artistes est l'une des spécificités de la Chapelle, avec les lieux de travail, les salles de musique et de concert. Depuis 2015, elle est aussi devenue au-delà de son rôle de formation, un diffuseur

*Trente nationalités
différentes
chaque année.*

Licencié en sciences économiques à l'Université libre de Bruxelles, Bernard de Launoit entame sa carrière comme assistant au Muhka (Musée d'art contemporain d'Anvers) et travaille ensuite pour la galerie Isy Brachot (Bruxelles et Paris), spécialisée dans la peinture surréaliste belge. Il sera, de 1994 à 1999, administrateur délégué de Christie's Belgium. Il rejoindra l'Orchestre des Champs-Élysées de Philippe Herreweghe à Paris et sera l'un des fondateurs et le vice-président de la Fondation Magritte, créée en 2000 et partenaire dans la création du Musée Magritte. Il est également producteur d'une centaine de documentaires (notamment à travers Alizé Production, à Bruxelles). Parmi ceux-ci, la plus grande expédition jamais filmée à l'Everest, lors du cinquantième anniversaire de la première ascension, en 2003. En tant que producteur toujours, il reçoit en 2014 un Magritte du premier Film pour « Une chanson pour ma mère », de Joël Franka. Le film documentaire « La Belge Histoire de Cannes », d'Henri de Gerlache, sera sélectionné à Cannes en 2017. Il préside par ailleurs Exploration du Monde depuis 2006. Passionné de musique, il est depuis 2004 CEO de la Chapelle musicale Reine Élisabeth. Il a présidé l'Orchestre royal de chambre de Wallonie de 2007 à 2020, a été nommé administrateur du concours Reine Élisabeth en 2013 et est devenu en mai 2015 président du conseil d'administration de la Chapelle musicale.

reconnu par la Fédération Wallonie-Bruxelles en tant qu'institution à caractère également fédéral, qui existe depuis plus de quatre-vingt ans.

La Chapelle bénéficie d'une réputation internationale qui va croissant.

Quels profils ont les talents qui vous rejoignent ?

Bernard de Launoit. C'est aujourd'hui une des plus grandes institutions de ce type dans le monde, un centre d'excellence musicale. Nous formons des «post-masters», des musiciens sortis du cycle universitaire et ayant déjà un pied dans un début de carrière, qui viennent à la Chapelle pour un dernier polissage. Ce que nous appelons l'«artist diploma» est la finalité de ce post-master : à savoir, la fin d'un cycle à la Chapelle, avec un projet de concert proposé par le jeune.

Le Chapelle est connue dans le monde entier.

Bernard de Launoit. Nous organisons 250 concerts par an. Nous travaillons avec des producteurs en Belgique et à l'étranger, et notamment en Amérique du Nord. Nous avons donné récemment notre premier concert à Washington depuis deux ans. Dès février 2020, au début de la crise sanitaire, tout avait dû être annulé. Nous avons des activités sur la côte Est des États-Unis, au Canada, à Montréal et au Québec, et nous entretenons des partenariats un peu plus surprenants, avec Abu Dhabi, Mumbai en Inde, mais aussi au Japon, en Corée et en Chine. Et puis, bien sûr, en Europe, avec la France, l'Italie, l'Allemagne, la Suisse, l'Espagne ou encore les Pays-Bas. De manière générale, notre mission est aussi de faire circuler les jeunes que nous formons en Belgique et à l'étranger.

Y a-t-il des quotas parmi les nationalités recrutées ?

Bernard de Launoit. Nous n'appliquons pas de quotas. Les sélections s'opèrent uniquement sur la base du potentiel de jeune. On compte une majorité d'Européens, de plus en plus de Nord-Américains et toujours une quantité significative d'Asiatiques : Coréens, Japonais, Chinois. La



Chapelle est un lieu de rencontre et de partage où toute culture, toute origine est naturellement acceptée et où la diversité est encouragée. À travers son expérience de vie, chacun participe à créer un petit univers et contribue à ce village global.

Y a-t-il des profils types de musiciens qui sont accueillis à la Chapelle musicale ?

Bernard de Launoit. Ce sont tous des artistes, des jeunes plongés dans la musique souvent depuis la plus petite enfance. La musique fait partie intégrante de leur vie. Ils ont tous une personnalité forte et unique.

Leur background culturel induit-il forcément un contexte socio-économique plus favorable que la moyenne ?

Bernard de Launoit. Économique, non, culturel sans doute dans le sens où il y a des pays en Europe, comme la Belgique, où l'on n'apprend pas ou très peu la musique à l'école. Mais je peux vous dire que parmi nos élèves, certains, venant de pays où la musique s'apprend très tôt comme en Europe de l'Est ou en Asie, sont issus de toutes les catégories sociales, et donc aussi moins favorisés.

L'apprentissage de la musique crée un terrain favorable et structure l'esprit.



Share emotions!
Support rising talents!

Support us



POWERED BY **IRaiser**



Membership & Funding Department
+32 (0) 2 352 01 16 - funding@musicchapel.org
IBAN : BE20 3101 2393 3956 - BIC BBRUBESB

*Souvent,
les musiciens ob-
tiennent
de bons résultats
à l'école.*

En revanche, leur contexte familial est sans doute d'un niveau culturel et d'éducation plus élevé ?

Bernard de Launoit. En Chine, des dizaines de millions de gens pratiquent le piano. La plupart d'entre eux ne sont pas issus d'un milieu social privilégié, ils bénéficient d'aides ou de bourses. Il est vrai qu'ils viennent souvent d'un environnement intellectuel et artistique. D'autres ont des parents qui sont musiciens dans des orchestres au fin fond de l'Ukraine, de la Bulgarie ou de la Roumanie. Ce sont des environnements sociaux très divers, mais dans lesquels on trouve ce point commun: on y suscite une envie, un don, on a l'intelligence de les pousser dans cette direction.

Vous défendez ardemment cette éducation par la musique.

Bernard de Launoit. Grâce à la musique, on apprend à écouter l'autre. À travers les chorales Equinox¹, on s'adresse à des populations de jeunes qui n'y ont pas un accès immédiat. La

musique est un langage. Son apprentissage crée un terreau favorable et structure l'esprit. Chez les enfants du juge, par exemple, on constate une amélioration claire de la vie scolaire et quotidienne. Souvent, d'ailleurs, les musiciens obtiennent de bons résultats à l'école car ils ont appris à travailler à différents niveaux et leurs cerveaux fonctionnent assez rapidement.

Sans parler de l'association aux mathématiques.

Bernard de Launoit. On pourrait citer dans ce sens la musique de Bach, très structurée. On pourrait parler plus largement des liens entre apprentissage musical et matières scientifiques, ou même informatiques.

La reine Paola est la présidente d'honneur de la Chapelle musicale. Que sait-on trop peu encore de son soutien à la musique ?

Bernard de Launoit. La reine Paola est une femme sensible aux arts. La musique est donc

¹ Equinox se consacre à la création, au développement et à la promotion de chorales composées de voix n'ayant, a priori, pas ou plus accès à un encadrement musical de qualité. Il existe par exemple une chorale Equinox au sein d'une école spécialisée pour adolescents atteints d'autisme.

également un centre d'intérêt pour elle. Dans le cas de la Chapelle, elle démontre, comme pour sa propre fondation, un intérêt pour la jeunesse et l'éducation. Elle est notre présidente d'honneur depuis 2009. Pendant toutes ces années, elle a été présente de manière régulière lors de cours, de concerts ou de remises de diplômes. Ses visites ont le plus souvent été discrètes, comme l'étaient celles de la reine Élisabeth en son temps.

De quels projets rêvez-vous ?

Bernard de Launoit. Le bicentenaire de la Belgique sera célébré en 2030. J'aimerais produire des sujets autour de cet anniversaire, évoquer l'histoire de ce pays né des décombres de 1815. Certaines initiatives seront en quête de financements indépendants.

Si vous aviez une carte blanche, qu'aimeriez-vous faire évoluer dans le monde de l'art ?

Bernard de Launoit. Il y a beaucoup à faire sur le statut de l'artiste. D'autres pays comme la France et son exception culturelle sont beaucoup plus avancés que nous sur ce plan. Le statut de l'artiste y est consacré. Ceux-ci vivent des moments très inspirants alternant avec d'autres plus difficiles. Le statut permet de lisser cela dans le temps. Ces questions sont analysées dans les fédérations des arts du spectacle dont nous sommes membres et le relais se fait au niveau politique. Je voudrais aussi qu'on puisse remédier à l'injustice sociale concernant l'accès à la culture. Il faut que chacun y soit sensibilisé par l'éducation. ■

Un lieu de rencontre et de partage où toute culture, toute origine est naturellement acceptée.

FR | APPEL À CONTRIBUTIONS

Vous désirez envoyer une contribution personnelle sur un sujet d'intérêt européen (politique, économie, culture, ...)?

Vous désirez réagir à un article qui a été publié dans Apropos ?

Envoyez-moi un courriel ou écrivez au secrétariat de l'AIACE-Belgique.

Vos contributions ne doivent pas excéder 1.200 mots. Elles seront publiées sous réserve de l'accord du Comité de rédaction.

NL / UW BIJDRAGEN GRAAG !

Wilt u een persoonlijke bijdrage insturen over een onderwerp van Europees belang (op politiek, economisch, cultureel of ander vlak) ?

Wilt u reageren op een artikel dat in Apropos is verschenen ?

Stuur mij dan een mail of schrijf naar het secretariaat van de AIACE-België.

Uw bijdragen mogen ten hoogste 1.200 woorden omvatten. Zij zullen worden gepubliceerd onder het voorbehoud van instemming van het redactiecomité.

DE | AUFRUF ZU BEITRÄGEN

Sie möchten einen persönlichen Beitrag zu einem Thema von europäischem Interesse (politisch, wirtschaftlich, kulturell) senden ?

Sie möchten sich zu einem Artikel äußern, der im Apropos veröffentlicht wurde ?

Senden Sie mir eine E-Mail oder schreiben Sie an das Sekretariat der AIACE-Belgien.

Ihre Beiträge sollten 1.200 Wörter nicht überschreiten. Sie werden vorbehaltlich Zustimmung des Redaktionskomitees veröffentlicht.

EN | CALL FOR CONTRIBUTIONS

You would like to send a personal contribution on a matter of European interest (political, economic, cultural ...)?

You might like to react to an article appearing in Apropos ?

Send me an e-mail or write to me at the AIACE-Belgium.

Contributions must not exceed 1.200 words. They will be published subject to the agreement of the editorial Committee.

L'Homo Numericus de Daniel Cohen

par Jean-Pierre Dubois
Ancien fonctionnaire à la
Commission, DG Concurrence,
Service juridique,
DG Développement

Daniel Cohen est président de l'École d'économie de Paris. Dans son dernier livre « Homo Numericus, la civilisation qui vient », il dresse un tableau plutôt critique et pessimiste de la révolution numérique dans laquelle nous sommes entrés. Celle-ci « porte à son paroxysme la désintégration des institutions qui structuraient la société industrielle, qu'il s'agisse des entreprises elles-mêmes, des syndicats, des partis politiques ou des médias ».

Il montre que l'exposition plusieurs heures par jour aux écrans, en particulier chez les jeunes, diminue les capacités cognitives et la concentration. L'addiction aux réseaux sociaux a des conséquences désastreuses sur le développement psychique. Mais Daniel

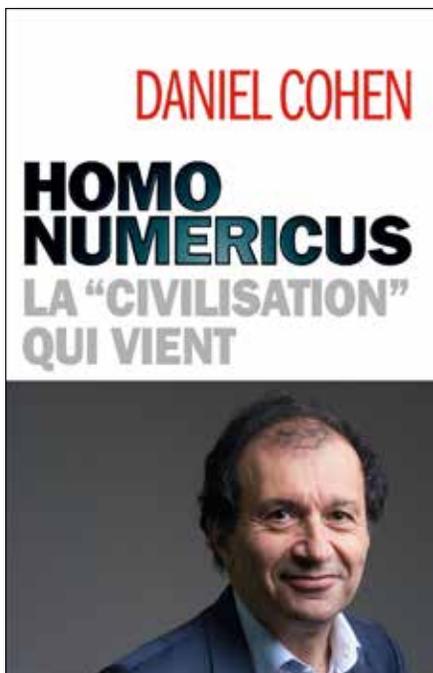
Cohen ne s'arrête pas à l'analyse des effets pervers des écrans sur les esprits et pas seulement les plus jeunes. L'espoir que portait l'avènement de l'ère numérique, d'un monde connecté à l'infini dans tous les domaines, ne s'est pas réalisé : « Ce qu'on découvre, c'est la post-vérité, l'archipellisation, la croissance appauvrissante. Les réseaux sociaux étaient censés remédier à la solitude sociale, ils l'ont aggravée ».

Les réseaux sociaux souvent critiqués

Les entreprises ne joueraient plus le rôle intégrateur qu'elles ont joué dans les années soixante. Le développement du télétravail, s'il a eu des avantages, a aussi isolé les salariés avec des conséquences psychosociales graves et analysées. D'une manière plus générale, la révolution numérique tend à limiter les interactions humaines, et ceci dans de nombreux domaines de l'activité sociale et économique (téléachat, télémedecine, éducation, etc.). « La conséquence politiquement la plus importante de ce processus est l'érosion continue de la classe moyenne ». Il voit dans cette évolution une des sources des populismes identitaires qui grandissent actuellement dans les démocraties occidentales : « L'aversion à l'égard du reste de la société qui résulte elle-même de la raréfaction des liens sociaux, crée

une pulsion identitaire qui l'emporte sur les questions classiques de classes sociales et de redistribution », et qui se cristallise sur le refus de l'immigration c'est-à-dire la crainte de perte d'identité.

On en arrive à l'examen des réseaux sociaux. Meilleure et pire des choses, nul ne peut ignorer le rôle émancipateur qu'ils ont joué dans les printemps arabes, la révolution démocratique en Ukraine, Me Too ou Black lives matter ... De même ils continuent de jouer un rôle essentiel à l'intérieur des régimes autocratiques ou dictatoriaux (Russie, Iran, Chine) quand ils ne sont pas simplement muselés. En revanche, dans les pays démocratiques, ils ne sont pas parvenus à créer un espace délibératif apaisé : « La révolution numérique n'est pas la cause directe de la tension qui se propage dans la société, mais elle lui offre une caisse de résonance sans précédent ... C'est un individualisme collectif qui voit le jour, où l'on épouse l'identité d'un groupe à son image ». On ne peut évidemment imputer aux seuls réseaux sociaux la montée du populisme dans les pays démocratiques ; on a cependant pu démontrer « la responsabilité directe des réseaux sociaux dans la culture de la haine ». Daniel Cohen pose donc la question : « Comment saisir ce paradoxe imprévu d'une technologie faite pour rendre possible de converser avec autrui, ... qui en est venue à instaurer un régime pratiquement inverse, de « fake news », de violence et de haine ? »



Homo Numericus, la « civilisation » qui vient de Daniel Cohen
Albin Michel, 2022
240 pages.



« Les réseaux sociaux étaient censés remédier à la solitude sociale, ils l'ont aggravée ».

Le rôle de l'Union dans la réglementation des plates-formes

Sa conclusion : « On voit dessiner le paradoxe central de la société numérique. Elle fait naître une aspiration à la discussion ouverte mais s'avère incapable d'organiser la confrontation nécessaire d'idées contraires ». De plus, il est peu discuté qu'une longue pratique de la violence sans limites et anonyme sur le net a des conséquences quand on en vient à l'exercice des processus démocratiques, en exacerbant les positions les plus extrêmes et en affaiblissant le rôle des institutions, y compris les partis politiques. La montée rapide de certains partis d'extrême-droite dans des pays européens (Suède, France, Italie) doit certainement une partie de sa survenue sur la scène politique à la virulence des réseaux sociaux. C'est un point que Daniel Cohen ne développe pas directement ; mais son livre, nourri de nombreuses références d'études américaines et européennes, donne à réfléchir sur l'influence négative de certains aspects de l'ère numérique sur la vie sociale et politique dans nos pays démocratiques.

Un aspect qu'il n'aborde pas est celui des contrôles sur les grandes entreprises qui dominent le net, les fameuses GAFA (Google, Amazon,

Facebook, Apple), mais aussi sur tous les acteurs de la vie en ligne. Or, la puissance de ces entreprises - le contenu clivant des algorithmes qu'elles utilisent -, attise la défiance et la haine. Les institutions européennes ont, en 2022, définitivement adopté deux textes visant précisément à réglementer les acteurs du net. C'est d'abord le Digital Markets Act, qui vise à contrôler le comportement concurrentiel des plates-formes dominantes. Mais c'est surtout le Digital Services Act, qui vise à réguler internet.

Le commissaire Thierry Breton, principal artisan du Digital Services Act, l'explique en ces termes : « ... les actes délictueux doivent être prohibés dans le monde virtuel tout comme dans le monde réel ... Cet enjeu est essentiel pour l'avenir de nos démocraties ; aujourd'hui, l'Europe se dote des outils nécessaires pour poursuivre les actes délictueux en ligne : appels à la haine, harcèlement en meutes, incitation au terrorisme, pédopornographie, fausses nouvelles, contrefaçon ... ». Les plates-formes seront soumises à des obligations graduées, avec de lourdes sanctions à la clé, et une mise en œuvre complexe par la Commission et les États membres. Ce texte est entré en vigueur en novembre 2022. ■

FR Vous avez lu récemment un livre, un roman, un essai, une biographie, une nouvelle, un recueil de poésies ? Ils avaient trait à l'Europe, à l'actualité, à notre société, à la culture ? Pourquoi ne pas partager vos impressions en proposant une critique de ces ouvrages ? Ceci pourrait être d'un grand intérêt pour nos lecteurs.

EN Have you recently read a book, a novel, an essay, a biography, a short story, a collection of poems? Did they deal with Europe, current affairs, our society, culture? Why not share your impressions by offering a review of these works? This could be of great interest to our readers.

DE Haben Sie kürzlich ein Buch, einen Roman, einen Essay, eine Biografie, eine Kurzgeschichte oder einen Gedichtband gelesen? Hatten sie etwas mit Europa, mit aktuellen Ereignissen, mit unserer Gesellschaft oder mit Kultur zu tun? Warum teilen Sie Ihre Eindrücke nicht mit anderen, indem Sie eine Rezension dieser Werke vorschlagen? Dies könnte für unsere Leser von großem Interesse sein.

NL Heeft u onlangs een boek gelezen, een roman, een essay, een biografie, een kort verhaal, een gedichtenbundel? Gingen ze over Europa, actualiteit, onze maatschappij, cultuur? Waarom deelt u uw indrukken niet door deze werken te beoordelen? Dit kan van groot belang zijn voor onze lezers.

monique.theatre@gmail.com

« À vélo sans âge » ou les balades en cyclopousse de Timothy Cooper

par Miriam Tessens,
journaliste Commission en Direct



▲ Première balade en cyclopousse de Timothy - remarquez la crevaision!

Timothy Cooper - traducteur à la DGT nouvellement retraité - est un homme loquace, reconnu pour son franc-parler, mais aussi pour ses actions. Vous vous souvenez peut-être de l'une ou l'autre de ses demandes de correction d'une erreur linguistique, mais à l'extérieur de la Commission aussi il essaie d'améliorer le monde. À Bruxelles, il a participé au développement de « À vélo sans âge », une initiative qui permet aux personnes âgées moins mobiles de prendre un bol d'air frais le temps d'une balade en cyclopousse.

« Je suis partisan de l'action directe », dit Timothy. « Quand quelque chose ne se fera pas sans moi, au lieu de me plaindre, je me retrousse les manches. » C'est pourquoi il transporte une petite pelle et une brosse dans sa sacoche - le prochain cycliste de passage ne devrait pas crever un pneu à cause d'un verre cassé ! -, corrige des erreurs sur Wikipédia et participe au développement de « À vélo sans âge » à Bruxelles, pour permettre à des bénévoles de « piloter » un cyclopousse pour des personnes âgées. « Beaucoup de personnes à mobilité réduite n'ont pas pu sortir de la maison depuis des années ! La pensée que

c'est à cause d'un manque d'aide m'attriste », dit-il. « Je savais que ces balades feraient énormément de bien à beaucoup de personnes ».

« Les sourires de mes passagers me font grand plaisir ».

Le vent dans les cheveux

Cycling Without Age débute au Danemark en 2012. L'initiative se répand à travers le monde alors que la Belgique est à la traîne. En 2016, Timothy lit un article à ce sujet dans le bulletin du GRACQ, le Groupe de recherche et d'action des cyclistes quotidiens. Il prend contact avec l'initiateur du projet en Belgique, un Hongrois collectionneur de rickshaws authentiques en provenance d'Asie, qui lui prête un de ses engins. « Par la suite, je me suis rendu dans la maison de repos la plus proche de l'immeuble de la DGT pour proposer le projet à la directrice », se souvient Timothy. Sa réponse : « C'est merveilleux, quand pouvez-vous commencer ? » Il a une crevaision lors de sa première balade, « mais ma passagère était quand même très enthousiaste », dit Timothy en riant. Cela ne le décourage pas d'offrir des balades hebdomadaires d'une demi-heure pendant sa pause-déjeuner, et plus tard - quand il travaille à mi-temps et après avoir pris sa retraite - plusieurs balades l'une après l'autre au cours de l'après-midi. Il répond clairement à une demande latente, parce que « une fois que les résidents étaient au courant des promenades en cyclopousse, il y avait souvent une liste d'attente ».

Quoique Timothy offre également des sorties vers la banque ou la bibliothèque, jusqu'à présent il n'a effectué que des promenades de plaisance. « Mes passagers veulent simplement sentir le vent dans les cheveux, ou regarder les oiseaux, les fleurs, les nuages et les arbres », explique Timothy. Il passe souvent par des quartiers résidentiels parce que les résidents des maisons de repos

adorent voir les jardins, ou bavarder avec les passants, qui prennent eux aussi du plaisir à voir quelque chose hors du commun et souvent lèvent le pouce en signe d'encouragement. « Les réactions et les sourires de mes passagers me font grand plaisir », dit-il. « Quand on voit la différence que cela fait dans leurs vies, on partage leur bonheur ».

« Les aînés apprécient la sensation du vent dans les cheveux ».

Développer le projet

Après sa première réussite, Timothy étend son projet à plusieurs autres maisons de repos des secteurs publiques et privés à Bruxelles, dont certaines ont entretemps acheté leur propre cyclo-pousse. Cependant, pour pouvoir offrir plus de balades, Timothy a besoin d'autres bénévoles pour « piloter » les cyclo-pousses. « Le premier rickshaw que j'ai emprunté n'était pas du tout facile à conduire », dit-il. « La selle n'était pas réglable, il n'y avait pas d'assistance électrique, et on avait du mal à faire monter des passagers handicapés sur le siège. C'est pourquoi je l'ai rendu et j'ai fait une collecte de fonds pour acheter un nouveau cyclo-pousse adapté à cet usage ». « Le nouveau cyclo-pousse dispose d'un repose-pied amovible, ce qui facilite énormément la montée à bord du véhicule par des personnes qui se déplacent à l'aide d'une canne ou d'un fauteuil roulant. Et grâce à l'assistance électrique, il est aussi beaucoup moins épuisant pour les « pilotes ». On n'a pas besoin d'être athlète pour se porter bénévole ». D'ailleurs, Timothy souligne qu'on roule très lentement - « les passagers ne cherchent pas l'adrénaline ! » - et on peut plus facilement s'équilibrer sur un cyclo-pousse à trois roues que sur une bicyclette.

Néanmoins, la recherche de bénévoles reste un des plus grands défis du projet, selon Timothy, ainsi que la levée de fonds pour acheter plus de cyclo-pousses. Entretemps, plusieurs autres personnes et organisations à Bruxelles ont créé leur propre section locale de Cycling Without Age ; quelquefois ils demandent des conseils à Timothy, ou essaient son cyclo-pousse avant d'acheter le leur. « On rencontre aussi d'autres problèmes », dit-il, « comme par exemple trouver des endroits pour garer et recharger les



▲ Le cyclo-pousse électrique acheté grâce à une collecte de fonds

cyclo-pousses, ou des vélocistes prêts à les réparer, le détaillant le plus proche se trouvant à Louvain - assez loin de Bruxelles ! » Mais pour Timothy il ne s'agit que de problèmes mineurs. C'est pourquoi, à court terme, il désire se concentrer sur la recherche de bénévoles parmi le personnel de la Commission, acheter de nouveaux cyclo-pousses, et aider d'autres personnes à créer leur propre section locale de Cycling Without Age auprès d'autres maisons de repos. À cette fin, il a récemment créé un site web pour la Belgique en langue française. « L'ambition ultime est que chaque maison de repos au monde ait accès à un cyclo-pousse », dit Timothy, « de telle façon qu'on ne se retournera plus quand on voit des personnes âgées se promener en cyclo-pousse, parce qu'il ne s'agira plus de quelque chose hors du commun, mais d'un acte quotidien ». ■

À VÉLO SANS ÂGE EN BELGIQUE

Offrir aux personnes dépendantes des promenades en cyclo-pousse, au grand air et en toute sécurité, tel est le but de À vélo sans âge. L'objectif est triple : redonner aux aînés et personnes à mobilité réduite le droit de vivre la ville et la nature, créer un pont entre les générations avec les pilotes bénévoles et favoriser les rencontres. À Bruxelles, l'initiative a commencé à Evere et Woluwe-Saint-Lambert, s'est propagée à Jette, Schaerbeek et Woluwe-Saint-Pierre, et viendra bientôt à Auderghem. Il existe aussi plusieurs projets en Wallonie. En Flandre, 'Fietsen zonder leeftijd' est soutenu par Mobiel 21.

avelosansage.be
fietsenzonderleeftijd.be

Jacques Lecomte, globe-trotter invétéré

par Monique Théâtre
Rédactrice en chef



Entre deux avions, A propos a rencontré notre ancien collègue Jacques Lecomte, à l'aube de ses 85 ans.

Vous nous dites avoir eu de la chance trois fois dans votre vie, qu'entendez-vous par là ?

Oui, en atteignant 85 ans, je me dis que la première chance est d'avoir la santé. Elle est essentielle et est en partie indépendante de notre volonté. Tout le monde a des petits ou grands bobos, un élément important est de bien les gérer. Un médecin m'a dit, et j'ai beaucoup apprécié sa remarque « je vous donne un avis, mais c'est vous qui décidez ». Les autres éléments pour maintenir une bonne santé dépendent d'une alimentation équilibrée, de ne pas fumer et de faire de l'exercice. La deuxième est d'avoir eu pendant 45 ans une épouse extraordinaire qui m'a souvent aidé et poussé à prendre des décisions. Les plus importantes auront été d'aller vivre à l'étranger ou, de kiné, elle est devenue sans difficulté l'épouse de M. l'Ambassadeur. La troisième est d'avoir été fonctionnaire à

la Commission. Je n'accepte pas ceux qui critiquent notre institution alors qu'ils ont eu une chance immense d'y travailler. La relation entre personnes d'autres nationalités représente un acquis unique. Mais ce n'est pas tout. A la Commission, on crée en permanence, au contraire souvent des administrations nationales, parfois jalouses de notre indépendance d'esprit.

En étant responsable des bureaux de la Commission en dehors de Bruxelles, vous avez été amené à beaucoup voyager. Quels sont vos souvenirs les plus marquants ?

En effet, mes responsabilités m'ont amené plusieurs fois à Tokyo, Washington, New York, Ottawa, San Francisco, Santiago du Chili, Caracas, en Afrique, en Australie, et ailleurs. Les souvenirs ne manquent pas. J'ai eu la chance de rencontrer le président Delors, le chancelier Kohl, Maggie Thatcher, les futurs rois de Belgique et la princesse Astrid, le secrétaire d'État américain James Baker, le ministre belge des affaires étrangères Willy Claes ou encore le président du Parlement européen Enrique Barón. J'ai aussi participé à l'ouverture des offres pour la construction des bureaux de la Commission en Australie. D'autres rencontres ont été marquantes comme celles avec le Pape Jean XXIII ou Fidel Castro. J'ai également eu l'honneur d'accompagner Edmund Wellenstein aux funérailles de Franco en 1975 et d'approcher l'actuel Roi Charles III, à l'époque Prince de Galles. Parmi les nombreux commissaires européens que j'ai côtoyés, certains étaient très intéressants, d'autres beaucoup moins. Et je n'oublie pas non plus les présidents mexicains et

leurs présidents de région, dont certains étaient malheureusement liés au trafic de la drogue ...

Une fois à la retraite, comment avez-vous occupé votre temps ?

La retraite étant devenue une réalité, que faire ? Essayer de chercher des contrats d'active senior avec la Commission comme certains ou couper les ponts ? Même si j'ai travaillé pour des députés européens - j'ai même été sur la liste des élections européennes - et un peu actif dans le cadre des séminaires de préparation à la retraite, l'envie de voyager ne m'a jamais quitté. Avec mon épouse, nous sommes retournés durant 17 ans en Australie, en passant par les États-Unis ou l'Asie. Nous avons voyagé de Cairns à Perth en visitant quasiment tout le pays. Assister au feu d'artifice sur la terrasse de l'opéra de Sydney reste un grand moment. Cela nous a amenés à aller plus de 20 fois à Singapour, avec des arrêts à Hanoï, Hong Kong, Bangkok, Bali, Macao, Penang, la Birmanie et le sud-est de la Chine. Durant plusieurs années, nous avons aussi fait de la voile dans les îles ioniennes. Nous avons fait plus de deux fois le tour du monde avec des arrêts à des endroits insolites comme les Cook Islands ou Tahiti. Mais que faire pour éviter le climat belge durant l'hiver ? Nous avons découvert le sud de l'Espagne et y passons des jours heureux, découvrant un pays exceptionnel avec des villes comme Séville, Malaga ou Cordoue. Que demander de plus ? Je suis comblé et ne remercie jamais assez la Commission de m'avoir permis de vivre une carrière et une retraite aussi intéressantes. ■

«L'Unione europea di fronte alle crisi: sfide e opportunità», Giancarlo Vilella

In questo accattivante libro, tutto ruota intorno a queste tre parole chiave: crisi - sfide - opportunità.

Il volume inizia con il capitolo «Futuro dell'Europa» e si conclude con «Futuro prossimo e venturo», come se descrivesse un'ellissi che si chiude dopo un'affascinante percorso che circoscrive uno spazio ricco di informazioni oggettive, citazioni, riferimenti e riflessioni personali. Ma per definire quest'opera servirebbe *mutatis mutandis* lo stesso principio di precauzione esposto a pagina 62 nel capitolo «Circolazione, legalità ed efficienza nell'emergenza» e a pagina 86 a proposito della definizione dell'azione dei pubblici poteri.

Infatti, ogni definizione di questo volume rischia di essere lacunosa: È un saggio? Sì, ma non solo. È un'analisi politica e storica di quanto accaduto in Europa negli ultimi anni? Sì, ma va oltre. È una narrazione giornalistica? Anche. È una raccolta di riflessioni volte a dare uno spunto per altre riflessioni? Certo, ma anche molto di più.

Queste definizioni sono tutte vere e valide se prese insieme, ma prese singolarmente sono inevitabilmente riduttive perché quest'opera mi sembra molto di più di un saggio.

Nell'introduzione leggiamo: «*Pare ormai accertato e largamente accet-*

tato (anche fra gli euroscettici) che senza l'UE la situazione generale e quella dei singoli paesi sarebbe, in una fase storica ad alto rischio come quella che stiamo vivendo, semplicemente catastrofica». Io penso però che questa narrazione-riflessione sia così ricca di informazioni, completa, realistica ma mai negativa, positiva ma senza trionfalismi, che potrebbe convincere oltre agli euroscettici anche coloro che cedono al «fascino del capro espiatorio» laddove - per queste persone - il «capro espiatorio» è sempre l'UE, anzi l'Europa per tutti i mali del mondo e soprattutto per quelli degli stati membri, in particolare il nostro. Mi spiego. Con gli euroscettici «informati» - se non sono troppo in malafede e non strumentalizzano il loro euroscetticismo per scopi elettorali - si può discutere e questo libro dovrebbe quanto meno farli riflettere e, si spera, farli recedere dalle loro convinzioni.

Al contrario, con le persone che, vuoi per pigrizia mentale, per superficialità, per mancanza di opportunità di cultura, per malafede o per istinto gregario, cedono a quello che io chiamo il «fascino del capro espiatorio» il dialogo si fa più difficile. Infatti, sono convinta che questo volume dovrebbe essere divulgato anche tra di loro e sortirebbe, sicuramente, effetti positivi che potrebbe evitare loro di imboccare questa facile ma fallace scorciatoia di pensiero.

da Raffaella Longoni

Attuale vicepresidente ed ex presidente della sezione



L'Unione europea di fronte alle crisi: sfide e opportunità

Giancarlo Vilella

Edizioni Pendragon, 2022

www.pendragon.it

Il libro parla di crisi, ma anche di sfide e di opportunità e, soprattutto, di speranza per il futuro. E già, perché il coraggio della speranza è figlio della pratica della ragione.

Questo traspare in tutti i capitoli, grazie ad un linguaggio con una forza icastica che dovrebbe convincere euroscettici in buona fede e pessimisti di ogni genere.

LES ANCIENS PUBLIENT

Attenzione: non è un panegirico della costruzione europea. In ogni capitolo ho ritrovato la stessa struttura, lo stesso ritmo in tre tempi: crisi -sfide -opportunità, cioè crisi che generano sfide, sfide che schiudono opportunità ...

Prima viene l'esposto del problema e delle circostanze che lo hanno generato, senza concessioni o attenuanti, poi la descrizione delle azioni intraprese per porvi rimedio, con tutti gli ostacoli insorti e, infine, arriva la nota positiva, sempre, e debitamente documentata. La nota che, appunto, avvalorata la tesi e le ragioni del coraggio della speranza.

Concludo con una citazione sulla forma e una massima sul contenuto di questo libro. Forma e fondo sono

valori distinti ma indissociabili per qualsiasi tipo di messaggio, scritto o orale. La prima, sulla forma. E cito in proposito il penultimo libro di Gianrico Carofiglio, un saggio sull'importanza del linguaggio, intitolato «Con parole precise - breviario di scrittura civile». Certo il saggio del nostro collega non è un libro sull'italiano istituzionale e la sua importanza per il pubblico, ma si tratta pur sempre di un'opera destinata al pubblico, se possibile il più vasto possibile. Carofiglio dice qualcosa che si addice bene all'opera di Giancarlo Vilella: «*Le società vengono costruite e si reggono essenzialmente su una premessa linguistica: sul fatto cioè che dire qualcosa comporti un impegno di verità e di correttezza nei confronti dei destinatari. Occuparsi del linguaggio pubblico e della sua qualità non è un lusso da in-*

tellezzuali o una questione accademica. È un dovere cruciale dell'etica civile».

Concludo citando una massima che trovo perfetta per quest'opera. In effetti, ad ogni iniziativa, individuale o collettiva, che si esprima in un contesto pubblico o privato, attraverso la politica, l'arte, la letteratura, l'impegno civile, volta a rafforzare l'integrazione europea sulla base dei nostri valori comuni e in grado di combattere ogni deriva sovranista, tanto scelleratamente divisiva e anacronistica quanto francamente pericolosa, si addice questa frase bellissima e lapidaria: «*La grandeur d'un métier, c'est avant tout d'unir les hommes*». Antoine de Saint-Exupéry.

Buona lettura! ■

Au Levant de Mons

Le Levant de Mons. Une cité-jardin au nom poétique, le long de la Nationale N90, entre Mons et Binche; construite presque au milieu de nulle part, il y a tout juste cent ans, pour loger le personnel d'un charbonnage. Les scènes du film documentaire *Misère au Borinage* que Joris Ivens et Henri Storck y ont tournées en 1933 en témoignent: le village du Levant

de Mons est assurément un des lieux symboliques de l'histoire industrielle et sociale mouvementée de la région. Mais que subsiste-t-il, un siècle plus tard, du site du charbonnage et de l'architecture de la cité ouvrière? Et qui sont, aujourd'hui, les habitants du Levant de Mons? Le livre *Au Levant de Mons* vous propose de le découvrir. ■

Au Levant de Mons,
de Eddie Bonesire
(ancien traducteur et terminologue au Conseil)
Berlin Brussels Art Projects,
novembre 2022
160 pages, 139 photographies
et illustrations.
A commander par email à :
postmaster@ebonesire.net



O mia patria, sì bella e perduta

par Michel Foucault¹

Ancien responsable des services sociaux de la Commission, trois mandats comme président du Comité du personnel et animateur du Cercle d'Art dramatique des CE.

En cette étouffante après-midi de septembre d'il y a quelque vingt ans de cela, la cité de Vérone était en ébullition. Après l'immanquable sieste, les terrasses des cafés avaient été prises d'assaut, les taxis se frayaient une voie dans la foule à coups de klaxon, les cochers des fiacres faisaient claquer leurs fouets dans l'air surchauffé, énervant encore plus leurs haridelles. Devant l'Hôtel de Capuleti (Capulet), des étrangers avinés et ignares réclamaient à cor et à cri la présence au balcon d'une certaine Giulietta qui ne viendrait jamais. Et puis, vers dix-huit heures, un calme relatif s'établit, les derniers retardataires se hâtaient vers les Arènes. C'est que l'on donnait ce soir-là, après des années de disette, le Nabucco de Verdi et, pour l'occasion, c'est le maestro Riccardo Muti qui serait au pupitre.

La lune de Vérone

Comme de bien entendu, les Arènes étaient comblées; les travées bruisaient d'excitation et l'on avait même, vu l'affluence, installé des sièges supplémentaires rudimentaires. Muti entra, salué comme il se doit, par une ovation. Il en abusait, l'animal, la baguette levée, attendant que cessent les derniers toussotements et le claquement des éventails. Alors, il libéra la foudre et ce fut l'enchantement. Sur le proscenium, discrètement illuminé par «cette obscure clarté qui tombe des étoiles», se succédaient des vagues d'applaudissements. La géniale musique de Verdi, magnifiée par un orchestre en forme olympique, faisait trembler les Arènes comme les murailles de Jéricho et pourtant c'étaient seulement celles de Sion. En fait, on attendait de toute évidence quelque chose, et mieux encore. Et le miracle fut ! Soixante-dix; non, plus; quatre-vingts, non; cent esclaves hébreux, femmes et hommes mêlés, hâves, tristes mais dignes, drapés dans leurs vêtements de misère, prenaient possession de tout l'espace scénique. Quasiment au même instant, déchirant les nuages qui toute l'après-midi avaient fait craindre l'orage, une lune étincelante, ronde, pleine, s'éleva, triomphante, au-dessus des réprouvés. Hors de toute mise en scène, envoyée par le seul Destin. Je le jure, j'y étais, je l'ai vue et j'ai hurlé de bonheur avec la foule. Et les esclaves ont chanté; leur chœur introduit brièvement par les accents émouvants



d'une flûte solitaire, ragaillard, a fait retentir le « Va, pensiero » et sa douloureuse espérance : la Pensée aux ailes dorées, le souvenir de la Patrie, si belle et si perdue. De tels moments peuvent marquer à jamais une vie.

L'Italie qu'on aime

Là où il aurait fallu être, c'était quelques années plus tard, en 2011, à l'Opéra de Rome. On y donnait, eh! oui, Nabucco! A la baguette, de nouveau Riccardo Muti mais dans une autre ambiance; le Gouvernement de Berlusconi venait de couper les crédits destinés à la Culture et dans la salle, artistes, écrivains, intellectuels et mélomanes, étaient tous là unis dans une même réprobation. Est-ce pour cela que les chœurs et l'orchestre ont voulu ce soir-là compenser, corriger ? Le concert était, a-t-on dit, prodigieux, au point qu'au milieu des applaudissements, nombre de voix se sont élevées pour crier «Vive l'Italie» et «Bis! Bis! Bis!». Or les répliques ne sont pas d'usage à l'Opéra. Pourtant Muti, tourné vers le public et demandant le silence, s'est exprimé à peu près en ces termes: «Oui, vive l'Italie! Et n'oublions pas que sans sa culture, un pays perd son âme; l'orchestre et les chœurs l'ont bien fait comprendre ce soir; je suis d'accord pour le «bis», mais à deux conditions: le «Va, pensiero», nous l'interpréterons ensemble; et en mesure, s'il vous plaît». Alors que le Président du Conseil, présent dans la salle, la quittait avec ses gardes du corps, tout le public s'est levé pour chanter à l'unisson. Il y a eu de l'émotion et des larmes et plus de dix minutes d'applaudissements. . .

Fabuleuse Italie, si surprenante. On l'a connue monarchiste, socialiste, fasciste, footballiste, marcelliste, mussoliniste et moraliste, européiste et heureusement toujours artiste. Malgré ses faiblesses et grâce à ses sursauts, cette Italie, ce phare de la civilisation, on l'aime. ■

¹ Décédé inopinément le 25 janvier dernier, quelques semaines après nous avoir fait parvenir cette très belle Tribune libre.

HAINAUT

De l'inanité des frontières passées ...

par Philippe Tabary

Ancien journaliste, ancien administrateur principal à la Commission (DG Agriculture). Écrivain, a publié une vingtaine d'ouvrages et chroniques consacrés au monde rural.



▲ Borne frontière de Bousignies © AIACE

Ce n'est sans doute pas à nous qui avons professionnellement œuvré à démanteler les frontières héritées d'un passé tourmenté qu'il faut dire combien ces limites sont souvent artificielles et toujours quelque peu pernicieuses, ne serait-ce que parce que, en tant que telles, elles suscitent inmanquablement la fraude et appellent à détourner l'attention des vraies causes des disparités ou des retards, pour mieux exalter de bien artificielles fiertés ou une fallacieuse originalité, souvent cher payée sans qu'on s'en rende compte.

Ayant la chance d'habiter le Hainaut, je suis sans doute mieux placé que d'autres pour mesurer l'inanité de ces limites souvent nées d'un rapport

de forces éphémère ou en tout cas très provisoire, le temps d'un traité entre deux guerres que la guerre suivante aurait vite fait de remettre en cause. Dans mon vécu quotidien, lorsque j'étais « bruxellois » comme depuis lors, j'ai été ou je suis souvent en butte à la même incompréhension lorsqu'on me questionne sur mon origine géographique et que je dis que je suis du Hainaut : tout le monde me croit belge, ce qui n'aurait au demeurant rien d'infamant, d'autant que mon village, français et frontalier, fait vis-à-vis avec la commune de Momignies, où du reste travaillent plus de 400 de mes compatriotes.

L'erreur sur mon origine administrative est tout-à-fait compréhensible : le nom Hainaut n'apparaît plus guère que dans quelques noms de localités assez petites côté français, et n'est celui d'aucune division officielle du pays. Il n'a subsisté que dans des dénominations d'associations, généralement culturelles ou sportives, alors que côté belge, il a plus que pignon sur rue ou sur poteau indicateur. Pourtant, Louis XIV n'a phagocyté, entre les Traités des Pyrénées (1659) et de Nimègue (1678) que quelque 40% du Comté historique, dont les titulaires défiaient les souverains et tutoyaient les Empereurs. Et si, à l'époque, la population n'a pas réagi, alors qu'elle se refusait à passer sous la coupe du tout puissant et très belliciste monarque, c'est d'abord parce qu'elle a pensé que tout cela ne durerait pas longtemps et qu'une autre bataille, demain, viendrait corriger l'aberration du moment.

Et puis, le temporaire s'est pérennisé, une douane intempestive est venue séparer les anciennes parties du Hainaut, et elle a duré jusqu'au grand marché unique. Et celle d'avant s'était maintenue et dura jusqu'à la Révolution française, entre Hainaut ancien et territoires perdus. Il faut dire que le Comté ainsi dépecé était exempt de la gabelle et que donc les « faux saulniers » y avaient pignon sur rue ! L'industrialisation, qui mit en jeu des capitaux et des entreprises belges sur le territoire français, et parfois l'inverse, ont un peu gommé cette césure, que les travailleurs frontaliers dans un sens ou dans l'autre selon les époques et les lieux, ont également relativisée.

Pourtant, si on observe le paysage social, humain ou naturel, au gré de ses flâneries, on retrouve bien des souvenirs de ces temps tourmentés où la mauvaise grâce de l'administration n'avait d'égale que celle des hommes, au premier chef quand ils étaient douaniers ! Ainsi, du côté de Bousignies-sur-Roc, charmante bourgade française frontalière, avec quelques dizaines d'habitants, a-t-on récemment assisté, une fois de plus, à un incident diplomatique-clocherlesque : un agriculteur belge voulant étendre l'emprise de son champ sur du terrain voisin et inoccupé a reculé la borne qui limitait sa parcelle. Mais ce faisant, il s'est effrontément étendu sur le territoire français, la borne en question, fleur-de-lysée, étant représentative des limites de l'hexagone et du royaume de Belgique ! Et que dire de ces routes dont le côté droit est dans l'un des pays

et l'autre dans le pays voisin, que ce soit du côté du Val Joly en Avesnois ou dans la métropole lilloise, pour ne citer que ces exemples.

Plus cocasse, avec le recul du temps, la plaque tombale de l'église de Ramousies, près de Sains-du-Nord : on y stigmatise « l'ennemi français » qui a tué misérablement un paroissien. La plaque est restée parlante et, par chance, située dans le mur et non sur le sol, n'a pas subi les injures du temps. Elle fait écho, dans la collégiale d'Avesnes hélas récemment sinistrée, au souvenir de deux amis de l'armée « espagnole » (entendez par là : des Pays-Bas d'Espagne) morts l'un après l'autre, le premier tué par les Français à la Capelle, alors aux confins du Royaume de France, dont c'était du reste une des plus anciennes frontières, remontant à 843. Devant la disparition en terre hostile de son frère d'armes, l'autre soldat mourut de chagrin et une même chapelle les rassembla pour l'éternité.

Passant parfois au travers d'une maison ou d'une rivière au cours nonchalant qui fait ainsi s'agrandir ou se rétrécir l'une ou l'autre entité nationale au gré des intempéries, ou ... de l'empreinte des pieds des bovins qui viennent s'y désaltérer, la frontière montre combien elle est matériellement ... immatérielle. Et pourtant, elle pèse encore dans les esprits à un point que n'auraient pas imaginé les pères fondateurs de l'Europe : c'est ainsi qu'il est encore rare de voir des patents belges se faire soigner dans les établissements de santé français pourtant tout proches, leur réflexe, ou celui de leur caisse maladie, étant d'aller vers Charleroi (70 km !) ; même situation coté français, et même distance, avec Valenciennes plutôt que Chimay. Pour ne citer que cet exemple !

Pourtant, des liens méconnus existent et se perpétuent, souvent nés des heures sombres de l'histoire ; ainsi en est-il de ce dont témoigne le monument aux morts de Momignies, dans la botte du Hainaut belge : aux 13 morts belges côté droit du monument répondent les 14 noms de victimes françaises sur le côté gauche de la pierre bleue commémorative. L'explication est double : pour quelques-uns, il s'agissait de mariages franco-belges avec domicile dans le Royaume : par accord entre les deux pays, les garçons nés de ces unions devaient effectuer leur service dans l'armée française, qui espérait trouver là un des moyens de compenser le dynamisme démographique croissant des Allemands !

Mais surtout, en 1904, une loi française chassa de l'Hexagone les congrégations enseignantes ; c'est ainsi qu'à Momignies on accueillit un pensionnat des frères des écoles chrétiennes qui compta jusqu'à 400 élèves ; avec eux vinrent les religieux, les professeurs attachés à l'établissement, les agents d'entretien et d'encadrement et même certains parents, et tout ce monde s'installa dans la petite cité belge. Lorsque la guerre fut déclarée et que fut lancé à Paris l'appel à l'Union Sacrée, tous les hommes en âge de porter les armes, et parmi eux

plusieurs frères, n'hésitèrent pas un seul instant et retraversèrent la frontière pour se mettre au service de leur patrie. La pierre en garde le souvenir, qui n'est assurément pas le meilleur de ceux qu'on a pu attacher à l'idée et au vécu de la frontière. Mais n'est-ce pas là pour nous, aujourd'hui, une bonne raison de nous rappeler, et de rappeler autour de nous, que l'Europe, celle à laquelle nous avons contribué, c'est d'abord et avant tout la paix sur le Vieux Continent, la plus longue que nous ayons jamais connue. Au point que nous finirions assez facilement par en oublier le prix ! ■



▲ Momignies © AIACE

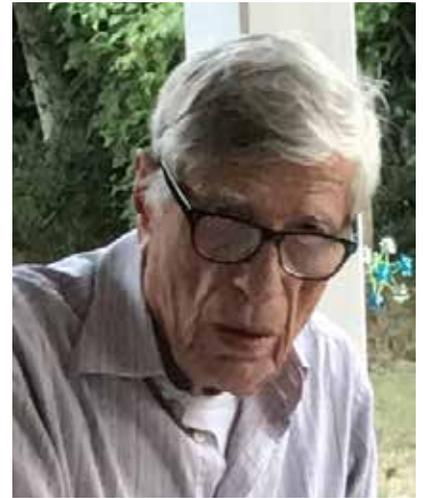
Herman De Lange

Herman De Lange nous a quittés le 5 novembre 2022, à l'âge de 89 ans. Devenu fonctionnaire en 1962, il est resté dans nos institutions jusqu'en 1999, année de son départ à la retraite.

Sa carrière fut longue et variée depuis son affectation à la DG Agriculture, en poste en Israël, conseiller à la délégation à Washington, ensuite chef de Division pour les Relations avec les pays de l'AELE, et enfin chef de délégation à Belgrade avant la désintégration de la Yougoslavie. Au lendemain des changements en Pologne et Hongrie, en 1989, il fut nommé à la tête de la Task Force Phare à la DG RELEX, qui devient plus tard l'Unité de coordination du G-24. Herman était celui qui ouvrait la voie aux nouvelles relations de l'UE avec les pays de l'Est lors des premières missions d'identification au lendemain des bouleversements dans ces pays. Il fut un témoin privilégié de la naissance des nouveaux États issus de l'ex-Yougoslavie. Il portait

une attention particulière aux difficultés de l'Albanie après la chute d'Enver Hodja, ou pendant la crise des pyramides qui vit s'effondrer le système financier en Albanie. Les Balkans lui étaient chers. Il s'est beaucoup investi dans l'octroi de l'aide humanitaire à la Bosnie après la signature de l'accord de Dayton. Il a organisé de nombreuses conférences à très haut niveau et il insufflait à ses équipes une ferveur toujours renouvelée pour poursuivre la construction européenne malgré des épisodes dramatiques comme la guerre en Bosnie ou celle, plus tard du Kosovo.

Herman était typiquement un fonctionnaire qui croyait en la construction européenne quitte à bousculer certaines réticences. Il n'hésitait pas à se rendre directement chez le Commissaire pour le convaincre de la décision importante à prendre; il assumait l'entière responsabilité de ses choix. C'est un grand privilège d'avoir pu travailler avec Herman et d'avoir pu bénéficier de son expérience si riche et de sa liberté de penser, de son franc-parler et de son humour très jovial qui nous entraînait dans d'immenses fous rires ! Il a laissé quelques notes d'adieu, s'adressant directement



à nous : « Je voudrais remercier tout le monde pour la part qu'ils ont apportée à mon existence terrestre : mes anciens collègues encore présents, car j'étais à la retraite depuis vingt ans et de nombreux anciens collègues qui sont déjà décédés, les amis et connaissances qui ont éclairé ma vie, les membres de l'association philosophique, littéraire et néerlandaise qui ont enrichi ma vieillesse au cours des dernières décennies ».

Thérèse Sobieski

CORRIGENDUM

Dans « L'Écrin » n° 98 p. 59, Michel Foucault publiait une Tribune libre intitulée « Le condisciple assassiné ». Il y relatait sa relation de lycée avec Jean Cabut, dit « Cabu », qui figurait parmi les victimes du massacre perpétré au sein de Charlie Hebdo en 2015. Le nom de « Riss » s'est malencontreusement glissé parmi ces victimes. Laurent Sourisseau, dit "Laurent RISS" a en effet échappé au massacre fomenté par les frères Kouachi. Retrouvé au milieu des cadavres et du bain de sang de la rédaction de "Charlie Hebdo", il était en réalité blessé par balle à l'épaule droite ; transporté à l'hôpital en urgence, il a pu assez rapidement

reprendre son activité de dessinateur humoristique. Dans l'amalgame du carnage de janvier 2015, les informations journalistiques citaient RISS parmi les victimes. Il n'en était heureusement rien et c'est avec nos excuses pour cette regrettable méprise que nous saluons celui qui est devenu le directeur de « Charlie Hebdo ».

Dans « L'Écrin » n° 100 p. 60, Robert Cox publiait une critique du livre « Black Sea, the birthplace of civilisation and barbarism » de Neal Ascherson. Il y faisait notamment allusion à « Richelieu » et à son rôle dans la fondation de la ville d'Odes-

sa. Un lecteur attentif nous a judicieusement fait remarquer que cette formulation pouvait faire croire qu'il s'agissait du célèbre cardinal de Richelieu. Or, le duc de Richelieu dont il était question dans l'article descendait d'un neveu du cardinal. Il avait émigré de France en Russie pendant la Révolution française de 1789. Bon administrateur, il avait été gouverneur de la province d'Odessa de 1803 à 1814. Rentré en France, il fut premier ministre sous la Restauration, à partir de 1815.

Merci à nos lecteurs pour l'intérêt qu'ils portent à notre Bulletin et pour leur vigilance !

Michel Foucault (1937-2023)

C'est avec émotion et tristesse que je me joins à tous ceux et celles qui ont connu Michel en tant que collègue, compagnon de la représentation du personnel et ami.

J'ai rencontré Michel au début des années 70 après avoir été muté du CCR Ispra (I) à celui de Petten (NL) à la Division HFR (High Flux reactor). Ayant été élu au Comité local du personnel, je suis devenu membre du CCP (Comité Central du personnel de la Commission). Michel était un des membres essentiels de ce Comité, qu'il a d'ailleurs présidé. Je débutais dans la représentation du personnel à la Commission au CCR dans le même syndicat. C'était un personnage enjoué, bon vivant, sociable, toujours disponible pour parler avec les plus jeunes et leur inculquer les rudiments du « métier ». À cette époque nous cumulions nos fonctions dans un service et celles de représentant du personnel.



Alors que je supportais difficilement ce régime avec des voyages A/R depuis Petten, Michel ne semblait jamais stresser de cet effort physique et intellectuel et agissait dans la bonne humeur avec efficacité et une formidable conviction dans un milieu qu'il rendait accueillant. Sa capacité

d'élocution et de rédaction dans de nombreux domaines était admirée, comme son humour, mais le plus remarquable, c'était surtout son expertise dans la gestion du personnel (devenue les RH), le statut et ses règles qui étaient alors rarement formellement établies, ainsi que le domaine de la politique sociale.

Après ses fonctions à Bruxelles et son activité dans la représentation du personnel, il a décidé de mettre ses talents et connaissances des RH au service du CCR, d'abord à Geel puis à Ispra. C'est dans ses fonctions d'encadrement que nous avons continué à nous rencontrer et travailler sur des dossiers souvent difficiles. Il est retourné à Bruxelles et, une fois pensionné, il est devenu membre de l'AIACE où il a été chargé, entre autres, de la présentation et de la coordination des séances de préparation à la retraite à la Commission. Rédacteur hors pair, il a permis à l'AIACE de se présenter professionnellement de la meilleure façon pendant des années et ce n'est que très récemment qu'il a décidé de laisser son engagement de bénévolat aux plus jeunes. . . des anciens. Hélas, l'épreuve a commencé lorsque Michel a perdu Eugenia, sa femme. Il y a quelques années, une de nos relations communes nous a téléphoné, inquiète de l'absence de Michel à un rendez-vous et de son absence de réponse au téléphone. Raffaella Longoni, toujours rapide et efficace a immédiatement pris l'initiative de prévenir la police bruxelloise et le SAMU qui sont intervenus de toute urgence à son domicile que nous avons rejoint. C'est ainsi qu'il a été sauvé !

Il y a quelques jours, au drink annuel de l'AIACE, invité par Dominique Deshayes, il était là toujours souriant, un verre à la main entouré de plusieurs amis. Nous avons encore plaisanté sur. . . notre santé. . . comme on le faisait si souvent. Il cherchait d'ailleurs un médecin généraliste, car le sien l'avait abandonné. . . ! Comment pouvait-on deviner que c'était notre dernière rencontre ?



Nous les anciens, quand nous sommes ensemble en parlant de nos souvenirs souvent communs, mais aussi de l'avenir, car toujours optimistes. . . nous sommes immortels !

Michel, beaucoup de monde te regrettera, mais tu resteras dans nos mémoires tant que nous pourrons parler de toi, de nos souvenirs et même de nos projets.

Ciao Michel.

Pierre Blanchard

Michel Foucault est décédé inopinément le 25 janvier dernier. Il a été durant plusieurs années membre du Conseil d'administration de l'AIACE Belgique.

Le président ainsi que les membres du CA actuel présentent leurs plus sincères condoléances à la famille de Michel.



*L'AIACE Belgique exprime
ses plus sincères condoléances
aux familles et aux proches*

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
ADRIAANSE Cathelijne	27/02/28	1/09/11	27/11/22	COM
ANDRE Clement	30/04/32	1/05/97	21/11/22	COM
ARIDJIS Laura	7/05/42	1/06/07	29/09/22	COM
AUBENAS Benoit	14/01/34	1/02/99	28/11/22	COM
BARBACINI Piero	24/10/29	1/11/94	11/12/22	COM
BARTON Gerald	20/01/39	1/02/04	30/09/22	COM
BASSETTI Albina	15/05/35	1/03/21	12/12/22	COM
BASSETTI Alberto	31/01/37	1/01/01	17/11/22	COM
BEAUGRAND Michel	21/02/44	1/03/09	28/10/22	COM
BECK Jan Martin	8/02/54	1/01/18	5/10/22	COM
BECKER Mathilde	25/06/41	1/08/04	4/10/22	PE
BELLESE Vilma	12/08/38	1/09/22	31/10/22	CM
BENNINK BOLT Peter	18/04/28	1/05/88	29/11/22	COM
BENSE Gabrielle	26/01/37	1/04/00	26/08/22	CES
BERNALDO DE QUIROS Belen	24/07/55	1/01/18	10/10/22	COM
BIASSONI Rosa	23/05/42	1/04/97	23/10/22	PE
BOZZONE-DAM Lilian	16/03/36	1/04/01	4/12/22	PE
BREULS Christianne	23/02/48	1/09/13	29/09/22	EEAS
BRUNO Luciano	9/01/43	1/02/02	2/10/22	COM
BRYNOVA Ivona	8/04/55	1/05/18	10/09/22	COM
BUFALARI Bruno	1/04/38	1/05/03	8/11/22	COM
BUSACCA Silvio	17/05/38	1/09/01	24/10/22	CC
CLARIE Carmen	12/10/66	1/06/18	8/10/22	COM
COADY Philippa	10/04/48	1/03/11	14/12/22	PE
COLGAN Michael	12/04/45	1/07/15	4/10/22	CES
CROUE Monique	24/09/32	1/09/15	7/10/22	COM
CUNDY Michael	13/07/40	1/08/00	15/11/22	COM
DA RE Anna	16/08/37	1/03/99	1/12/22	PE
DAEUMER Magdalene	9/11/36	1/10/82	22/07/22	COM
DAL MOLIN Giuseppe	18/03/39	1/04/04	30/09/22	PE
DE BACKER Guy	5/01/40	1/09/01	8/10/22	CM
DE BUEGER Jan	17/08/29	1/03/94	15/10/22	COM
DE LANGE Herman	18/12/33	1/01/99	5/11/22	COM
DE MEULDER Leo	14/09/35	1/06/96	28/11/22	COM
DE STORDEUR-LESIRE Jacqueline	21/07/27	1/05/08	14/07/22	COM

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
DEHANDSCHUTTER Veronique	28/06/63	1/05/19	22/09/22	PE
DESGARDES Francois	30/06/29	1/10/90	12/11/22	COM
DESMEDT Andre	25/02/44	1/06/04	23/10/22	COM
DOMIAN Sergio	15/06/32	1/12/92	17/11/22	COM
DRABBE Humbert	30/03/48	1/04/13	6/12/22	COM
DUFRESNE Jacques	5/11/28	1/12/83	7/02/22	COM
EGAN Noel	29/12/56	1/08/02	17/11/22	COM
EISELT Eberhard	10/12/35	1/01/01	10/10/22	COM
ETIENNE Magali	18/07/49	1/11/85	5/11/22	CM
EVARD Georgette	19/03/37	1/11/98	11/10/22	COM
FEJOO EGUILLOR Maria	24/08/58	1/09/20	30/09/22	PE
FIORESE Walter	10/06/51	1/01/13	23/10/22	PE
FRADERA BOSCH Narcis	31/07/53	1/08/13	17/10/22	PE
FULVO Luigi	6/12/45	1/01/05	21/12/22	CM
GAERDIN Per Olof	8/03/42	1/11/03	27/09/22	COM
GASKELL-BULL Janet	21/06/36	1/12/02	1/12/22	COM
GERBAULET Anneliese	4/03/29	1/07/16	30/09/22	COM
GEWISS Claude	17/05/30	1/06/95	22/10/22	COM
GIGLI-GORETTI Alda	13/04/32	1/04/73	20/10/22	COM
GILISQUET Adrienne	9/06/36	1/07/96	16/07/22	COM
GILLARD Monique	14/06/36	1/06/80	9/12/22	COM
GILLIS Pierre	29/04/48	1/09/19	28/09/22	PE
GIOVANNINI Carlo	23/10/32	1/08/95	7/11/22	COM
GLATZEL Jorg	18/12/41	1/06/06	20/11/22	COM
GRELAUD Marie Louise	15/03/40	1/04/15	14/07/22	COM
GRIJSEELS Erna	5/05/50	1/11/93	26/09/22	CM
GUISSSE Françoise	20/04/51	1/08/10	18/10/22	COM
GULDBERG Gulay	2/05/46	1/08/17	30/11/22	COM
GUNN Margaret	28/03/19	1/04/09	22/10/22	COM
GUTIERREZ FERNANDEZ Joseph	10/03/58	1/03/22	7/12/22	EACEA
HENRIKSEN Ole	23/06/35	1/12/92	2/11/22	COM
HILLENKAMP Peter	9/09/35	1/10/00	16/11/22	COM
HOEHNER Gisela	9/04/45	1/12/09	7/10/22	CM
HOLEMANS Louise	8/09/28	1/07/90	8/10/22	COM
HUON-KEUTGEN Marie-Paule	30/04/37	1/12/02	15/11/22	COM
IRLANDESE Antonino	4/08/47	1/09/12	13/10/22	COM
KARAKASHOV Vladimir	11/05/55	1/06/20	1/09/22	CM
KARI-FELLMAN Tulita Ritva Tellerv	19/04/48	1/06/12	5/12/22	COM
KLENSCH Ginette	29/06/46	1/01/09	8/11/22	PE
KLERSY Elina	12/01/32	1/09/15	1/11/22	COM
KNAPP Hannelore	25/10/37	1/03/99	6/10/22	CM
KOELBL Hermann	13/07/46	1/10/92	11/11/22	COM

NOUS ONT QUITTÉS

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
KYST Peder	31/03/44	1/05/07	17/10/22	PE
LE TELLIER-DE BRABANDERE Viviane	23/06/31	1/06/08	24/11/22	CJ
LESSER Richard	16/06/29	1/10/92	6/11/22	COM
LIMONTA MURA Adriana	8/01/53	1/02/13	30/09/22	CM
LIPPERT Elisabeth	18/10/33	1/06/83	6/10/22	PE
LLOYD Althea	6/01/25	1/12/21	13/10/22	COM
LUDOVICY Hanna	13/09/41	1/10/01	11/12/22	PE
LUEBBERING-GROSS Renate	14/10/39	1/03/04	1/07/21	COM
MAMMARELLA Luciano	1/06/37	1/07/00	14/12/22	COM
MANIAKA Thomais	13/06/49	1/01/14	10/10/22	CM
MARCON Gianpaolo	20/05/41	1/06/06	28/09/22	COM
MARLIER Daniel	5/02/47	1/07/12	3/12/22	CM
MASCHKE Svetlana	16/05/30	1/07/14	10/10/22	COM
MASURE Nelly	18/04/22	1/08/14	29/09/22	COM
MAWDSLEY Allan	13/01/47	1/07/10	27/09/22	COM
MEES Jean	3/04/36	1/05/96	16/10/22	COM
MENDES BRANCO Henrique	28/09/47	1/10/13	14/10/22	PE
MINY Monique	7/08/43	1/09/08	16/12/22	COM
MOBIGLIA Giovanni	12/06/30	1/07/95	9/10/22	COM
MOREAU Marie-Thérèse	3/03/41	1/04/01	21/05/22	CM
MUELLER Michael	24/02/57	1/10/16	13/10/22	COM
MUNTAU Herbert	22/03/35	1/04/00	10/11/22	COM
NIELSEN Jens	22/10/36	1/01/00	30/10/22	COM
NURMIO Jukka	20/04/56	1/11/19	5/10/22	CC
NYHAN Timothy Finbarr	12/09/45	1/04/07	6/07/22	CEDEFOP
OSTRY-MAUFORT Anne	10/11/47	1/10/07	16/10/22	CM
PAMPALONE Anna Maria	6/02/28	1/03/93	19/11/22	COM
PAMPANELLI Maria Grazia	16/05/35	1/09/14	15/11/22	PE
PASSOT Jean-Francois	26/02/46	1/03/11	3/11/22	COM
PILLE Mauricette	22/05/42	1/02/78	13/11/22	COM
PLEURDEAU Denise	24/09/35	1/05/19	14/10/22	COM
POK Jacqueline	21/12/50	1/12/06	4/10/22	COM
POZZI Giovanni	1/01/39	1/03/99	18/12/22	COM
RAFALSKI-KALAMALA Baerbel	4/08/49	1/09/92	24/10/22	CC
RAISAMO Satu	29/05/60	1/05/21	15/11/22	PE
RENDERS-WILLEGEMS Francine	17/02/34	1/07/94	10/10/22	COM
RITTER DE ZAHONY Edda-Cristina	4/08/39	1/10/22	6/12/22	COM
ROBOUCH Benjamin	31/10/32	1/11/97	20/11/22	COM
RONCARI Aldo	13/10/24	1/02/88	7/11/22	COM
RUSSON John	2/04/42	1/11/04	18/10/22	PE
SABELIN Robert	19/04/38	1/05/98	9/11/22	COM
SANTAMARIA Michele	25/10/39	1/11/04	20/08/22	CM

NOM & PRÉNOM	DATE DE NAISSANCE	DATE DE PENSION	DATE DE DÉCÈS	INSTITUTION
SCHEER Francois	21/09/38	1/01/01	4/12/22	COM
SCHROVEN Guido	12/10/36	1/11/86	3/12/22	COM
SCHWARZ Uwe	4/08/34	1/09/99	29/09/22	COM
SILLETTI Duilio	30/04/36	1/07/97	20/10/22	COM
SOMVILLE Renee	21/03/23	1/02/10	1/11/22	COM
SOREE Patrick	24/12/57	1/03/03	27/09/22	COM
STIENS Christa	19/10/41	1/06/02	19/10/22	COM
STRAUB-GRUOT Monique	26/06/42	1/01/03	21/11/22	COM
STRELKOVA-HORTON Christine	7/08/47	1/06/09	16/12/22	COM
STROOBANTS-DESPRECHINS Yvette	21/05/22	1/03/03	6/12/22	COM
SZABO Tamas	4/12/37	1/01/03	8/09/22	COM
TEMPLE LANG John	14/12/36	1/01/01	4/11/22	COM
TERROIR Marie-Therese	28/08/31	1/12/16	13/11/22	COM
THOMPSON Kenneth	2/08/33	1/09/98	5/12/22	COM
TOMASINI Quirino	10/05/35	1/04/12	30/11/22	COM
TOTARO Antonio	2/08/43	1/03/96	16/11/22	COM
TRONATI Antonietta	5/12/37	1/04/93	11/11/22	COM
TYTGAT Liliane	23/01/28	1/08/14	20/06/22	COM
VAN BUUREN Johanna	31/08/29	1/01/18	20/11/22	PE
VAN DAELE Maurits	8/11/44	1/12/09	22/11/22	COM
VAN DUJN-POOT Maartje	2/01/27	1/02/72	4/10/22	COM
VAN LENT Gerhardus	20/10/36	1/11/01	14/12/22	CM
VAN MECHELEN Franz	12/02/36	1/06/96	13/10/22	COM
VAN RIJSSEL Maria	22/02/23	1/10/10	1/12/22	CM
VAN STOKKUM Cornelia	28/11/28	1/12/93	27/11/22	COM
VANDERROOST Dany	17/05/65	1/12/08	19/11/22	COM
VANINI Gianluigi	19/06/36	1/02/98	1/11/22	COM
VAROUXAKIS Sotirios	6/02/37	1/04/99	23/09/22	COM
VERBEECK Nadine	19/02/23	1/10/86	1/11/20	COM
VERSCHUERE Marc	30/11/47	1/12/06	4/10/22	COM
VESTERGAARD Torben	6/02/48	1/02/09	6/10/22	COM
VIGEL Jacques	8/06/31	1/07/96	30/10/22	COM
VILLA Giuseppe	28/08/34	1/09/99	25/11/22	COM
VIRGINIE Marie	2/09/21	1/04/20	14/10/22	COM
WERNER Rolf	9/07/30	1/01/94	17/10/22	COM
WIETZEL Wolfgang	3/10/37	1/01/98	11/10/22	COM
WINTHER Anneliese	28/02/42	1/05/97	9/04/22	CM
YUNG Claudine	30/01/34	1/02/99	16/11/22	COM
ZANARELLA-MAINETTI Ernestina	16/05/34	1/07/04	14/11/22	COM
ZINGALE Salvatore	3/09/53	1/06/13	14/11/22	CM
ZOURABICHVILI Milly	23/07/34	1/03/99	23/10/22	COM



Berlaymont Summa Artis II-*Le Triomphe de la Paix* (détail), Roger Somville, 1964